

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JUILLET 2020

N°199

TOME III

**Direction du Secrétariat Général
Service Assemblées et
Vie des Institutions**

SOMMAIRE
RAA JUILLET 2020

Conseils des 15 et 31 juillet 2020

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS

(Conseils des 15 et 31 juillet 2020)

Tome 1/4

15 juillet 2020

2

31 juillet 2020

3

33

PARTIE 2 : DECISIONS

(Conseils des 15 et 31 juillet 2020)

Tome 2/4,

1-1

Tome 3/4

2-1

Tome 4/4

3-1

PARTIE 3 : ARRETES

(Février à juillet 2020)

Tome 4/4

- ***Réglementaires :***

3-450

- ***Individuels :***

3-451

3-568

PARTIE 2 - DECISIONS

prises par le Président depuis la publication de l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des Collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid19 – Article1

SOMMAIRE

MD2020-171	Décision relative à la modification du montant du fonds de caisse ainsi que le montant de l'encaisse de la sous régie de recettes Station de Compostage de Grammont	15
MD2020-172	Décision relative à la création d'une régie d'avances pour la Direction de l'Attractivité et Relations Internationales de Montpellier Méditerranée Métropole	17
MD2020-173	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 224 rue d'Encornet Commune de Saint-Geniès-des-Mourgues	173
MD2020-174	Décision relative à la délégation du Droit de Préemption Urbain et du droit de préemption urbain renforcé à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) sur la commune de Montpellier parcelle MS 290, dans le cadre de la réalisation du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes.	22
MD2020-175	Décision relative au mandat d'étude "Aménagement des Berges du canal du Port de Pérols" - Constat d'achèvement de la mission - Approbation du protocole de réédition des comptes et clôture du mandat	24
MD2020-176	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées OO n°6 partie et OO n°12, sises commune de Montpellier - Schéma directeur du Marché d'Intérêt National	27
MD2020-177	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété ZITOUNI - Parcelle MS 290 lots 5599 et 5979 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier	29
MD2020-178	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°4819VD17 "d'Accompagnement téléphonique des habitants à une opération visant à adopter des comportements écoresponsables"	33
MD2020-179	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété LIBOUREL - Parcelle MS 290 lot 3256 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier	35
MD2020-180	Décision relative au marché n°M9D0046EA-2 "Prestations géotechniques et hydrogéotechniques" - Attribution	39
MD2020-181	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI LULU - Parcelle MS 290 lots 2725 et 5794 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier	41
MD2020-182	Décision relative à un marché subséquent issu d'un accord-cadre "Gestion de flotte pour véhicules industriels, engins industriels et équipements" pour Montpellier Méditerranée Métropole	45
MD2020-183	Décision relative au dépôt et à l'octroi des autorisations d'urbanisme nécessaires à l'aménagement d'aires collectives de rinçage et de remplissage sécurisée de pulvérisateurs agricoles sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	48

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-184	Décision relative à l'avenant n°2 au mandat d'étude pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole de Montpellier - Autorisation de signature	50
MD2020-185	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée ER 519 - Rue des Passerines - Commune de Montpellier	52
MD2020-186	Décision relative au déclassement d'une emprise de 6 173 m² rue Edouard Branly - Commune de Montpellier	54
MD2020-187	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public autorisant la réalisation d'un réseau de distribution d'eau tempéré entre Montpellier Méditerranée Métropole et Énergies du Sud	56
MD2020-188	Décision relative à l'attribution des marchés pour les travaux d'infrastructure et de bâtiment de la phase 1b dans le cadre de la réalisation de la phase 1 de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier (lots V1, V2, V4, V6, V7, V8 et lot B1)	58
MD2020-189	Décision relative à l'attribution d'un marché de fourniture de caveaux dans le cadre de la réalisation de la phase 1 de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier (lot V5)	62
MD2020-190	Décision relative à l'attribution des marchés pour les travaux d'infrastructure et de bâtiment de la phase 1b dans le cadre de la réalisation de la phase 1 de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier (lots V3 et B2 à B10)	66
MD2020-191	Décision relative à la signature de l'avenant n°01 à la convention de mandat pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal St Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M)	71
MD2020-192	Décision d'ester en justice "Requête n°2000773-3 TA - Ressources humaines"	74
MD2020-193	Cimetière métropolitain - Décision relative à une convention de dévoiement d'une conduite du groupe BRL	76
MD2020-195	Décision relative au marché n°M9B0003 "Entretien, contrôle et maintenance du parc automobile de Montpellier Méditerranée Métropole" - Avenant n°1 de prolongation de délai	79
MD2020-196	Décision d'ester en justice " Conseil d' Etat - FOURNIER Danielle"	81
MD2020-198	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4043bisUH16 - Mission d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole	83
MD2020-199	Décision relative à un marché n°M9D0085EA - Réhabilitation des ouvrages de restitution des eaux brutes au Lez à Montpellier - Lot 1 : Jacques Cœur - Lot 2 : Lavalette - Attributions	85
MD2020-200	Décision relative au marché n°4603VD16 de "Fourniture de composteurs individuels et collectifs avec notice d'utilisation et de seaux de pré-collecte en plastique pour les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole" - Avenant n°1 - Autorisation de signature	88

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-202	Décision relative à la modification des horaires d'ouverture et fermeture du Musée Fabre et de l'Hôtel de Cabrières Sabatier d'Espeyran	90
MD2020-203	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association Villes et Territoires Occitanie - Centre ressources Politique de la ville et Cohésion territoriale, au titre de l'année 2020	92
MD2020-204	Décision relative au marché n°M9D0092DC - Réalisation et entretien des espaces verts des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	94
MD2020-205	Décision relative au renouvellement de l'abonnement participatif à l'association Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain (IRDSU), au titre de l'année 2020/2021	96
MD2020-206	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BN 238 en nature de voirie Commune de Castelnau-le-Lez	98
MD2020-207	Décision relative à un accord-cadre n°M9D0094EA - Travaux de terrassement et de génie civil pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau - Lot 1 : Travaux de terrassement pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau - Lot 2 : Travaux de génie civil pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau - Attributions	100
MD2020-208	Décision relative à un avenant n°1 au lot 1 "Bâtiments Administratifs et Culturels" du marché n°5001MG18 Maintenance des Installations de téléphonie fixe	103
MD2020-209	Décision relative à l'attribution d'un marché n°G8D0012MG - Acquisition et livraison de vêtements professionnels, chaussures de sécurité et équipements de protection individuelle pour le groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée métropole et le CCAS de Montpellier et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint Georges d'Orques et Villeneuve-lès-Maguelone	105
MD2020-211	Décision relative à un avenant n°3 au marché 4049UH15 - Mission de contribution à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCoT, lot 2 Plaine Ouest	109
MD2020-212	Décision relative à un accord cadre n°M9D0013EA - Travaux d'entretien des cours d'eau - Lot 1 : Secteur Montpellier Littoral Est - Lot 2 : Secteur Plaine Ouest Piémonts Garrigues Littoral Ouest - Lot 3 : Secteur Vallée du Lez Cadoule Berange - Attributions	111
MD2020-213	Décision relative à un avenant n°2 au marché 4049UH15 - Mission de contribution à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCoT, lot n°5 Vallée du Lez	114

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-214	Décision relative à un avenant n°2 au marché 4049UH15 - Mission de contribution à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCoT, lot 6 Cadoule et Bérange	116
MD2020-215	Décision relative à un avenant n°4 au marché n°3951DC15 de gardiennage du musée Fabre de Montpellier	118
MD2020-216	Décision relative à l'avenant n°2 au marché 4049UH15 - Mission de contribution à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCoT, lot 3 Littoral,	121
MD2020-217	Décision relative à un avenant n°2 au marché 4049UH15 - Mission de contribution à l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCoT, Lot N°4 Secteur " Coeur d'agglomération	123
MD2020-218	Décision relative à un avenant n°1 au marché 4049bisUH16 - Mission de contribution à l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCoT, Lot N°1 Secteur Piémonts et Garrigues	125
MD2020-219	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4050UH15 - Marché d'études environnementales dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole et des évolutions des PLU communaux	127
MD2020-220	Décision relative au marché n°G9D0098RI-2 d'achat de logiciels de bureautique dans le cadre d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Jacou, Le Crès et Restinclières	129
MD2020-221	Décision relative à une convention de prêt d'objets archéologiques avec la commune de Saint-Mathieu-de-Trévières pour l'exposition "Jean Arnal"	132
MD2020-223	Décision relative au marché n° 4182DS16 - Fourniture de produits de traitement de l'eau pour les piscines de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 1	134
MD2020-224	Décision relative au marché n°5011DS17 - Piscine Olympique d'Antigone - Conduite, Exploitation et Maintenance des Installations Techniques - Avenant n°1 - Autorisation de signature	137
MD2020-225	Décision relative au marché n°M0B0010DS - Maintenance du système de contrôle d'accès des sites Yves-du-Manoir et Mosson - Attribution	140
MD2020-226	Décision relative à un marché n°M9D0062EA - Réhabilitation du réseau d'eaux usées de la rue des Jardins sur la commune de Clapiers	142
MD2020-227	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier Volley Club UC concernant un local situé au 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez	144

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-228	Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de préemption urbain renforcé à la commune de Montpellier dans le cadre de la réalisation du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson	146
MD2020-229	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société Hurricane et la Ville de Montpellier dans le cadre du FISE World Series Montpellier 2020	149
MD2020-230	Décision relative à la délégation du Droit de Préemption Urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur la commune de Montpellier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) sur le périmètre de la concession de renouvellement urbain du quartier de la Mosson	151
MD2020-231	Décision relative à une convention de participation au financement des équipements publics de la ZAC Charles Martel Extension - SCI A&E IMMOBILIERS (restaurant "table d'Oc") - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature	154
MD2020-232	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SENSING LABS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	156
MD2020-233	Décision relative à la modification de l'adresse ainsi que du montant de l'encaisse de la régie de recettes des droits de stationnement du parking Vicarello	159
MD2020-234	Décision relative à un marché n°M9D0115EA - Renouvellement des réseaux d'eaux usées rue des Baraques sur la commune de Saint Georges d'Orques	162
MD2020-235	Décision relative à la signature d'une convention de mise à disposition de locaux entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole - Locaux 2 place des Héros à Villeneuve-lès-Maguelone	164
MD2020-236	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ALGODONE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	167
MD2020-237	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	169
MD2020-238	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SIRT dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	171
MD2020-239	Décision relative à la consignation à la suite de l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété YAKHLAF - Local commercial avec annexes lots 49-50-65 Résidence L'Espérou - Parcelle LR 48 - Commune de Montpellier	173
MD2020-240	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALIPLANTE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	176
MD2020-241	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPORTIHOME au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	178
MD2020-242	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VAONIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	180

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-243	Décision relative à un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société MAINTENANCE TV France pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	182
MD2020-244	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société M2S au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	184
MD2020-245	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IDEALYS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	186
MD2020-246	Décision relative à l'avenant n° 2 au marché 3875GD15 de "Nettoiemnt et collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier"	188
MD2020-248	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3814GD15 de "Nettoiemnt sur une partie du territoire de la ville de Montpellier hors centre-ville"	190
MD2020-249	Décision relative à un avenant n°1 au contrat de location signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI Elphi Investissements - Places de parking au 157 rue Messidor à Montpellier	192
MD2020-250	Décision d'ester en justice "Requête en référé n°2000819-1 TA - CHARRAUD Eric"	194
MD2020-251	Décision relative à un accord-cadre de services de nettoyage de fin de chantier dans le cadre de l'opération de construction du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (Mandat SA3M)	196
MD2020-252	Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°2 du marché subséquent n°M9C0043DC - de l'accord-cadre n°M8D0036DC pour le transport des oeuvres de l'exposition "La chapelle Deydé de la cathédrale de Montpellier"	198
MD2020-253	Décision relative à l'avenant n° 1 au marché n° 3787GD15 de "Collecte des déchets ménagers et assimilés de Montpellier Méditerranée Métropole - lot sud"	200
MD2020-254	Décision relative au marché n°M9A3940DE - Action de formation, de coaching et d'animation pour la rencontre entreprises innovantes et investisseurs Montpellier Capital Risque	202
MD2020-256	Décision relative à un avenant n°1 de prolongation de la durée du marché n°5118PP18 ' Étude du doublet de ligne Nîmes Montpellier - Volet étoile montpellieraine et valorisation des anciennes voies ferrées '	206
MD2020-257	Décision relative au marché de mandat de maitrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway - Avenant n°6 - Autorisation de signature	208
MD2020-258	Décision relative à l'attribution d'un marché accord cadre "Mandat d'études et prestations d'AMO pour la réalisation du PDS de la copropriété Les Cévennes" (Opération 2939.1)	211
MD2020-260	Décision relative à un avenant n°4 au marché 4025MG16 "Prestation de Télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole"	214

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-261	Décision relative à l'avenant n° 2 à la convention de partenariat pour la "Réalisation d'une expérimentation bénéficiant d'un travail de recherche sur l'adoption de comportements éco-responsables des usagers d'une zone urbaine déterminée"	216
MD2020-263	Décision relative à la signature d'un bail rural à caractère environnemental entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Sébastien Soufflet - Domaine de Viviers à Jacou	219
MD2020-264	Décision relative à l'agrément de candidature de la société RESILIENT INNOVATION dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	222
MD2020-265	Décision relative à l'attribution des lots 3 et 10 du marché n°M8D0027EP-1 " Fournitures de matériel et de pièces détachées d'éclairage public"	224
MD2020-266	Décision d'ester en justice "Requête 2000855-8 TA - Madeleine PICOU"	226
MD2020-267	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SNAPKIN au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	228
MD2020-268	Décision relative à l'agrément de signature de la société en création SAS JMINOX TECHNOLOGIE dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	230
MD2020-269	Décision relative à l'agrément de candidature de la société NOMA dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	232
MD2020-270	Décision relative à l'agrément de candidature de la société COMPUTER ENGINEERING dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec	234
MD2020-271	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société BSWEB PriceComparator au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	236
MD2020-272	Décision relative à l'acquisition de la parcelle H 739 rue Gaston Baissette - Commune de Castries	238
MD2020-274	Décision d'ester en justice "Requête n°20MA00661 CAA - Michelle HERNANDEZ"	240
MD2020-275	Décision relative à une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage relative au Parc multi-glisse Gérard-Bruyère à Baillargues - Avenant n° 1	242
MD2020-276	Décision relative au marché n° 4689DS17 - Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 1	245
MD2020-277	Décision relative au marché n° 02/CR/19 "conception-réalisation relatif aux équipements de Télési nautique du parc Gérard-Bruyère" - Attribution	248
MD2020-278	Décision relative à l'acquisition des parcelles BT 71, BT 153, AI 401, AI 448, AK 109 commune de Saint Jean de Védas	251
MD2020-279	Décision d'ester en justice "Requête N°20MA00616 CAA Marseille - Didier GINESTOUX"	253
MD2020-280	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 259 auprès de l'indivision Roux-Neuville rue de la Ducque - Commune de Prades-le-Lez	255
MD2020-281	Décision relative à une autorisation de dépôt de déclaration préalable de travaux pour le projet de restauration des décors peints du foyer de l'Opéra Comédie	257

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-282	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 257 auprès de M. Roux Patrick rue de la Ducque - Commune de Prades-le-Lez	259
MD2020-283	Décision relative à une convention de coopération opérationnelle de gestion environnementale de l'espace agronaturel "Garrigues du Larzat" sur la commune de Villeneuve-Lès-Maguelone entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon	261
MD2020-284	Décision relative à la convention de groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la maintenance et prestations complémentaire du logiciel droits de cité	264
MD2020-285	Décision relative à l'agrément de candidature de la société NEUTRONMED dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec	267
MD2020-287	Décision modificative relative au marché n° M9D5240DS - Travaux d'aménagement et d'entretien des bâtiments sportifs	269
MD2020-288	Décision relative à la vente de 13 appartements et annexes à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Commune de Montpellier- Copropriété des Cévennes située 29 rue Calvin, cadastrée section MS 290 - Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes	271
MD2020-289	Décision relative à la vente de 18 appartements avec annexes et de 2 garages à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Commune de Montpellier - Quartier Mosson- Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)	275
MD2020-293	Décision relative à l'attribution d'une convention de mandat pour la réalisation d'études préalables au réaménagement des accès au centre commercial de ' Trifontaine ' - secteur Blanquette	280
MD2020-296	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AM 202, 2 impasse de Montmaur à Montpellier	282
MD2020-297	Cimetière métropolitain - Décision relative aux travaux de déplacement d'ouvrages GrDF	285
MD2020-298	Décision modificative relative au marché n°5016MG18 ' Accord-cadre pour les travaux neufs, de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole ' - Imputation des dépenses	288
MD2020-299	Décision relative à l'attribution du marché n°8.427/8 portant sur les Travaux Feeder AEP rues Dunant, Pezet, Truel et Route de Mende dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	290
MD2020-300	Clôture du mandat d'étude POPAC Cévennes	293
MD2020-301	Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Groupement des Autorités Responsables des Transports	295
MD2020-302	Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - Gaspard de Pillot de Coligny "	297
MD2020-303	Décision relative à la délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la commune de MONTAUD	299

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-304	Décision relative à un avenant n°2 au marché 3815 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension et l'adaptation de la station d'épuration MAERA	301
MD2020-305	Décision relative à la délégation du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de la commune de FABREGUES	303
MD2020-306	Décision relative à un contrat d'abonnement n°MOB0024JM "Abonnement juridique" - Attribution	305
MD2020-307	Décision relative à la consignation à la suite de l'exercice du Droit de Prémption Urbain - Propriété PELLECUER - appartement avec annexes lots 5836-5040-5015 copropriété Les Cévennes - Parcelle MS 290 - Commune de Montpellier	307
MD2020-308	Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2020 - Société Générale - Financement à court terme	310
MD2020-309	Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2020 - ARKEA - Financement à court terme	314
MD2020-311	Décision relative à l'agrément de la candidature de la société RUPTURE TECH CONSULTING dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	318
MD2020-312	Décision relative à l'agrément de candidature de la société FRENCH CREATIV dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	320
MD2020-313	Décision d'agrément de candidature de la société VECTEUR BOIS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	322
MD2020-314	Décision relative à l'agrément de la candidature de la société VIVODIA - SOLUTIONS CERAMIQUES dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	324
MD2020-317	Décision relative au marché subséquent n°M0C0009EP relatif à l'accord-cadre n°5023AT17 - Travaux préparatoires et dévoiement de réseaux en préparation des travaux de l'aménagement du carrefour RD610-RD54 à Saint Génies des Mourgues	326
MD2020-318	Décision d'attribution du marché d'ingénierie N°M9B0117EP relatif à l'audit et au calcul des capacités portantes des ouvrages d'art	328
MD2020-319	Attribution de subvention à l'Association Producteurs d'Occitanie dans le cadre de la politique Alimentaire	330
MD2020-320	Décision relative à la régularisation du transfert de propriété de divers équipements, de commune de Castelnau-le-Lez dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole	332
MD2020-321	Décision relative à un accord cadre à marchés subséquents pour des marchés de travaux - réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Aire de Castries - Autorisation de signature du Marché Subséquents n°3 - Lot 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8	335
MD2020-322	Décision relative à un accord cadre à marchés subséquents pour des marchés de travaux - réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Aire de Courmonterral - Autorisation de signature du Marché Subséquents n°4 - Lot 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8	338

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-323	Décision relative au marché subséquent n° 01/MSCSPS/19 - Lot n° 2 : Missions de coordination sécurité et protection de la santé pour les travaux du parc Gérard-Bruyère de Baillargues – Attribution	341
MD2020-324	Report du reversement de la Taxe de Séjour	343
MD2020-325	Décision relative au marché n°G0D0012MG "acquisition de véhicules particuliers électriques, de véhicules utilitaires électriques et de vélos à assistance électrique"	345
MD2020-326	Décision relative au marché subséquent n°M9D0149AT de travaux de réaménagement de la Place de Gaulle et des avenues de La Tour et du Général Leclerc à Pérols - Attribution du marché	348
MD2020-327	Décision relative à l'achat de Fournitures d'environnement de bureau via l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP)	350
MD2020-329	Décision relative à l'attribution du marché n°8.86N portant sur l'accompagnement terrain hôtes/hôtesse dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	352
MD2020-330	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AM17 - 2144 Route de Mende à Montpellier	354
MD2020-331	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AM 204, 2 198 Route de Mende à Montpellier	357
MD2020-332	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AS n°11 Route de Mende à Montpellier	360
MD2020-333	Décision relative au marché n°M0C0015MG - Achat de masques	362
MD2020-334	Décision relative à l'agrément de la société VECTEUR BOIS dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	365
MD2020-335	Marché n°M9B0138EP de Fauchage des dépendances routières métropolitaines - Attribution du marché	367
MD2020-337	Epidémie de covid-19 - Dispositif d'aide au paiement du loyer du mois d'avril 2020 à destination des entreprises occupant les locaux du parc immobilier	369
MD2020-338	Décision relative au marché n°M0D0020MG - Achat de masques	372
MD2020-339	Décision relative au marché n°M0D0027-2MG - Achat de masques	375
MD2020-340	Renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) pour l'année 2020 - Approbation	377
MD2020-341	Décision relative au marché subséquent n°M9D0002AT - Avenant n°1 Travaux d'aménagement de l'avenue Jean Moulin et de l'avenue du 8 mai 1945 à Courmonterral - Autorisation	379
MD2020-342	Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain à la commune de Grabels à l'occasion de l'aliénation de la parcelle AY 9 lieudit rue de Montferrier	381
MD2020-343	Décision relative à la délégation du Droit de préemption Urbain à l'Etablissement Public Foncier Occitanie sur la commune de Grabels à l'occasion de l'aliénation de la parcelle AY 9 lieudit rue de Montferrier	383

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-344	Décision de préemption de la parcelle cadastrée DO38, avenue du docteur Fourcade sur la commune de Montpellier	385
MD2020-345	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AY 84 - Lieudit La Vene - Commune de Cournonsec	388
MD2020-346	Décision modificative relative au marché n° 5009DS17 - Marché de prestations intellectuelles pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune à Montpellier - Contrôle technique et coordination sécurité et protection de la santé - Lots n° 1 et 2	390
MD2020-347	Décision relative à l'acquisition de la parcelle MY 913 chemin de Casseyrols propriété de la SCI EPURE Commune de Montpellier	392
MD2020-348	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé - Installation d'une base de vie sur une partie des terrains cadastrés SM n° 38 et SV n° 45 et 46 - Commune de Montpellier	394
MD2020-349	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'un ouvrage de transport de gaz en tréfonds des parcelles section SM n° 38 - SV n° 45 et 46 - Commune de Montpellier	396
MD2020-350	Gestion de la crise sanitaire Covid 19 - Achat de masques de protection en tissu 'grand public' - Marché M0D0026MG avec la Société Escassut - Autorisation de signature	398
MD2020-352	Décision relative à l'attribution d'un marché d'étude de sols (géotechnique, pollution et qualité agronomique des sols) dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Mijoulan / Naussargues /Bel Air - Communes de Saint Georges d'Orques et de Juvignac	401
MD2020-353	Décision relative à l'acquisition et la livraison de fournitures d'hygiène via l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP)	404
MD2020-354	Décision relative au dépôt d'une demande de permis de démolir - Parcelles RB n° 11-12 & 13 lieu-dit ' le Grand Grès ' - Commune de Montpellier	406
MD2020-355	Epidémie de covid-19 - Attribution d'aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers	408
MD2020-356	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°5195DM18 - Fourniture et mise en service de matériels de comptage routier - Lot 7 - Stations de mesures permanentes pour vélos	411
MD2020-357	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SKB dans le Parc 2000 2ème extension à Montpellier	413
MD2020-358	Décision relative à l'agrément de candidature de la SASU ELIT RESEAUX dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	415
MD2020-359	Décision relative à l'agrément de candidature de la société OPTIMUM MEDICAL dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	417
MD2020-360	Décision relative à l'acquisition de la parcelle PO 303 auprès de ' SCCV Montpellier Les Terrasses des Grèzes - BDX ' - impasse des Grèzes - Commune de Montpellier	419

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-361	Décision relative à l'acquisition d'une parcelle en nature de voiries et espaces communs - Lotissement Jardins Garonnière - Commune de Saint-Drézéry	422
MD2020-362	Décision relative au marché n°M0B0005DC de fourniture et installation de matériel de radio-identification (RFID) à la médiathèque La Gare - Commune de Pignan	424
MD2020-363	Décision relative à la cession pour réforme d'une épareuse vétuste de marque SMA type Griffon 1132, n°M122989, identifiée épareuse 7 - Hôtel des ventes de Montpellier	426
MD2020-364	Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°3 du marché subséquent n°M9C0043DC de l'accord-cadre n°M8D0036DC pour le transport des œuvres de l'exposition "La chapelle Deydé de la cathédrale de Montpellier" au musée Fabre	428
MD2020-366	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule balayeuse vétuste de marque Hako type Citymaster 12000 identifié BAL 6 - Hôtel des ventes de Montpellier	430
MD2020-367	Décision relative à la cession pour réforme d'un tracteur agricole vétuste de marque Renault immatriculé DP-999-CG - Hôtel des ventes de Montpellier	432
MD2020-368	Décision relative à un marché de prestations de déménagements associées aux travaux de réaménagement de la médiathèque centrale Émile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini (Mandat SA3M)	434
MD2020-369	Décision relative à l'Avenant n°1 au marché 4593EP16 de détection, géo-référencement et cartographie du réseau d'éclairage public sur le territoire de Montpellier - Autorisation de signature	436
MD2020-370	Décision relative à l'avenant n°4 au marché 4362EP16 de travaux de maintenance et d'extension du réseau d'eaux pluviales - Autorisation de signature	438
MD2020-371	Décision relative aux avenants de prolongation de l'accord-cadre n°3948bisTV15 de travaux d'entretien et d'aménagement des espaces verts métropolitains - Autorisations de signature	440
MD2020-372	Décision relative à l'attribution d'aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers du mois d'avril 2020	442
MD2020-373	Décision modificative relative au marché n° 4689DS17 - Marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune à Montpellier	448
MD2020-374	Décision relative à une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société CREASPIN	450
MD2020-375	Décision relative à l'attribution d'une convention de mandat d'études pour la réalisation d'études préalables à la requalification de 9 parcs d'activités économiques sur le territoire de la Métropole	452
MD2020-376	Décision relative à un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société IMAIOS pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	454

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-377	Décision relative au marché subséquent n°5023A08 - Travaux de requalification des rues du Calvaire, des Aires et du Plan du Faubourg - Commune de Grabels - Avenant n°1 - Autorisation de signature	457
MD2020-378	Décision relative au dépôt d'une demande d'autorisation préalable de travaux de mise en accessibilité à la médiathèque La Gare - Commune de Pignan	459
MD2020-379	Décision relative au marché n°M9D0133EP - Restauration du mur de soutènement du Jardin des Plantes à Montpellier - Attribution du marché	461
MD2020-380	Epidémie de covid-19 - Attribution d'aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers du mois d'avril 2020	463
MD2020-382	Décision relative à la création d'une SCCV par ACM Habitat pour la mise en œuvre d'une opération d'accession sociale à la propriété ZAC Parc 2000 extension à Montpellier	469
MD2020-383	Construction de 24 logements sociaux étudiants - Résidence étudiante ' Campus City ', rue du Colonel Marchand à Montpellier - Abrogation de la délibération n°M2020-50 du 31 janvier 2020 - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	472
MD2020-384	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 97 m ² située entre les parcelles AK 38, 34, et AK 37, 36 commune de Fabrègues	475
MD2020-385	Décision relative à l'acquisition des parcelles BY 580 et BY 581 en nature de voirie Commune de Clapiers	477
MD2020-386	Épidémie de covid-19 - Attribution d'aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers du mois d'avril 2020	479
MD2020-387	Décision relative à la résiliation d'un bail agricole - Domaine de Viviers parcelle section BC n° 87 (anciennement section C n° 1432) - Commune de Teyran	488
MD2020-388	Décision relative à un avenant n°5 au marché n°3951DC15 de gardiennage du musée Fabre	490
MD2020-389	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Twingo immatriculé CQ-391-AP - Hôtel des Ventes de Montpellier	493
MD2020-390	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Twingo immatriculé 527-ADP-34 - Hôtel des Ventes de Montpellier	495
MD2020-391	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Twingo immatriculé 189-ADQ-34 - Hôtel des Ventes de Montpellier	497
MD2020-392	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de Marque Renault modèle Twingo immatriculé 64-ADL-34 - Hôtel des Ventes de Montpellier	499
MD2020-393	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Renault Twingo immatriculé EH-443-LP - Hôtel des Ventes de Montpellier	501

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE	PAGE
MD2020-394	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Twingo immatriculé 190-ADQ-34 - Hôtel des ventes de Montpellier	503
MD2020-395	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Twingo immatriculé 317-ADR-34 - Hôtel des Ventes de Montpellier	505
MD2020-396	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Twingo immatriculé 210-AHB-34 - Hôtel des Ventes de Montpellier	507
MD2020-397	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Citroën immatriculé 688-BFK-34 - Hôtel des Ventes de Montpellier	509
MD2020-398	Décision relative à un marché n°M9B0141EA - Construction d'un réseau gravitaire entre le Poste de Refoulement des Closades et le Poste de Refoulement de Clapiers – Attribution	511
MD2020-399	Décision relative à l'avenant n° 3 au marché 3362GD13 de "Réalisation du casier n° 2 de l'installation de déchets non dangereux (ISDND) de Castries (34) - lot 3 : réseau de collecte et unité de valorisation et sous-lot 03A : réseau de collecte et unité de traitement du biogaz"	514
MD2020-400	Décision relative à l'agrément de candidature de la société EIRL JEAN-MARC ANNET - JM INOX TECHNOLOGIE dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	517



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la modification du
montant du fonds de caisse ainsi que le
montant de l'encaisse de la sous régie de
recettes Station de Compostage de
Grammont**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu la décision n°2004-14 modifiée du Conseil de Communauté en date du 09 janvier 2004 portant création d'une régie de recettes auprès de la Direction de la Prévention et de la Gestion des déchets,
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière en date du 17 février 2020,

CONSIDERANT que l'activité de la sous régie s'est fortement réduite depuis la mise en place du pont à bascule et des badges d'abonnement. Il convient de modifier le fonds de caisse de la sous régie ainsi que le montant de l'encaisse maximale.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} novembre 2008, il est institué une sous régie de recettes auprès de la Direction de la Prévention et de la Gestion des déchets.

ARTICLE 2 : Cette sous régie est installée Station de Compostage, Domaine Horticole de Grammont à Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Toutes opérations effectuées dans le cadre de la Station de compostage (recettes issues du dépôt par les usagers autorisés des déchets verts en vue de leur traitement par compostage.
- En cas de perte du badge d'accès au pont bascule un montant de 10 euros sera facturé à l'utilisateur pour le renouvellement.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- au moyen de chèques bancaires ou postaux ou assimilés,

ARTICLE 5 : Un fonds de caisse d'un montant de quatre cent euros (400,00 €) est mis à disposition des sous régisseurs (200,00 € chacun).

ARTICLE 6 : Le montant maximum de l'encaisse que les sous régisseurs sont autorisés à conserver est fixé à cinq cent euros chacun (500,00 €).

ARTICLE 7 : Les mandataires sont tenus de verser le montant de l'encaisse au régisseur ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et toutes les semaines et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 8 : Les mandataires versent auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de recettes et toutes les semaines et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la création d'une régie
d'avances pour la Direction de
l'Attractivité et Relations Internationales
de Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,

- Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 17 février 2020,

CONSIDERANT, que pour assurer le bon fonctionnement de la Direction Attractivité et Relations Internationales, il convient de créer une régie d'avances. La régie règlera les dépenses liées à l'accueil de délégations étrangères, et aux frais de mission à l'étranger des agents et des élus métropolitains.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Il est institué une régie d'avances auprès du Service Attractivité et Relations Internationales de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée à la Maison des Relations Internationales, 14 descente en barrat, 34000 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Frais de transport (essence, autoroute, taxi, location de véhicules, avion, train, ...)
- Logement, restauration des membres de la délégation (administratifs et élus) et invités
- Services (interprète, secrétariat, téléphone, fax, poste, frais inhérents aux visites touristiques guidées, droits d'entrée à diverses manifestations ou expositions)
- Frais et taxes inhérents aux déplacements à l'étranger (frais de visa, taxes d'aéroport, taxes de séjour, vaccins...)
- Petits achats (cadeaux, fleurs,...)

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payés selon les modes de règlement suivants :

- numéraire,
- chèques bancaires,
- cartes bancaires,
- virement,

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : Ce compte permet de payer les dépenses prévues à l'article 3.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est de 5 000 €.

ARTICLE 8 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- lors de sa sortie de fonction,
- au terme de la régie,
- au 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 9 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **19 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **19 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AP 224 rue d'Encornet Commune
de Saint-Geniès-des-Mourgues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la convention de Projet Urbain Partenarial signée le 9 avril 2019 avec la société Ozone Habitat, dans laquelle figure un apport en nature valorisé à hauteur de 3 950 €, à savoir la cession de la parcelle cadastrée AP 224 de 79 m² située rue d'Encornet sur la commune de Saint-Geniès-des-Mourgues,
- Vu l'accord de la Société OZONE Habitat sur les modalités du transfert de propriété de la parcelle cadastrée AP 224 d'une superficie de 79 m² au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- CONSIDERANT qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AP 224 de 79 m² en vue de créer un trottoir au droit de l'opération immobilière,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Société OZONE Habitat, ou tout autre société s'y substituant, la parcelle AP 224 d'une superficie de 79 m² située rue d'Encornet sur la commune de Saint-Geniès-des-Mourgues, afin de créer un trottoir au droit de l'opération immobilière.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie pour un montant de 3 950 € converti en apport de nature conformément à la convention de projet urbain partenarial.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **05 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la délégation du Droit
de Préemption Urbain et du droit de
préemption urbain renforcé à la Société
d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) sur la
commune de Montpellier parcelle MS 290,
dans le cadre de la réalisation du nouveau
projet de renouvellement urbain du
quartier des Cévennes.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.213-3 du code de l'urbanisme,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain sur une ou plusieurs parties des zones concernées selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu la décision n° MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain consenti à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes concernée par le projet métropolitain de renouvellement urbain,
 - Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relatif à la compétence « définition, création et réalisation des opérations d'aménagement »,
 - Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-698 du 18 décembre 2019, approuvant la création de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes », désignant la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier des Cévennes et approuvant les termes du traité de concession,
 - Vu le traité de concession de renouvellement urbain du quartier des Cévennes signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M en date du 14 janvier 2020.
- **CONSIDERANT** qu'afin de permettre la réalisation du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes, il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé à la SA3M, titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier des Cévennes, sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé à la SA3M, sur la parcelle cadastrée MS 290 située sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au mandat d'étude
"Aménagement des Berges du canal du
Port de Pérols" - Constat d'achèvement de
la mission - Approbation du protocole de
réédition des comptes et clôture du mandat**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°14283 du 24 novembre 2016 par laquelle le Conseil de Métropole a approuvé les statuts de la Société Publique Locale L'Or Aménagement ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire pour laquelle elle détient 3,57% du capital,
- Vu l'article L300-3 du Code de l'Urbanisme,

- CONSIDERANT :

- l'article L. 300-3.-I. du Code de l'Urbanisme qui prévoit que les collectivités territoriales peuvent, par convention de mandat passée avec toute personne publique ou privée et dans les conditions prévues par le code des marchés publics ou par l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics, lui confier le soin de faire procéder en leur nom et pour leur compte la réalisation d'études, notamment d'études préalables nécessaires à une opération d'aménagement ;

- qu'en vertu des statuts précités, la Société Publique Locale L'Or Aménagement a pour objet la réalisation, pour le compte exclusif de ses actionnaires et sur leur territoire, de toute opération d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme :

« études et aménagement sur tous terrains concernés, exploitation, gestion, entretien et mise en valeur par tous moyens des ouvrages et équipements réalisés, réalisation d'équipements collectifs, mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti et des espaces naturels. ».

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et touristique, a confié la réalisation à la SPL L'Or aménagement d'une étude sur le territoire de la commune de Pérols, destinée principalement à déterminer le potentiel touristique du site du port et du canal de Pérols ;

- que le mandat d'étude confié à la SPL L'Or Aménagement a été signé le 11 août 2017 et notifié le 6 septembre 2017 en vertu de la décision n°D2017-1007.

- que les études ont été conduites en 2017 2018 et sont aujourd'hui achevées.

- que l'ensemble des dépenses réalisées par la SPL L'Or aménagement s'élèvent à 127 557 ,77€TTC sur la période et se décomposent ainsi :

- Contrats d'études 86 921,31 € TTC
- Rémunération 36 743,96 € TTC
- Autres dépenses 3 892,50 € TTC

Le montant des recettes s'élève à 127 557,77 € TTC, décomposés comme suit :

Note d'honoraires 36 743,96 € TTC

- Produits financiers 0€
- Avance 90 813,81 € TTC

Le détail de ces dépenses fait l'objet du bilan de clôture ci-joint.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Décide de constater l'achèvement de la mission du Mandataire.

ARTICLE 2 : Accepter la reddition des comptes du mandat d'étude d'Aménagement des Berges du canal du Port de Pérols confié à la SPL L'Or Aménagement.

ARTICLE 3 : Prendre acte des sommes restant dues par Montpellier Méditerranée Métropole d'un montant de 8 719 ,31 € TTC.

ARTICLE 4 : Autorise Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole de reddition des comptes et à donner quitus à la SPL L'Or Aménagement concernant sa mission.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

Montpellier, le

13 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : **13 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MARS 2020**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées OO n°6 partie et OO
n°12, sises commune de Montpellier -
Schéma directeur du Marché d'Intérêt
National**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'accord de principe du Comité Technique de Mutabilité obtenu le 25 novembre 2019 concernant la cession des parcelles OO n°6 partie et OO n°12, d'une superficie totale de 8 881 m², sises communes de Montpellier

- Vu l'avis des services de France Domaine en date du 15 janvier 2020,

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir les parcelles OO n°6 partie et OO n°12, sises commune de Montpellier, afin de permettre la restructuration du Marché d'Intérêt National dont ces parcelles sont mitoyennes,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de SNCF, une emprise de 6 165 m² à prendre sur la parcelle cadastrée OO n°6 et la parcelle cadastrée OO n°12, d'une superficie de 2 716 m², sises commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette acquisition aura lieu moyennant le prix de 88 810 €, les frais d'actes restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Monsieur Le Président, ou toute autre personne ayant reçue délégation, est autorisé à signer l'acte authentique d'achat des parcelles visées à l'article 1, ainsi que tout document relatif à l'affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 23 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété ZITOUNI -
Parcelle MS 290 lots 5599 et 5979
Résidence Les Cévennes - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi) l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires,

les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'urbanisme »,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-698 du 18 décembre 2019 :
 - . Approuvant la création de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes » ,
 - . Désignant Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) comme titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier des Cévennes pour une durée de quinze années ,
 - . Approuvant les termes du traité de concession liant Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) et son bilan financier prévisionnel ,
- Vu le traité de concession de renouvellement urbain PRIR CEVENNES Montpellier Méditerranée Métropole / SA3M du 14 janvier 2020,

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner, envoyée par Maître RIBAUD, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 7 janvier 2020, concernant la vente par Madame Khaldia ZITOUNI, d'un appartement avec garage, constituant les lots 5599 et 5979 bâtiment G1 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 106.000 € dont 3.000 € de mobilier et 7.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur,

- Vu le constat dressé le 29 janvier 2020 à la suite de la visite des lieux conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,

- Vu l'avis de France domaine du 10 février 2020.

- **CONSIDERANT :**

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

- que la propriété de Madame ZITOUNI dans la résidence des Cévennes, copropriété située dans le périmètre de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes » approuvé par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2019, opération dont le programme prévisionnel global comprend :

- la démolition d'environ 1,3 ha de surface de plancher correspondant notamment à des logements, des stationnements sous dalle, des locaux d'activité et commerces en pied des immeubles, au groupe scolaire avant transfert ;

- la construction d'environ 0,7 ha de surface de plancher pour proposer une nouvelle offre pédagogique avec la réalisation d'un pôle éducatif, restructurer la maison de quartier et améliorer l'offre commerciale ;

- la restructuration/réhabilitation de 650 m² de surface de plancher du bâtiment N ;

- la résidentialisation de logements représentant environ 4,7 ha de surface de plancher ;

- des travaux d'aménagements d'espaces publics comprenant environ 6,5 ha affectés à la voirie, aux allées, au parvis et espaces verts.

- que la Métropole a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) la mise en œuvre de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes » à l'issue de la signature, le 14 janvier 2020, d'un traité de concession de renouvellement urbain.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Madame ZITOUNI est nécessaire en vue de la réalisation de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes ». Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Madame Khaldia ZITOUNI, un appartement avec garage, constituant les lots 5599 et 5979 bâtiment G1 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 106.000 € dont 3.000 € de mobilier et 7.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition, en tant que concessionnaire de Montpellier Méditerranée et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **25 FEV. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **25 FEV. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°4819VD17 "d'Accompagnement
téléphonique des habitants à une opération
visant à adopter des comportements
écoresponsables"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de « la Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;

- Vu la décision n°2017-808 en date du 03 novembre 2017 attribuant le marché n°4819VD17 « d'Accompagnement téléphonique des habitants à une opération visant à adopter des comportements écoresponsables » à l'entreprise E3D Environnement, Le Mansard – Porte C, 1, place martin Luther King, 13090 Aix-en-Provence, pour un montant de 152 136,83 euros HT,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de passer un avenant n°1 au marché 4819VD17 « d'Accompagnement téléphonique des habitants à une opération visant à adopter des comportements écoresponsables » afin d'en prolonger la durée, du fait d'une phase de mobilisation des habitants plus longue qu'initialement prévue, et d'en augmenter le montant du fait d'un nombre d'inscrits finalement légèrement supérieurs (6 700 foyers au lieu des 6 000 foyers minimum visé dans l'opération).

CONSIDERANT qu'un changement de titulaire aurait présenté l'inconvénient d'une augmentation substantielle des coûts car le nouveau titulaire aurait dû former ses agents à l'utilisation de la plateforme GD6D, ceci pour un nombre d'appels limités, les charges fixes de formation venant grever de manière importante le prix unitaire d'un appel.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché « d'Accompagnement téléphonique des habitants à une opération visant à adopter des comportements écoresponsables » avec l'entreprise E3D Environnement, Le Mansard – Porte C, 1, place martin Luther King, 13090 Aix-en-Provence, portant à 35 mois la durée de réalisation des prestations et augmentant d'un montant de 25 000 € HT, le montant initial du marché, portant le nouveau montant du marché à 177 136,83 € HT soit 212 564,20 € TTC.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13.03.20

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL



Publiée le : 17 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété LIBOUREL
- Parcelle MS 290 lot 3256 Résidence Les
Cévennes - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi) l'urbansime, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme »,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-698 du 18 décembre 2019 :
 - . Approuvant la création de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes » ,
 - . Désignant Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) comme titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier des Cévennes pour une durée de quinze années ,
 - . Approuvant les termes du traité de concession liant Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) et son bilan financier prévisionnel ,
- Vu le traité de concession de renouvellement urbain PRIR CEVENNES Montpellier Méditerranée Métropole / SA3M du 14 janvier 2020 ,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner, envoyée par Maître DUFURETS, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 5 décembre 2019, concernant la vente par Monsieur Jean-Marie

LIBOUREL, d'un garage, constituant le lot 3256 bâtiment O de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 2.000 €,

- Vu le constat dressé le 29 janvier 2020 à la suite de la visite des lieux conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,

- Vu l'avis de France domaine du 10 février 2020,

- CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

- que la propriété de Monsieur LIBOUREL dans la résidence des Cévennes, copropriété située dans le périmètre de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes » approuvé par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2019, opération dont le programme prévisionnel global comprend :

- la démolition d'environ 1,3 ha de surface de plancher correspondant notamment à des logements, des stationnements sous dalle, des locaux d'activité et commerces en pied des immeubles, au groupe scolaire avant transfert ;
- la construction d'environ 0,7 ha de surface de plancher pour proposer une nouvelle offre pédagogique avec la réalisation d'un pôle éducatif, restructurer la maison de quartier et améliorer l'offre commerciale ;
- la restructuration/réhabilitation de 650 m² de surface de plancher du bâtiment N ;
- la résidentialisation de logements représentant environ 4,7 ha de surface de plancher ;
- des travaux d'aménagements d'espaces publics comprenant environ 6,5 ha affectés à la voirie, aux allées, au parvis et espaces verts.

- que la Métropole a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) la mise en œuvre de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes » à l'issue de la signature, le 14 janvier 2020, d'un traité de concession de renouvellement urbain.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Monsieur LIBOUREL est nécessaire en vue de la réalisation de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes ». Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. Plus particulièrement l'acquisition de ce lot permettra de restructurer cette partie de la copropriété après déconstruction.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur Jean-Marie LIBOUREL, un garage, constituant le lot 3256 bâtiment O de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 2.000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition, en tant que concessionnaire de Montpellier Méditerranée et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **25 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°
M9D0046EA-2 "Prestations géotechniques
et hydrogéotechniques" - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement,
- **CONSIDERANT :**
 - que des prestations géotechniques et hydrogéotechniques sont nécessaires à la réalisation des opérations de réseaux humides, d'ouvrages hydrauliques, d'ouvrages d'art et de voiries ;
 - qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande sans

- minimum ni maximum conclu avec 3 titulaires pour une durée de 1 an à compter de sa notification et reconductible 3 fois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° 1 – Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° 2 – Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
 - que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 4 février 2020 a classé les offres et choisi les entreprises suivantes par ordre de priorité comme présentant les offres économiquement les plus avantageuses :
 - FONDASOL sise 355 rue du Mas Saint Pierre – ZAC de Tournezy – 34070 MONTPELLIER
 - HYDROGEOTECHNIQUE SUD OUEST - Direction Régionale Languedoc Roussillon - sise ZI de Truilhas – 11590 SALLELES D'AUDE
 - GINGER CEBTP sise 12 rue des Frères Lumière – Parc d'activités Clément Ader - 34830 JACOU

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M9D0046EA-2 Prestations géotechniques et hydrogéotechniques aux entreprises : FONDASOL sise 355 rue du Mas Saint Pierre – ZAC de Tournezy – 34070 MONTPELLIER, HYDROGEOTECHNIQUE SUD OUEST - Direction Régionale Languedoc Roussillon sise ZI de Truilhas – 11590 SALLELES D'AUDE et GINGER CEBTP sise 12 rue des Frères Lumière – Parc d'activités Clément Ader - 34830 JACOU pour un montant sans minimum ni maximum.

Le marché prend effet à compter de sa notification.

Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES

Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 MARS 2020

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété SCI LULU -
Parcelle MS 290 lots 2725 et 5794
Résidence Les Cévennes - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi) l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et

leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'urbanisme »,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,

- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,

- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,

- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,

- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu la décision n° MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,

- Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-698 du 18 décembre 2019 :

. Approuvant la création de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes » ,

. Désignant Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) comme titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier des Cévennes pour une durée de quinze années ,

. Approuvant les termes du traité de concession liant Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) et son bilan financier prévisionnel ,

- Vu le traité de concession de renouvellement urbain PRIR CEVENNES Montpellier Méditerranée Métropole / SA3M du 14 janvier 2020 ,

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner, envoyée par la SCP DM Notaires et Associés, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 4 décembre 2019, concernant la vente par la SCI LULU, d'un appartement avec parking extérieur, constituant les lots 2725 et 5794 bâtiment I2 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 84.000 € dont 7.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur,

- Vu le constat dressé le 29 janvier 2020 à la suite de la visite des lieux conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,

- Vu l'avis de France domaine du 10 février 2020,

- **CONSIDERANT :**

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain,

- que la propriété de la SCI LULU dans la résidence des Cévennes, copropriété située dans le périmètre de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes » approuvé par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2019, opération dont le programme prévisionnel global comprend :

- la démolition d'environ 1,3 ha de surface de plancher correspondant notamment à des logements, des stationnements sous dalle, des locaux d'activité et commerces en pied des immeubles, au groupe scolaire avant transfert ;
- la construction d'environ 0,7 ha de surface de plancher pour proposer une nouvelle offre pédagogique avec la réalisation d'un pôle éducatif, restructurer la maison de quartier et améliorer l'offre commerciale ;
- la restructuration/réhabilitation de 650 m² de surface de plancher du bâtiment N ;
- la résidentialisation de logements représentant environ 4,7 ha de surface de plancher ;
- des travaux d'aménagements d'espaces publics comprenant environ 6,5 ha affectés à la voirie, aux allées, au parvis et espaces verts.

- que la Métropole a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) la mise en œuvre de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes » à l'issue de la signature, le 14 janvier 2020, d'un traité de concession de renouvellement urbain.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de la SCI LULU est nécessaire en vue de la réalisation de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes ». Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. Plus particulièrement l'acquisition de ce bien permettra la restructuration du bâtiment I de la copropriété.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la SCI LULU, un appartement avec parking extérieur, constituant les lots 2725 et 5794 bâtiment I2 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 84.000 € dont 7.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : La SA3M interviendra à l'acte d'acquisition, en tant que concessionnaire de Montpellier Méditerranée et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

25 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **25 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un marché subséquent
issu d'un accord-cadre "Gestion de flotte
pour véhicules industriels, engins
industriels et équipements" pour
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la Commande Publique ;
- Vu l'article 2113-2 du Code susvisé, qui prévoit qu'une centrale d'achat peut passer des marchés publics de travaux, de fournitures ou de services destinés à des acheteurs ;
- Vu l'article L2113-4 dudit Code, précisant que les pouvoirs adjudicateurs lorsqu'ils ont recours à une centrale d'achat soumise à ladite ordonnance, sont dispensés de leurs obligations de mise en concurrence ;
- Vu la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP, et celle prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole ;
- CONSIDERANT qu'à la suite du transfert de la compétence voirie, Montpellier Méditerranée Métropole possède désormais un parc d'engins spécifiques nécessitant un entretien régulier pour la parfaite réalisation de ses missions de service public ;
- que l'entretien, le contrôle et les réparations de ces engins relèvent d'une complexité technique particulière ;
- que la Métropole a des besoins portant sur la gestion d'une flotte automobile estimée à 13 engins (véhicules et engins industriels, équipements de Montpellier Méditerranée Métropole), la liste étant modifiable à tout moment ;
- que la décision MD2020 - 100 en date du 14/02/2020 autorise l'adhésion à la convention de l'Union Générale des Acheteurs Publics permettant l'accès à un accord - cadre ayant pour objet la gestion de flotte pour véhicules industriels, engins industriels et équipements, d'une durée de 48 mois à compter du 14/12/2018 soit jusqu'au 13/12/2022 ;
- CONSIDERANT que le Titulaire retenu est l'entreprise FATEC GROUP SAS, sise 8 rue Jean-Jacques VERNAZZA, 13 016 Marseille.
- CONSIDERANT que le marché subséquent, issu de l'accord – cadre, est un marché à bons de commande sans minimum ni maximum, d'une durée minimale d'engagement de 30 mois (renouvelable 3 fois 6 mois). Le montant estimatif des frais de gestion pour la période initiale (30 mois) est de 5 301 € HT, le coût des réparations pour cette période est estimé à 150 000 € HT. Pour la durée totale du marché (48 mois), le montant estimatif des frais de gestion et des réparations serait de 248 482€ HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De signer le marché subséquent, avec l'entreprise FATEC GROUP SAS, sise 8 rue Jean-Jacques VERNAZZA, 13 016 Marseille.

ARTICLE 2 : Ce marché subséquent est d'une durée initiale de 30 mois (renouvelable 3 fois 6 mois). Le montant estimatif des frais de gestion pour cette période initiale (30 mois) est de 5 301 € HT, le coût des réparations pour cette période initiale étant estimé à 150 000 € HT. Pour la durée totale du marché (48 mois), le montant estimatif des frais de gestion et des réparations serait de 248 482€ HT.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal, budgets Annexes, et tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de fonction est autorisée à signer le marché subséquent visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD

Publiée le : 10 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Gestion Intégrée de l'Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt et à l'octroi des
autorisations d'urbanisme nécessaires à
l'aménagement d'aires collectives de
rinçage et de remplissage sécurisée de
pulvérisateurs agricoles sur le territoire de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président Monsieur Philippe SAUREL, par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** la délibération n°M2019-765 du Conseil de Métropole du 18 décembre 2019, relative à la réalisation de trois aires collectives de rinçage et de remplissage sécurisées de pulvérisateurs agricoles pour la lutte contre les pollutions par les pesticides, sur les secteurs de Saint-Drézéry/Montaud, de Pignan/Saussan et de Cournonterral/Cournonsec/Fabrègues,

- VU les attestations des propriétaires des parcelles d'implantation des projets à Cournonterral et à Montaud autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à déposer des demandes de permis de construire,

CONSIDERANT :

- la nécessité de déposer et se voir octroyer des autorisations d'urbanisme pour permettre l'aménagement de ces aires collectives de rinçage et de remplissage sécurisée de pulvérisateurs agricoles,
- que la justification du dépôt et de l'obtention des autorisations d'urbanisme doit être jointe aux formulaires de demandes de subventions, en vue d'obtenir des aides financières à hauteur de 80%, à adresser auprès de la Région Occitanie avant la date butoir du 14 mai 2020.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer et se voir octroyer les autorisations d'urbanisme nécessaires à l'aménagement des aires collectives de rinçage et de remplissage sécurisée de pulvérisateurs agricoles sur la parcelle cadastrée ZD n°40, sise sur la commune de Montaud - sur les parcelles cadastrées AW n°231 et AW n°236, sises sur la commune de Pignan - sur la parcelle cadastrée AV n°29, sise sur la commune de Cournonterral.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer les autorisations d'urbanisme visées à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **25 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 au
mandat d'étude pour la réalisation d'un
réseau d'aires d'accueil des gens du voyage
de la Métropole de Montpellier -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine dans le domaine de 3la Cohésion sociale, la politique de la Ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des Gens du voyage, la gestion des temps, l'accessibilité, l'autonomie et du handicap » ;
- Vu la convention de mandat d'études en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M, relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Vu le 1^{er} avenant à la convention de mandat pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole de Montpellier, signé le 28 janvier 2019 ;

CONSIDÉRANT :

- que la finalisation des études opérationnelles, des études d'avant-projet et la prise en compte des travaux de raccordement extérieur concluent à la nécessité de faire évoluer le montant global de l'opération pour le faire passer à 25 148 000 € ;

- que la durée du mandat est prolongée jusqu'au 31 décembre 2023 ;

- qu'au regard de la prise en compte de ces évolutions, il convient d'augmenter de 104 000 € HT la rémunération du mandataire et les modalités de financement et de règlement des dépenses.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au mandat pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole de Montpellier, passé avec la SA3M.

ARTICLE 2 : Que le montant global de l'opération s'établit à 25 148 000 € TTC.

ARTICLE 3 : Que la durée du mandat est prolongée d'une année, soit jusqu'au 31 décembre 2023.

ARTICLE 4 : Que le montant de la rémunération du mandataire est augmenté de 104 000 € pour passer à un montant total de 1 228 000 € HT (1 473 600 € TTC).

ARTICLE 5 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 905.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 9 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente

Annie YAGUE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée ER 519 - Rue des
Passerines - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord des co-propriétaires de la résidence Les Passerines, représentés par Nexity Montpellier Odysseum, en date du 20 septembre 2018, pour céder la parcelle cadastrée ER 519, d'une superficie de 22 m², située rue des Passerines à Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, à un euro symbolique, avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu,
- Considérant qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée ER 519, d'une superficie de 22 m², pour le réaménagement de la voie, rue des Passerines à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des co-propriétaires de la résidence Les Passerines, représentés par Nexity Montpellier Odysseum, la parcelle cadastrée ER 519 d'une superficie de 22 m², pour le réaménagement de la voie rue des Passerines à Montpellier.

ARTICLE 2 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : L'acquisition est consentie à un euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu du bien vendu. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : **05 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 MARS 2020**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au déclassement d'une
emprise de 6 173 m² rue Edouard Branly -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- Vu l'Ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques et notamment les articles 9 à 12 de l'Ordonnance,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n°2015/514 en date du 17 décembre 2015 portant sur le transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- Vu la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de prononcer par anticipation le déclassement d'une emprise à extraire du domaine public rue Edouard Branly à Montpellier, cadastrée RX 249, avant de pouvoir la céder,

- que cette opération s'intègre dans un projet d'aménagement portant sur la démolition / reconstruction d'une résidence ACM, ayant des incidences directes sur la voirie actuelle, qui sera reconfigurée,
- que la désaffectation interviendra a posteriori dans un délai maximum de 3 ans à compter de la présente décision, dans la mesure où les nécessités du service public justifient le maintien des voies en place qui desservent la résidence ACM « Léonard de Vinci » à Montpellier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce par anticipation le déclassement du domaine public d'une emprise de 6 173 m² cadastrée RX 249 rue Edouard Branly à Montpellier.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole décide que la désaffectation de cette emprise de 6 173 m² cadastrée RX 249 n'interviendra qu'a posteriori, dans un délai maximum de 3 ans à compter de la présente décision, compte tenu de la nécessité de maintenir les accès à la résidence ACM « Léonard de Vinci » à Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe BAUREL



Publiée le : **13 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Énergie

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public autorisant
la réalisation d'un réseau de distribution
d'eau tempéré entre Montpellier
Méditerranée Métropole et Énergies du
Sud**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°12720 du 12 janvier 2015, relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération n°15117 du Conseil de Métropole du 20 décembre 2017 qui a fixé les taux de redevances d'occupation du domaine public de la Métropole par les ouvrages de distribution d'eau tempérée,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET dans le domaine de « l'Énergie et de la Transition énergétique »,

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre du développement des énergies renouvelables sur le territoire métropolitain, il y a lieu de favoriser la réalisation de réseau de chaleur et de froid bas carbone.

- que la Société Énergies du Sud met en œuvre un réseau d'eau tempérée basé sur une centrale de production géothermique pour les besoins thermiques du quartier Fenouillet/Delta, situé sur le territoire de la commune de Pérols.
- que la construction et l'exploitation de la boucle d'eau tempérée implique ainsi le passage de canalisations enterrées sous la voirie publique, domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.
- qu'il est nécessaire de mettre en place une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Energies du Sud afin de définir les conditions.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention avec Energies du Sud, 45, place Ernest Granier chez SERM, 34960 Montpellier, qui précise les conditions techniques et financières pour le passage des canalisations souterraines sous le domaine public et leur entretien.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cet affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

25 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 25 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution des
marchés pour les travaux d'infrastructure
et de bâtiment de la phase 1b dans le cadre
de la réalisation de la phase 1 de la
création du cimetière métropolitain à
Grammont sur la commune de Montpellier
(lots V1, V2, V4, V6, V7, V8 et lot B1)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche » ;

- VU la délibération n°13245 en date du 30 septembre 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a défini les critères relatifs à la compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain » ;

- VU la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;

- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;

- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

CONSIDERANT :

- Que les Travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier sont allotés en dix-huit lots, à savoir :

Pour les infrastructures :

- Lot V1 - Terrassements, Mise en place de caveaux, Bassins et noues, Gabions et Revêtements
- Lot V2 - Réseaux humides
- Lot V3 - Réseaux secs
- Lot V4 - Murs, escaliers et réalisation des murs columbariums en béton
- Lot V5 - Fourniture des caveaux
- Lot V6 - Ponts, passerelles et serrurerie
- Lot V7 - Aménagements paysagers et arrosage
- Lot V8 - Signalétique et mobilier urbain

Pour les bâtiments :

- Lot B1 - Terrassements - Fondations – Gros-œuvre
- Lot B2 - Etanchéité
- Lot B3 - Menuiseries extérieures bois
- Lot B4 - Menuiseries intérieures bois
- Lot B5 - Cloisons - Doublages - Faux plafonds
- Lot B6 - Revêtements de sols souples
- Lot B7 - Serrurerie
- Lot B8 - Plomberie - CVC
- Lot B9 - Génie électrique
- Lot B10 - Peinture

- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert, relative aux travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, a été lancée le 02 décembre 2019 dans le respect des articles R.2162-2 à R.2161-5 et des autres dispositions du code de la commande publique, sous la forme d'un marché alloti, pour une durée d'exécution globale de l'ensemble des marchés de vingt-trois mois (y compris les travaux de confortement et d'entretien du lot V7) démarrant à compter de la notification du marché. La durée d'exécution des marchés comprenant la période de préparation et le délai d'exécution des travaux de chacun des marchés allotés. Les marchés ne seront pas reconduits.

- Que le marché est alloti et les travaux sont répartis en sept lots, traités par marchés séparés, à savoir :

Pour les infrastructures :

- Lot V1 - Terrassements, Mise en place de caveaux, Bassins et noues, Gabions et Revêtements
- Lot V2 - Réseaux humides
- Lot V4 - Murs, escaliers et réalisation des murs columbariums en béton
- Lot V6 - Ponts, passerelles et serrurerie
- Lot V7 - Aménagements paysagers et arrosage
- Lot V8 - Signalétique et mobilier urbain

Pour les bâtiments :

- Lot B1 - Terrassements - Fondations – Gros-œuvre

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique (60%)
- Prix de la prestation (40%)

- Qu'après analyse des offres selon les critères techniques et financiers, et tel que rapporté par le mandataire SA3M dans son rapport de présentation, ainsi que dans le rapport de la maîtrise d'œuvre : la commission d'appel d'offres dans sa séance du 03 mars 2020 a été informée du choix pour l'attribution du marché de travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, en faveur des candidats suivants, ayant présentés l'offre économiquement la plus avantageuse pour chacun des lots définis :

- Pour le lot V1 - Terrassements, Mise en place de caveaux, Bassins et noues, Gabions et Revêtements : il est proposé de retenir le groupement candidat RAZEL-BEC (mandataire) / MIGMA / MTC, le siège social du mandataire étant 3 rue René Razel – CHRIST DE SACLAY – 91892 ORSAY CEDEX, pour un montant de 6 191 769,40 €HT.

- Pour le lot V2 - Réseaux humides : il est proposé de retenir le candidat RAZEL-BEC, ayant son siège social 3 rue René Razel – CHRIST DE SACLAY – 91892 ORSAY CEDEX, pour un montant de 796 007,00 €HT.

- Pour le lot V4 - Murs, escaliers et réalisation des murs columbariums en béton: il est proposé de retenir le groupement candidat BUESA (mandataire) / EUROVIA, le siège social du mandataire étant Rue René Gomez – CS 20684 – 34535 BEZIERS Cedex, pour un montant de 2 281 020,00 €HT.

- Pour le lot V6 - Ponts, passerelles et serrurerie: il est proposé de retenir le groupement candidat BUESA (mandataire) / EUROVIA, le siège social du mandataire étant Rue René Gomez – CS 20684 – 34535 BEZIERS Cedex, pour un montant de 758 724,00 €HT.

- Pour le lot V7 - Aménagements paysagers et arrosage: il est proposé de retenir le groupement candidat PSP (mandataire) / PAYSAGE MEDITERRANEENS / CGME, le siège social du mandataire étant ZAE MAS DE KLE – 1 rue Montgolfier – 34110 FRONTIGNAN, pour un montant de 835 843,65 €HT.

- Pour le lot V8 - Signalétique et mobilier urbain: il est proposé de retenir le candidat MOBIL CONCEPTS METALCO, ayant son siège social 37 Chemin de Mujolan – Domaine de la Poste Royale – 34690 FABREGUES, pour un montant de 361 665,18 €HT.

- Pour le lot B1 - Terrassements - Fondations – Gros-œuvre : il est proposé de retenir le candidat DARVER, ayant son siège social 445 avenue des Razeteurs – 34160 CASTRIES, pour un montant de 1 615 000,00 €HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché pour les travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier aux prestataires désignés ci-dessous :

- pour les travaux du lot V1 - Terrassements, Mise en place de caveaux, Bassins et noues, Gabions et Revêtements: le groupement RAZEL-BEC (mandataire) / MIGMA / MTC, pour un montant de 6 191 769,40 €HT.

- pour les travaux du lot V2 - Réseaux humides: l'entreprise RAZEL-BEC, pour un montant de 796 007,00 €HT.

- pour les travaux du lot V4 - Murs, escaliers et réalisation des murs columbariums en béton vers : le groupement BUESA (mandataire) / EUROVIA, pour un montant de 2 281 020,00 €HT.
- pour les travaux du lot V6 - Ponts, passerelles et serrurerie: le groupement BUESA (mandataire) / EUROVIA, pour un montant de 758 724,00 €HT.
- pour les travaux du lot V7 - Aménagements paysagers et arrosage : le groupement PSP (mandataire) / PAYSAGE MEDITERRANEENS / CGM, pour un montant de 835 843,65 €HT.
- pour les travaux du lot V8 - Signalétique et mobilier urbain : l'entreprise MOBIL CONCEPTS METALCO, pour un montant de 361 665,18 €HT.
- pour les travaux du lot B1 - Terrassements - Fondations – Gros-œuvre : l'entreprise DARVER, pour un montant de 1 615 000,00 €HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 MARS 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Laurent JAOUL

- 5 MARS 2020

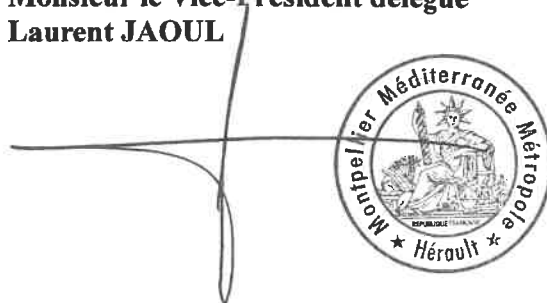
Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire - 5 MARS 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution d'un
marché de fourniture de caveaux dans le
cadre de la réalisation de la phase 1 de la
création du cimetière métropolitain à
Grammont sur la commune de Montpellier
(lot V5)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche » ;

- VU la délibération n°13245 en date du 30 septembre 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a défini les critères relatifs à la compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain » ;
- VU la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;
- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

CONSIDERANT :

- - Que dans le cadre de sa compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réaliser le projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire d'intégrer les Travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier ;
- Que les Travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier sont allotés en dix-huit lots, à savoir :

Pour les infrastructures :

- Lot V1 - Terrassements, Mise en place de caveaux, Bassins et noues, Gabions et Revêtements
- Lot V2 - Réseaux humides
- Lot V3 - Réseaux secs
- Lot V4 - Murs, escaliers et réalisation des murs columbariums en béton
- Lot V5 - Fourniture des caveaux
- Lot V6 - Ponts, passerelles et serrurerie
- Lot V7 - Aménagements paysagers et arrosage
- Lot V8 - Signalétique et mobilier urbain

Pour les bâtiments :

- Lot B1 - Terrassements - Fondations – Gros-œuvre
- Lot B2 - Etanchéité
- Lot B3 - Menuiseries extérieures bois
- Lot B4 - Menuiseries intérieures bois
- Lot B5 - Cloisons - Doublages - Faux plafonds
- Lot B6 - Revêtements de sols souples
- Lot B7 - Serrurerie
- Lot B8 - Plomberie - CVC
- Lot B9 - Génie électrique
- Lot B10 - Peinture

- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert, relative à la fourniture de caveaux, cadres et cavurnes dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, a été lancée le 11 décembre 2019 dans le respect des

articles R.2162-2 à R.2161-5 et des autres dispositions du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, pour une durée de quatre ans à compter de sa notification. L'accord-cadre ne sera pas reconduit. Il est conclu sans montant minimal et avec un montant maximal fixé en valeur de 3 000 000 €HT.

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants, après acceptation de la demande de dérogation justifiée (la fourniture ne nécessitant pas de mettre en avant la technicité de mise en œuvre) :

- Valeur technique (40%)
- Prix de la prestation (60%)

- Qu'après analyse des offres selon les critères techniques et financiers, et tel que rapporté par le mandataire SA3M dans son rapport de présentation, ainsi que dans le rapport de la maîtrise d'œuvre : la commission d'appel d'offres dans sa séance du 03 mars 2020 a été informée du choix pour l'attribution de l'accord-cadre de fourniture de caveaux, cadres et cavurnes dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, en faveur du candidat suivant, ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse :

- Pour le lot V5 - Fourniture des caveaux: il est proposé de retenir le candidat BONNA SABLA, ayant son siège social Tour Europe - 33 Place des Corolles – La défense – 92400 COURBEVOIE, pour un montant estimatif de 1 748 519,00 €HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer l'accord-cadre pour la fourniture de caveaux, cadres et cavurnes dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier au prestataire désigné ci-dessous :

- Pour le lot V5 - Fourniture des caveaux: l'entreprise BONNA SABLA, pour un montant estimatif de 1 748 519,00 €HT. Pour rappel, l'accord-cadre est conclu avec un maximum (sans minimum) en valeur de 3 000 000 €HT, et les bons de commande pourront être émis pendant la durée de l'accord-cadre qui est de quatre ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 MARS 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Laurent JAOUL



Publiée le : - 5 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 5 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution des
marchés pour les travaux d'infrastructure
et de bâtiment de la phase 1b dans le cadre
de la réalisation de la phase 1 de la
création du cimetière métropolitain à
Grammont sur la commune de Montpellier
(lots V3 et B2 à B10)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche » ;

- Vu la délibération n°13245 en date du 30 septembre 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a défini les critères relatifs à la compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain » ;
- Vu la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- Vu la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;
- Vu la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de sa compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réaliser le projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;

- Qu'il est nécessaire d'intégrer les Travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier ;

- Que les Travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier sont allotés en dix-huit lots, à savoir :

Pour les infrastructures :

- Lot V1 - Terrassements, Mise en place de caveaux, Bassins et noues, Gabions et Revêtements
- Lot V2 - Réseaux humides
- Lot V3 - Réseaux secs
- Lot V4 - Murs, escaliers et réalisation des murs columbariums en béton
- Lot V5 - Fourniture des caveaux
- Lot V6 - Ponts, passerelles et serrurerie
- Lot V7 - Aménagements paysagers et arrosage
- Lot V8 - Signalétique et mobilier urbain

Pour les bâtiments :

- Lot B1 - Terrassements - Fondations – Gros-œuvre
- Lot B2 - Etanchéité
- Lot B3 - Menuiseries extérieures bois
- Lot B4 - Menuiseries intérieures bois
- Lot B5 - Cloisons - Doublages - Faux plafonds
- Lot B6 - Revêtements de sols souples
- Lot B7 - Serrurerie
- Lot B8 - Plomberie - CVC
- Lot B9 - Génie électrique
- Lot B10 – Peinture

- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert, relative aux travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, a déjà été lancée le 02 décembre 2019 dans le respect

des articles R.2162-2 à R.2161-5 et des autres dispositions du code de la commande publique, pour les lots V1, V2, V4, V6, V7, V8 et B1.

- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert, relative à la fourniture de caveaux, cadres et cavurnes dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, a déjà été lancée le 11 décembre 2019 dans le respect des articles R.2162-2 à R.2161-5 et des autres dispositions du code de la commande publique, pour le lot V5.

- Qu'une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation, relative aux travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, a été lancée le 03 décembre 2019 dans le respect de l'article L.2123-1 et des autres dispositions du code de la commande publique, sous la forme d'un marché alloti, pour une durée d'exécution globale de l'ensemble des marchés de vingt-trois mois (y compris les travaux de confortement et d'entretien du lot V7) démarrant à compter de la notification du marché. La durée d'exécution des marchés comprenant la période de préparation et le délai d'exécution des travaux de chacun des marchés allotis. Les marchés ne seront pas reconduits.

- Que concernant cette dernière procédure, le marché est alloti et les travaux sont répartis en dix lots, traités par marchés séparés, à savoir :

Pour les infrastructures :

- Lot V3 : Réseaux secs

Pour les bâtiments :

- Lot B2 : Réseaux humides

- Lot B3 : Menuiseries extérieures aluminium

- Lot B4 : Menuiseries intérieures bois

- Lot B5 : Cloisons – Doublages – Faux plafond

- Lot B6 : Revêtements de sols souples

- Lot B7 : Serrurerie

- Lot B8 : Plomberie – CVC

- Lot B9 : Génie électrique

- Lot B10 : Peinture

- Que les lots identifiés ci-dessus, sont définis chacun en tant que « petit lot » dont le montant est inférieur à un million d'euros HT et dont le montant cumulé est inférieur à 20% de la valeur totale estimée de tous les lots (article R.2123-1-2° du code de la commande publique) et justifie la procédure adaptée.

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour les lots V3, B2, B3, B4, B8 et B9 :

- Valeur technique (60%)

- Prix de la prestation (40%)

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants, après acceptation de la demande de dérogation justifiée (les travaux ne nécessitant pas de mettre en avant la technicité de mise en œuvre), pour les lots B5, B6, B7, et B10 :

- Valeur technique (40%)

- Prix de la prestation (60%)

- Qu'après analyse des offres selon les critères techniques et financiers, et tel que rapporté par le mandataire SA3M dans son rapport de présentation, ainsi que dans le rapport de la maîtrise d'œuvre : le maître d'ouvrage a été informée du choix pour l'attribution du marché de travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, en faveur des candidats suivants, ayant présentés l'offre économiquement la plus avantageuse pour chacun des lots définis :

- **Pour le lot V3 - Réseaux secs** : il est proposé de retenir le groupement candidat ELIT RESEAUX (mandataire) / REEL MEDITERRANEE, le siège social du mandataire étant 26 impasse de la Sauge - 34110 FRONTIGNAN, pour un montant de 198 286 ,49 €HT.
- **Pour le lot B2 - Réseaux humides** : il est proposé de retenir le candidat ALPHA SERVICES, ayant son social 117 Traverse de la Montre, 13011 MARSEILLE, pour un montant de 135 418,99 €HT.
- **Pour le lot B3 - Menuiseries extérieures aluminium** : il est proposé de retenir le candidat PISTRE & FILS, ayant son social Route de Saint-Pons – 81270 LA BASTIDE ROUAIROUX, pour un montant de 33 040,32 €HT.
- **Pour le lot B4 - Menuiseries intérieures bois** : il est proposé de retenir le candidat MENUISERIE LACLAU, ayant son social ZI – 13 rue Charles Richet – 34500 BEZIERS, pour un montant de 24 408,00 €HT.
- **Pour le lot B5 - Cloisons – Doublages – Faux plafond** : il est proposé de retenir le candidat MEDITRAG, ayant son siège social 9 Avenue du Troisième Millénaire – ZAC Le Causse – 34630 SAINT THIBERY, pour un montant de 23 852,80 €HT.
- **Pour le lot B6 - Revêtements de sols souples** : il est proposé de retenir le candidat SOCAMO, ayant son siège social 354 RUE Gustave Courbet – PA Charles Martel - 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE, pour un montant de 18 275,00 €HT.
- **Pour le lot B7 - Serrurerie** : il est proposé de retenir le candidat SERRURERIE DELMAS, ayant son siège social Lot 50 – 24 avenue du Mas de Garric – 34140 MEZE, pour un montant de 41 800,00 €HT.
- **Pour le lot B8 - Plomberie – CVC**: il est proposé de retenir le candidat TEMPERIA MEDITERRANEE, ayant son siège social Vauguières Le Bas – CS 90053 – 34130 MAUGUIO, pour un montant de 51 000,00 €HT.
- **Pour le lot B9 - Génie électrique** : il est proposé de retenir le candidat INEO MPLR, ayant son siège social ZA Font de la Banquière – Le Météor – 34970 LATTES, pour un montant de 72 426,15 €HT.
- **Pour le lot B10 - Peinture** : il est proposé de retenir le candidat YAS, ayant son siège social 83 rue Yves Montand - ZAC PARC 2000 - 34080 MONTPELLIER, pour un montant de 10 337,50 €HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché pour les travaux d'infrastructures et de bâtiments dans le cadre de la réalisation des phases 1b et 1c de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier aux prestataires désignés ci-dessous :

- pour les travaux du lot V3 - Réseaux secs: le groupement ELIT RESEAUX (mandataire) / REEL MEDITERRANEE, pour un montant de 198 286 ,49 €HT.
- pour les travaux du lot B2 - Réseaux humides: l'entreprise ALPHA SERVICES, pour un montant de 135 418,99 €HT.
- pour les travaux du lot B3 - Menuiseries extérieures aluminium : l'entreprise PISTRE & FILS, pour un montant de 33 040,32 €HT.
- pour les travaux du lot B4 - Menuiseries intérieures bois : l'entreprise MENUISERIE LACLAU, pour un montant de 24 408,00 €HT.
- pour les travaux du lot B5 - Cloisons – Doublages – Faux plafond: l'entreprise MEDITRAG, pour un montant de 23 852,80 €HT.
- pour les travaux du lot B6 - Revêtements de sols souples: l'entreprise SOCAMO, pour un montant de 18 275,00 €HT.
- pour les travaux du lot B7 - Serrurerie : l'entreprise SERRURERIE DELMAS, pour un montant de 41 800,00 €HT.
- pour les travaux du lot B8 - Plomberie – CVC : l'entreprise TEMPERIA MEDITERRANEE, pour un montant de 51 000,00 €HT.
- pour les travaux du lot B9 - Génie électrique : l'entreprise INEO MPLR, pour un montant de 72 426,15 €HT.

- pour les travaux du lot B10 - Peinture : l'entreprise YAS, pour un montant de 10 337,50 €HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 MARS 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Laurent JAOUL

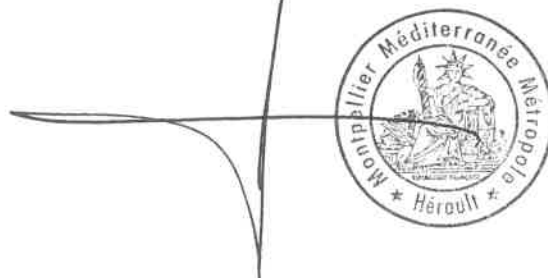
Publiée le : - 5 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 5 MARS 2020

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de
l'avenant n°01 à la convention de mandat
pour la réalisation de la phase 1 du
cimetière métropolitain dans le
prolongement du cimetière communal St
Etienne sur le site de Grammont à
Montpellier, avec la Société
d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche »,
- Vu la délibération n°13245 en date du 30 septembre 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a défini les critères relatifs à la compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain »,
- Vu la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier,
- Vu la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire,
- Vu l'article L300-3 du Code de l'Urbanisme,

- CONSIDERANT :

- Qu'en vertu des statuts précités, la SA3M est compétente pour réaliser, pour le compte de ses actionnaires, toutes actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels,
- Que dans le cadre de sa compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réaliser le projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier,
- Que conformément aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants), la réalisation de la première phase de ce projet a été déléguée à la SA3M par voie de convention de mandat signée le 20 avril 2018 (reçue en Préfecture le 25 avril 2018),
- Qu'à cet effet, il a été confié à la SA3M le pouvoir de représenter Montpellier Méditerranée Métropole pour l'accomplissement des actes relevant des attributions du maître d'ouvrage, dans le cadre d'un mandat régi par les textes législatifs précités et par les dispositions d'une convention de mandat.

D E C I D E

ARTICLE 1 D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de mandat avec la SA3M, portant modification des articles 13 (Détermination des dépenses à engager par le mandataire) et 15.2.1 (Modalités de financement et de règlement des dépenses engagées au nom et pour le compte du mandant par le mandataire). Les autres clauses du mandat du 20 avril 2018 restant inchangées.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 MARS 2020

**Monsieur le Vice-Président délégué
Laurent JAOUL**

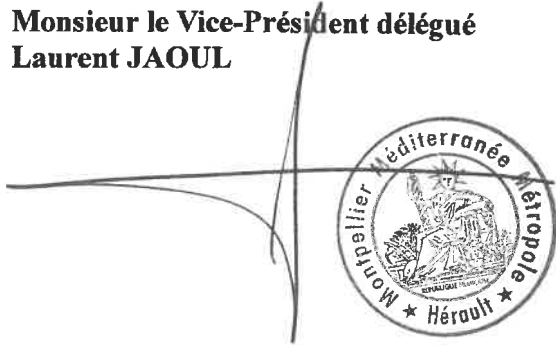
Publiée le : - 5 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 5 MARS 2020

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2000773-3 TA - Ressources humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- Vu la requête n°2000773-3 déposée le 12 février 2020 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Guillaume DESINDE, agent de la Métropole, contre la décision du 24 décembre 2019 refusant de lui attribuer la NBI au titre de l'encadrement de proximité d'une équipe à vocation technique d'au moins 5 agents et ce, antérieurement au 1er mai 2019,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2000773-3 par Monsieur Guillaume DESINDE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 26 FEV. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Cimetière métropolitain
Décision relative à une convention de
dévoisement d'une conduite du groupe BRL**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche »,
- Vu la délibération n°13245 en date du 30 septembre 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a défini les critères relatifs à la compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain »,

- Vu la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier,
- Vu la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire,
- Vu la délibération n°V2019-324 du 27/09/2019 par laquelle la Ville de Montpellier a autorisé le dépôt et l'octroi d'autorisation d'urbanisme au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ou tout tiers substitué,
- Vu la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

- CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de sa compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réaliser le projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de dévier une partie du réseau d'eau brute BRL pour créer la future conciergerie ;
- Qu'il est nécessaire de déplacer le local technique de gestion des eaux brutes pour l'arrosage du cimetière métropolitain ainsi que pour l'arrosage du cimetière existant ;
- Que seul le concessionnaire BRL est autorisé à réaliser les travaux sur ses ouvrages,
- Que ces travaux font en conséquence l'objet d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable, conformément à l'article R. 2122-3 du code de la commande publique,

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché pour les travaux de rétablissement des réseaux BRL à la société BRL pour un montant de 96 100 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 MARS 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Laurent JAOUL

Publiée le : - 5 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : - 5 MARS 2020
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0003
"Entretien, contrôle et maintenance du
parc automobile de Montpellier
Méditerranée Métropole" - Avenant n°1 de
prolongation de délai**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, Affaires juridiques, Contentieux, Protocole ;

- Vu la décision n°MD2019-421 attribuant le marché n°M9B0003MG à l'entreprise SUD VO Services – 470 avenue des Etats du Languedoc, 34000 Montpellier, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 90 000 euros HT, d'une durée de 12 mois ;
- Vu la décision modificative n°MD2020-012 portant sur une erreur matérielle en raison de l'omission de chapitres concernant l'imputation des dépenses ;

CONSIDERANT :

- que le marché actuel se termine le 25/04/2020 et que la redéfinition nécessaire et complexe du besoin a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure, il est nécessaire de prolonger le présent marché pour une durée de 5 mois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° M9B0003MG « Entretien, contrôle et maintenance du parc automobile de Montpellier Méditerranée Métropole » avec l'entreprise SUD VO Services. Cet avenant n'a aucune incidence financière puisque le maximum est de 90 000 € HT.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 10 MARS
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 10 MARS 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision d'ester en justice " Conseil d' Etat - FOURNIER Danielle"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- Vu l'arrêt de la CAA de Marseille n°17MA05081 du 6 janvier 2020 qui annule le jugement du Tribunal Administratif n°150005-1 du 18 juillet 2017 rejetant la demande de Madame Danielle FOURNIER d'annuler la décision de préemption en date du 5 novembre 2014, du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la parcelle cadastrée section B n°545 sise à Saint Brès.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Conseil d'Etat contre l'arrêt de la CAA de Marseille n°17MA05081 du 6 janvier 2020.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats LYON-CAEN THIRIEZ.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25-FEV. 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 25 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **25 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°4043bisUH16 - Mission
d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
Intercommunal (PLUi) de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu le marché 4043bisUH16 Mission d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole attribué au groupement ALGOE, BABYLONE, GOUTAL, ORGÉCO, dont le mandataire est l'entreprise ALGOE - 9 bis route de Champagne - CS 60208 - 69134 ECULLY cedex, marché d'une durée de 4 ans et d'un montant de 348 500 € HT pour les prestations rémunérées par prix global et forfaitaire et d'un montant Sans minimum, ni maximum concernant les prestations complémentaires définies à l'acte d'engagement. ;

- CONSIDERANT :

- La nécessité de prolonger la durée d'exécution du marché ;
- La nécessité de modifier le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) pour y intégrer des prestations complémentaires ;
- Que la Commission d'Appel d'Offre, dans sa séance du 10 Mars 2020 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4043bisUH16 Mission d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole avec le groupement ALGOE, BABYLONE, GOUTAL, ORGECO, dont le mandataire est l'entreprise ALGOE – 9 bis route de Champagne - CS 60208 - 69134 ECULLY cedex.

ARTICLE 2 : De dire que le présent avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le 31 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 31 MARS 2020

Envoi Préfecture : 31 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°M9D0085EA - Réhabilitation des
ouvrages de restitution des eaux brutes au
Lez à Montpellier - Lot 1 : Jacques Cœur -
Lot 2 : Lavalette - Attributions**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

- CONSIDERANT :

- que la réhabilitation des appareillages et des équipements hydrauliques au niveau des chambres de vannes Jacques Cœur et Lavalette permettant la restitution des eaux brutes pour le soutien d'étiage au Lez est nécessaire ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique sous la forme d'un marché public passé en procédure adaptée ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- Prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire : 40%

- qu'après analyse, le groupement conjoint solidaire VEOLIA EAU CGE (mandataire)/OBI sis 765 rue Henri Becquerel - CS 29045 - 34967 Montpellier cedex 2 pour le Lot 1 : Jacques Cœur présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- qu'après analyse, le groupement conjoint solidaire VEOLIA EAU CGE (mandataire)/OBI sis 765 rue Henri Becquerel - CS 29045 - 34967 Montpellier cedex 2 pour le Lot 2 : Lavalette présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9D0085EA - Réhabilitation des ouvrages de restitution des eaux brutes au Lez à Montpellier –

- Lot 1 : Jacques Cœur au groupement conjoint solidaire VEOLIA EAU CGE (mandataire)/OBI sis 765 rue Henri Becquerel - CS 29045 - 34967 Montpellier cedex 2 pour un montant de 153 065,86 € HT ;
- Lot 2 : Lavalette au groupement conjoint solidaire VEOLIA EAU CGE (mandataire)/OBI sis 765 rue Henri Becquerel - CS 29045 - 34967 Montpellier cedex 2 pour un montant de 191 216,06 € HT ;

Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service pour le Lot 1 et le Lot 2. La durée globale d'exécution pour les lots 1 et 2 est fixée à 44 semaines décomposée comme suit : 32 semaines de préparation dont 24 semaines de commandes spécifiques et 12 semaines de travaux.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MARS 2020**

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

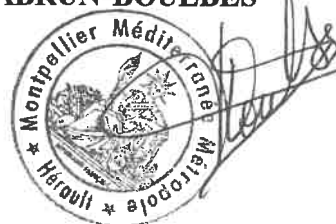
Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **13 MARS 2020**



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°4603VD16
de "Fourniture de composteurs individuels
et collectifs avec notice d'utilisation et de
seaux de pré-collecte en plastique pour les
habitants de Montpellier Méditerranée
Métropole" - Avenant n°1 - Autorisation de
signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole au Président, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la « Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;

- Vu la décision n° 2017 – 154 en date du 25 avril 2017 attribuant le marché n°4603VD16 de « Fourniture de composteurs individuels et collectifs avec notice d'utilisation et de seaux de pré-collecte en plastique pour les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise QUADRIA SAS, Parc Labory Baudan, 68, rue Blaise Pascal, 33127 Saint Jean d'Illac, pour un montant minimum de 40 000 euros HT et un montant maximum de 200 000 euros HT, conclu pour une période initiale de 3 ans à compter de sa notification.

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un avenant n°1 au marché n°4603VD16 de « Fourniture de composteurs individuels et collectifs avec notice d'utilisation et de seaux de pré-collecte en plastique pour les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole » afin de prolonger sa durée de 4 mois, soit jusqu'au 24 août 2020.

- qu'il est nécessaire d'assurer la continuité du service et de pouvoir adapter le prochain marché aux enjeux et à la ligne directrice voulue par le futur exécutif de la Métropole en matière de déploiement des composteurs collectifs de résidences et d'adaptation des matériels aux nouveaux modes de compostage de proximité.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4603VD16 de « Fourniture de composteurs individuels et collectifs avec notice d'utilisation et de seaux de pré-collecte en plastique pour les habitants de Montpellier Méditerranée Métropole » avec l'entreprise QUADRIA SAS, avenant n°1 afin de prolonger sa durée de 4 mois, soit jusqu'au 24 août 2020.
Il n'entraîne aucune incidence financière au montant initial.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13.03.20

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : 17 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 MARS 2020

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la modification des
horaires d'ouverture et fermeture du
Musée Fabre et de l'Hôtel de Cabrières
Sabatier d'Espeyran**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter ou de modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains,
- CONSIDERANT que le règlement intérieur actuellement en vigueur au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole nécessite de réactualiser dans son article 4, ses horaires d'ouverture au public

D E C I D E

ARTICLE 1 : les modifications concernent les horaires d'ouverture au public du Musée notamment l'ouverture au public de la bibliothèque Jean Claparède.

ARTICLE 2 : Cette modification d'horaire est applicable dans tous les espaces qui sont sous la responsabilité de la direction du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole. Le musée Fabre est divisé en 2 sites : le bâtiment principal sis au 39, boulevard Bonne Nouvelle, 34000 Montpellier, et l'hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran, sis au 6 bis, rue Montpelliéret, 34000 Montpellier.

ARTICLE 3 : Aucun financement n'est lié à la présente décision.

ARTICLE 4 : D'autorisé toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **02 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **02 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Politique de la Ville

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'association Villes et
Territoires Occitanie - Centre ressources
Politique de la ville et Cohésion
territoriale, au titre de l'année 2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,

CONSIDERANT :

- l'importance et la qualité des services mis à disposition par l'association auprès des acteurs de la politique de la ville et du développement territorial, dont a bénéficié Montpellier Méditerranée Métropole notamment dans le cadre de journées d'échanges et de qualification (rénovation urbaine, participation des habitants, évaluation des contrats de ville, observation des territoires), d'accompagnement à l'ingénierie, de production de documents ressources, de la veille et des synthèses documentaires,
- l'intérêt de renouveler l'adhésion à l'association Villes et Territoires Occitanie pour l'année civile 2020.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'association Villes et Territoires Occitanie au titre de l'année civile 2020. Le représentant de la Métropole pour siéger au sein des assemblées générales de l'association est Annie YAGUE.

ARTICLE 2 : De verser à l'association une cotisation annuelle plafonnée s'élevant à 8 000 €, compte tenu du nombre d'habitants de la Métropole.

ARTICLE 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 AVR. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M9D0092DC - Réalisation et entretien
des espaces verts des bâtiments culturels de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- **CONSIDERANT :**
 - qu'il y a lieu d'entretenir les espaces verts des bâtiments culturels ;
 - qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R. 2124-1, R.2124-2 et R 2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande

sans minimum et avec un maximum annuel de 90 000,00 € HT pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%

. Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 3 mars 2020 a classé les offres et choisi l'offre de l'entreprise ID VERDE - 6, rue du Terral ZI de l'Embosque- 34770 GIGEAN présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché N° M9D0092DC - Réalisation et entretien des espaces verts des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise ID VERDE - 6, rue du Terral, ZI de l'Embosque - 34770 GIGEAN, pour un montant de 90 000,00 € HT maximum annuel soit 360 000,00 € HT maximum pour la durée totale du marché. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois par tacite reconduction.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 MARS 2020

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Politique de la Ville

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'abonnement participatif à l'association
Inter-Réseaux des professionnels du
Développement Social Urbain (IRDSU), au
titre de l'année 2020/2021**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- CONSIDERANT les conseils, expertises, retours d'expériences ou contributions dont a bénéficié Montpellier Méditerranée Métropole, chef de file et coordonnateur de la politique de la ville, dans le cadre de son abonnement annuel à l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain (IRDSU), association de professionnels engagés pour le développement des quartiers et des villes de la Politique de la ville,
- CONSIDERANT ainsi l'intérêt de renouveler la souscription à l'abonnement participatif proposé par l'IRDSU pour l'année 2020-2021,

D E C I D E

ARTICLE 1 : De renouveler l'abonnement participatif à l'association IRDSU au titre de l'année 2020-2021.

ARTICLE 2 : De verser à l'association une participation annuelle s'élevant à 1 000 €, montant fixé pour les collectivités territoriales dont la population est supérieure à 300 000 habitants.

ARTICLE 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le bulletin d'abonnement ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 16 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BN 238 en nature de voirie
Commune de Castelnau-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord des consorts MIRAS, pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle BN 238 d'une superficie de 93 m², située chemin des Abeilles à Castelnau-le-Lez,
- Considérant qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle cadastrée BN 238, en nature de voirie, située chemin des Abeilles sur la commune de Castelnau-le-Lez,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des consorts Miras, la parcelle BN 238 d'une superficie de 93 m² en nature de voirie, chemin des Abeilles, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir une emprise intégrée dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 16 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

16 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un accord-cadre
n°M9D0094EA - Travaux de terrassement
et de génie civil pour la construction et la
réparation d'ouvrages hydrauliques et de
berges de cours d'eau - Lot 1 : Travaux de
terrassement pour la construction et la
réparation d'ouvrages hydrauliques et de
berges de cours d'eau - Lot 2 : Travaux de
génie civil pour la construction et la
réparation d'ouvrages hydrauliques et de
berges de cours d'eau - Attributions**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que

Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques » ;

CONSIDERANT :

- que des travaux de terrassement et de génie civil pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau sont nécessaires ;

- qu'une procédure a été lancée sous la forme d'un marché en appel d'offres ouverts conformément aux articles R2124-1 et R2124-2 et R2162-2 à R2162-5 du code de la commande publique et d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum et un opérateur économique conformément aux articles R2162-1 à R2162-6, et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique pour une durée de 1 an reconductible tacitement trois fois par période successive d'un an.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- Prix des prestations au regard du montant du DQE : 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 18 février 2020 a :

- classé les offres et choisi la Société BUESA sise rue René Gomez – CS 20684 – 34535 Béziers cedex pour le Lot 1 : Travaux de terrassement pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau - présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- classé les offres et choisi le groupement solidaire COFEX MEDITERRANEE (mandataire)/DEMATHIEU BARD sis Zone Aéroport – 3 rond-point Aéroport 30128 Garons pour le Lot 2 : Travaux de génie civil pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau - présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre de travaux n°M9D0094EA - Travaux de terrassement et de génie civil pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau :

- Lot 1 : Travaux de terrassement pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau à la Société BUESA sise rue René Gomez – CS 20684 – 34535 Béziers cedex.

- Lot 2 : Travaux de génie civil pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau au groupement solidaire COFEX MEDITERRANEE (mandataire)/DEMATHIEU BARD sis Zone Aéroport – 3 rond-point Aéroport 30128 Garons.

L'accord-cadre est passé sans minimum ni maximum pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification. Il est reconductible tacitement trois fois par période successive d'un an. Les délais d'exécution des prestations seront fixés dans chaque bon de commande.

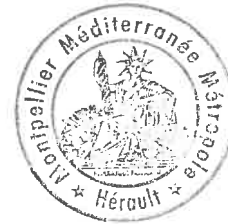
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MAR. 2020**

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSERT**



Publiée le : 12 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°1 au lot 1
"Bâtiments Administratifs et Culturels" du
marché n°5001MG18 Maintenance des
Installations de téléphonie fixe

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »
- VU la décision 2018-643 du 24/08/2018 attribuant le Lot 1 « Bâtiments administratifs et Culturels » du marché n° 5001MG18 « Marché de maintenance des installations de Téléphonie fixe » à l'entreprise AMARIS, pour un montant forfaitaire annuel de 10 200 euros HT et sans minimum ni maximum sur la partie des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de

commande, pour une durée initiale à compter de sa notification jusqu'au 31 mars 2019, pouvant être reconduite 3 fois pour une année sans dépasser la date initiale du 31 mars 2022 ;

CONSIDERANT :

- Que de nouveaux bâtiments sont à rajouter à l'autocommutateur du Siège de la Métropole ce qui induit une maintenance préventive supplémentaire ;
- Cette augmentation est basée sur l'article 139 alinéa 6° qui prévoit que le marché public peut être modifié « lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens publiés au Journal officiel de la République française et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés publics de services et de fournitures (...), sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues au 5° sont remplies » ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable le 3 mars 2020 ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché 5001MG18 « Marché de maintenance des installations de Téléphonie fixe » avec l'entreprise AMARIS, avenant n°1 d'un montant de 925 euros HT portant le nouveau montant du marché pour la partie forfaitaire à 11 125 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **13 MARS 2020**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un
marché n°G8D0012MG - Acquisition et
livraison de vêtements professionnels,
chaussures de sécurité et équipements de
protection individuelle pour le groupement
de commandes publiques entre Montpellier
Méditerranée métropole et le CCAS de
Montpellier et les Villes de Jacou,
Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez,
Saint-Brès, Saint Georges d'Orques et
Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la Commande Publique
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;

- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole » ;
- **VU** la décision MD2018-756 du 12 novembre 2018 qui autorise l'établissement d'un groupement commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de la ville de Montpellier, et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint Georges d'Orques et Villeneuve-lès-Maguelone concernant l'acquisition et la livraison de vêtements professionnels et équipement de protection individuelle, Montpellier Méditerranée Métropole étant désigné coordonnateur de ce groupement et sa Commission d'Appel d'Offres étant celle du groupement ;
- **VU** la décision modificative MD2019-434 du 27 mai 2019 afin de prendre en compte la participation de la ville de Pignan omise dans la décision constitutive (mais non dans la convention ni dans le calcul de l'estimation totale) et d'acter la participation du CCAS de Montpellier à un lot supplémentaire ;

CONSIDERANT :

- qu'une procédure formalisée a été lancée en application des articles R.2124-1 à 2124-2 et R 2161-2 à 2161-5 du code de la Commande Publique pour un marché n°G8D0012MG d'acquisition et livraison de vêtements professionnels, chaussures de sécurité et équipements de protection individuelle pour le groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée métropole et le CCAS de Montpellier et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint Georges d'Orques et Villeneuve-lès-Maguelone ;
- qu'il s'agit d'un marché de fournitures qui comportent 5 lots avec les estimations annuelles suivantes :
 - Lot n°1 « Vêtements protocolaires » pour une estimation annuelle de 70 650 € HT
 - Lot n°2 « Vêtements professionnels » pour une estimation annuelle de 75 500 € HT
 - Lot n°3 « Chaussures de Sécurité » pour une estimation annuelle de 46 200 € HT
 - Lot n° 4 « Equipement de protection individuelle » pour une estimation annuelle de 99 880 € HT
 - Lot n°5 « Vêtement de Sport » pour une estimation annuelle de 44 903 € HT ;
- que les prestations font l'objet d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commandes sans minimum et sans maximum pour la durée totale du marché qui est de 1 an reconductibles 3 fois à compter de sa notification, passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé ;
- que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante pour les Lots n°1 Vêtements protocolaires et n°5 Vêtements de Sport :
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 60%
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 40%
- que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante pour les Lots n°2 Vêtements professionnels, n°3 Chaussures de Sécurité et n°4 Equipement de protection individuelle :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%

- que la Commission d'appel d'offres, dans sa séance du 18/02/2020, a adopté le classement des offres et a choisi :

- l'offre de la société Escassut pour le Lot n°1 - Vêtements protocolaires est une offre économiquement avantageuse ;
- l'offre de la société Mabeo Industries pour le lot n°2 - Vêtements professionnels est une offre économiquement avantageuse ;
- l'offre de la société Mabeo Industries pour le lot n°3 - Chaussures de sécurité est une offre économiquement avantageuse ;
- l'offre de la société Lyreco pour le lot n°4 - Equipement de protection individuelle est l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- l'offre de la société Pokee Sport Publicité pour le lot n°5 - Vêtements de sport est une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°G8D0012MG - Acquisition et livraison de vêtements professionnels, chaussures de sécurité et équipements de protection individuelle pour le groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée métropole et le CCAS de Montpellier et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint Georges d'Orques et Villeneuve-lès-Maguelone - aux entreprises suivantes :

- Lot n°1 - Vêtements protocolaires, à la société Escassut, sise 25 rue des Etuves, CS 16036, 34060 Montpellier cedex 2.
- Lot n°2 - Vêtements professionnels, à la société à la société Lot n°4 - Equipement de protection individuelle, à la société Mabeo Industries, sise 708 Avenue du marché gare, ZI les Près d'Arènes, 34070 Montpellier.
- Lot n°3 - Chaussures de sécurité, à la société à la société Mabeo Industries, sise 708 Avenue du marché gare, ZI les Près d'Arènes, 34070 Montpellier.
- Lyreco France, sise Rue Alphonse Terroir 59584 Marly Cedex.
- Lot n°5 - Vêtements de sport, à la société Pokee Sport Publicité, sise Technopole de la Loue, 34 rue Jules Bournet, 03100 Montluçon.

Le marché est conclu pour une durée de 1 reconductible 3 fois sans montant minimum ni maximum.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°3 au
marché 4049UH15 - Mission de
contribution à l'élaboration du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de
Montpellier Méditerranée Métropole et de
formalisation des dossiers de procédure
d'évolution des documents d'urbanisme
communaux (POS/PLU) à l'échelle des
secteurs du SCoT, lot 2 Plaine Ouest**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,

- Vu le marché 4049UH15 – Mission de contribution à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de MMM et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCOT, lot 2 Plaine Ouest, Attribué au groupement CHIBAUDEL, Krepis et « Flow-ing » dont le mandataire est Florence Chibaudel, 26 rue des Chasseurs 34070 Montpellier, marché d'une durée de 4 ans et d'un montant de 117 450 € HT pour les prestations rémunérées par prix global et forfaitaire et d'un montant Sans minimum, ni maximum concernant les prestations complémentaires définies à l'acte d'engagement.

- Vu la délibération n°14060 du 28 septembre 2016 autorisant la signature de l'avenant n°1 (Visa à conserver si le marché a déjà fait l'objet d'un ou plusieurs avenants),

- Vu la décision n°2017-544 autorisant la signature de l'avenant n° 2,

- CONSIDERANT :

- La nécessité de prolonger la durée d'exécution du marché et d'étendre le recours au bordereau des prix unitaires à la mission 1 relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.
- Que la Commission d'Appel d'Offre, dans sa séance du 10 Mars 2020 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

DECIDE :

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché 4049UH15 – Mission de contribution à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de MMM et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCOT, lot 2 Plaine Ouest, Attribué au groupement CHIBAUDEL, Krepis et « Flow-ing » dont le mandataire est Florence Chibaudel, 26 rue des Chasseurs 34070 Montpellier.

ARTICLE 2 : de dire que le présent avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 12 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord cadre
n°M9D0013EA - Travaux d'entretien des
cours d'eau - Lot 1 : Secteur Montpellier
Littoral Est - Lot 2 : Secteur Plaine Ouest
Piemonts Garrigues Littoral Ouest - Lot
3 : Secteur Vallée du Lez Cadoule Berange
- Attributions**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques » ;

CONSIDERANT :

- que les travaux d'entretien des cours d'eau naturels et aménagés, des bassins de rétention et de leurs ouvrages hydrauliques sur les communes de Montpellier Méditerranée Métropole sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre passé en procédure adaptée pour une durée de 1 an renouvelable 3 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- que pour le Lot 1 : Secteur Montpellier Littoral Est - la société SAS CIEL VERT sise Chemin des Ecoliers Vauguières le Haut - 34130 Mauguio présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- que pour le Lot 2 : Secteur Plaine Ouest Piemonts Garrigues Littoral Ouest - la Société G. GORCE sise 261 rue Gustave Courbet - 34750 Villeneuve les Maguelone présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- que pour le Lot 3 : Secteur Vallée du Lez Cadoule Berange - la société PHILIP FRERES sise 2 rue des Orgueillous - 34270 Saint-Mathieu-de-Trévières présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord cadre n°M9D0013EA - Travaux d'entretien des cours d'eau :

- Lot 1 : Secteur Montpellier Littoral Est à l'entreprise SAS CIEL VERT sise Chemin des Ecoliers Vauguières le Haut - 34130 Mauguio pour un montant maximum de 550 000 € HT ;
- Lot 2 : Secteur Plaine Ouest Piemonts Garrigues Littoral Ouest à la Société G. GORCE sise 261 rue Gustave Courbet -34750 Villeneuve les Maguelone pour un montant maximum de 400 000 € HT ;
- Lot 3 : Secteur Vallée du Lez Cadoule Berange à la société PHILIP FRERES sise 2 rue des Orgueillous - 34270 Saint Mathieu de Trévières pour un montant maximum de 400 000 € HT ;

Le marché prend effet à compter de sa notification pour les 3 Lots. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans pour les 3 Lots.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 MAR. 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSE



Publiée le : 12 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 12 MARS 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 au
marché 4049UH15 - Mission de
contribution à l'élaboration du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de
Montpellier Méditerranée Métropole et de
formalisation des dossiers de procédure
d'évolution des documents d'urbanisme
communaux (POS/PLU) à l'échelle des
secteurs du SCOT, lot n°5 Vallée du Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,

- Vu le marché 4049UH15 – Mission de contribution à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de MMM et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCOT, lot 5 Vallée du Lez, Attribué à SCE mandataire, Les Belvédères bâtiment B, 128 avenue de Fès 34080 MONTPELLIER, marché d'une durée de 4 ans et d'un montant de 86 500 € HT pour les prestations rémunérées par prix global et forfaitaire et d'un montant Sans minimum, ni maximum concernant les prestations complémentaires définies à l'acte d'engagement. ;

- Vu la délibération n°14060 du 28 septembre 2016 autorisant la signature de l'avenant n°1 (Visa à conserver si le marché a déjà fait l'objet d'un ou plusieurs avenants),

- CONSIDERANT :

- La nécessité de prolonger la durée d'exécution du marché et d'étendre le recours au bordereau des prix unitaire à la mission 1 relative l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.
- Que la Commission d'Appel d'Offre, dans sa séance du 10 Mars 2020 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 marché 4049UH15 – Mission de contribution à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de MMM et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCOT, lot 5 Vallée du Lez, Attribué à SCE mandataire, Les Belvédères bâtiment B, 128 avenue de Fès 34080 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : de dire que le présent avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 31 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 au
marché 4049UH15 - Mission de
contribution à l'élaboration du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de
Montpellier Méditerranée Métropole et de
formalisation des dossiers de procédure
d'évolution des documents d'urbanisme
communaux (POS/PLU) à l'échelle des
secteurs du SCoT, lot 6 Cadoule et Bérange**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,

- Vu le marché 4049UH15 – Mission de contribution à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de MMM et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCOT, lot 6 Cadoule et Bérange, Attribué à l'entreprise SCE , Les Belvédères bâtiment B, 128 avenue de Fès 34080 MONTPELLIER, marché d'une durée de 4 ans et d'un montant de 169 000€ HT pour les prestations rémunérées par prix global et forfaitaire et d'un montant Sans minimum, ni maximum concernant les prestations complémentaires définies à l'acte d'engagement
- Vu la délibération n°14060 du 28 septembre 2016 autorisant la signature de l'avenant n°1,
- **CONSIDERANT :**
 - La nécessité de prolonger la durée d'exécution du marché et d'étendre le recours au bordereau des prix unitaires à la mission 1 relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.
 - Que la Commission d'Appel d'Offre, dans sa séance du 10 Mars 2020 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 4049UH15 – Mission de contribution à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de MMM et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCOT, lot 6 Cadoule et Bérange, Attribué à l'entreprise SCE, Les Belvédères bâtiment B, 128 avenue de Fès 34080 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : de dire que le présent avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MARS 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : **12 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire **12 MARS 2020**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°4 au
marché n°3951DC15 de gardiennage du
musée Fabre de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°13180 en date du 22 juillet 2015 attribuant le marché n°3951DC15 de gardiennage du musée Fabre à l'entreprise GIP LR, pour un montant de 4 900 240,00 euros HT (toutes reconductions confondues), pour les prestations rémunérées à prix forfaitaire et un montant sans minimum, ni maximum pour les prestations faisant l'objet de bons de commandes,

- VU la délibération n°14096 en date du 28 septembre 2016 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché susmentionné, portant le nouveau montant forfaitaire annuel du marché à 1 221 945,66 euros HT,
- VU la décision n°MD2018-1011 en date du 3 décembre 2018 autorisant la signature de l'avenant n°2 au marché susmentionné, pour son transfert de la société GIP LR à la société GIP SECURITE (sans incidence financière),
- VU la décision n°MD2019-1140 en date du 4 décembre 2019 autorisant la signature de l'avenant n°3 au marché susmentionné, portant le nouveau montant forfaitaire annuel du marché à 1 629 260 ,90 euros HT,

CONSIDERANT :

- Que le marché susmentionné arrivera à échéance le 30 avril 2020 et qu'une nouvelle consultation n°M9D0089DC afin de désignation du titulaire du nouveau marché de gardiennage du musée Fabre de Montpellier a été lancée et est en cours,
- Que la continuité des prestations de gardiennage devant être assurée durant le temps d'achèvement de la procédure de passation du nouveau marché jusqu'à sa notification, le contrat actuel doit être prolongé de 2 mois supplémentaires, soit du 1^{er} mai au 30 juin 2020,
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 3 mars 2020 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°4 de prolongation de 2 mois au marché de gardiennage du musée Fabre de Montpellier avec l'entreprise GIP SECURITE. Le montant de l'avenant pour la partie forfaitaire est 203 657,62 euros HT, portant le nouveau montant forfaitaire du marché à 5 291 984,68 euros HT. Les prestations ponctuelles rémunérées par application des prix unitaires du BPU sont sans minimum ni maximum annuel. A titre indicatif, le montant de la dépense est estimé à 75 000,00 euros HT pour la durée de l'avenant.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 AVR. 2020

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 02 AVR. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 02 AVR. 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
4049UH15 - Mission de contribution à
l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal (PLUi) de Montpellier
Méditerranée Métropole et de
formalisation des dossiers de procédure
d'évolution des documents d'urbanisme
communaux (POS/PLU) à l'échelle des
secteurs du SCOT, lot 3 Littoral,**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,

- Vu le marché 4049UH15 – Mission de contribution à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de MMM et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCOT, lot 3 Littoral, Attribué à SCE mandataire, Les Belvédères bâtiment B, 128 avenue de Fès 34080 MONTPELLIER, marché d'une durée de 4 ans et d'un montant de 56 200€ HT pour les prestations rémunérées par prix global et forfaitaire et d'un montant Sans minimum, ni maximum concernant les prestations complémentaires définies à l'acte d'engagement. ;
- Vu la délibération n°14060 du 28 septembre 2016 autorisant la signature de l'avenant n°1,

CONSIDERANT :

- La nécessité de prolonger la durée d'exécution du marché et d'étendre le recours au bordereau des prix unitaire à la mission 1 relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.
- Que la Commission d'Appel d'Offre, dans sa séance du 10 Mars 2020 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 4049UH15 – Mission de contribution à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de MMM et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCOT, lot 3 Littoral, Attribué à SCE mandataire, Les Belvédères bâtiment B, 128 avenue de Fès 34080 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : de dire que le présent avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MARS 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 12 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 au
marché 4049UH15 - Mission de
contribution à l'élaboration du plan local
d'urbanisme intercommunal de
Montpellier Méditerranée Métropole et de
formalisation des dossiers de procédure
d'évolution des documents d'urbanisme
communaux (POS/PLU) à l'échelle des
secteurs du SCoT, Lot N°4 Secteur " Coeur
d'agglomération**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,

- Vu le marché 4049UH15 – Mission de contribution à l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCoT, Lot N°4 Secteur " Coeur d'agglomération, Attribué à CITADIA CONSEIL Groupement d'entreprises conjointes 45, Rue Gimelli. 83 .000. Toulon, marché d'une durée de 4 ans et d'un montant de 138 950€ HT pour les prestations rémunérées par prix global et forfaitaire et d'un montant Sans minimum, ni maximum concernant les prestations complémentaires définies à l'acte d'engagement,

- Vu la délibération n°14060 du 28 septembre 2016 autorisant la signature de l'avenant n°1,

- CONSIDERANT :

- La nécessité de prolonger la durée d'exécution du marché et d'étendre le recours au Bordereau des Prix Unitaires pour la mission 1 relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal,
- Que la Commission d'Appel d'Offre, dans sa séance du 10 Mars 2020 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 4049UH15 – Mission de contribution à l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCoT, Lot N°4 Secteur " Coeur d'agglomération, Attribué à CITADIA CONSEIL Groupement d'entreprises conjointes 45, Rue Gimelli. 83 .000. Toulon.

ARTICLE 2 : de dire que le présent avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 12 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché 4049bisUH16 - Mission de
contribution à l'élaboration du plan local
d'urbanisme intercommunal de
Montpellier Méditerranée Métropole et de
formalisation des dossiers de procédure
d'évolution des documents d'urbanisme
communaux (POS/PLU) à l'échelle des
secteurs du SCoT, Lot N°1 Secteur
Piémonts et Garrigues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;

- VU le marché 4049bisUH16 – Mission de contribution à l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCoT, Lot N°1 Secteur Piémonts et Garrigues, attribué au Groupement Divercités, ubak, nicolas boudier et egeo solutions dont le mandataire est la Société Divercités, 2, Rue de la Raffinerie 34 000 Montpellier, marché d'une durée de 4 ans et d'un montant de 119 200 € HT HT pour les prestations rémunérées par prix global et forfaitaire et d'un montant Sans minimum, ni maximum concernant les prestations complémentaires définies à l'acte d'engagement. ;

CONSIDERANT :

- La nécessité de prolonger la durée d'exécution du marché et d'étendre le recours au bordereau des prix unitaire à la mission 1 relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
- Que la Commission d'Appel d'Offre, dans sa séance du 10 Mars 2020 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant.

DECIDE :

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4049bisUH16 – Mission de contribution à l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole et de formalisation des dossiers de procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux (POS/PLU) à l'échelle des secteurs du SCoT, Lot N°1 Secteur Piémonts et Garrigues, attribué au Groupement Divercités ubak, nicolas boudier et egeo solutions dont le mandataire est la Société Divercités, 2, Rue de la Raffinerie 34 000 Montpellier.

ARTICLE 2 : de dire que le présent avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier le 12 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 12 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°4050UH15 - Marché d'études
environnementales dans le cadre de
l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal (PLUi) de MMM et des
évolutions des PLU communaux**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,

- Vu le marché 4050UH15 – Marché d'études environnementales dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de MMM et des évolutions des PLU communaux, Attribué à l'entreprise EVEN-CONSEIL 45 rue Gimelli 83000 TOULON, marché d'une durée de 4 ans et d'un montant de 182 275€ HT pour les prestations rémunérées par prix global et forfaitaire et d'un montant Sans minimum, ni maximum concernant les prestations complémentaires définies à l'acte d'engagement,

- CONSIDERANT :

- La nécessité de prolonger la durée d'exécution du marché et le recours au bordereau des prix unitaires à la mission 1 relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal,
- Que la Commission d'Appel d'Offre, dans sa séance du 10 Mars 2020 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant,

DECIDE :

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4050UH15 – Marché d'études environnementales dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole et des évolutions des PLU communaux, attribué à l'entreprise EVEN-CONSEIL, 45 rue Gimelli 83000 TOULON.

ARTICLE 2 : de dire que le présent avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : **13 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°G9D0098RI-
2 d'achat de logiciels de bureautique dans
le cadre d'une convention de groupement
de commandes entre Montpellier
Méditerranée Métropole et les communes
de Jacou, Le Crès et Restinclières**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la commande publique ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) » ;

CONSIDERANT :

- qu'afin de rationaliser leurs achats et de créer des économies d'échelle Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Jacou, Le Crès et Réstinclières ont décidé de constituer un groupement de commande conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 3 juillet 2015 relatif aux marchés publics pour « l'acquisition de logiciels bureautiques » ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article des articles R. 2124-1 et R. 2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique et R2162-1 à R2162-6, et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande mono attributaire, sans minimum, ni maximum. Cet accord cadre est passé pour une durée de un an à compter de sa notification et reconductible trois fois par période de un an ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique – 40%
- Modalité de présentation et suivi des commandes – 15 points
- Délais de livraison indiqué au mémoire technique – 10 points
- Organisation de l'équipe en charge de compte constitué par le groupement, avec interlocuteur dédié et chargé des propositions d'optimisation et gestion du parc de licences – 15 points
- Prix des prestations au regard du détail quantitatif et estimatif 60%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 18 Février 2020, a adopté le classement des offres et a choisi l'entreprise SCC sise 650, rue Henri Becquerel, 34000 Montpellier, comme présentant une offre satisfaisante.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°G9D0098RI-2 d'achat de logiciels de bureautique à l'entreprise SCC France, pour un montant sans minimum ni maximum. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an, reconductible trois fois par période de un de manière tacite.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 10 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de prêt
d'objets archéologiques avec la commune
de Saint-Mathieu-de-Trévières pour
l'exposition "Jean Arnal"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,
- CONSIDERANT :
 - que dans le cadre de l'exposition *Jean Arnal* qui se tiendra à la médiathèque municipale de Saint-Mathieu-de-Trévières du 18 au 30 avril 2020, le prêt de biens archéologiques de la collection Jean Arnal déposée au Site archéologique Lattara-musée Henri Prades a été sollicité, il convient de mettre à disposition une partie de la collection à cette occasion,

ARTICLE 1 : Une convention de prêt à titre gracieux est conclue avec la commune de Saint-Mathieu-de-Trévières pour définir les modalités de mise à disposition ponctuelle de 70 objets archéologiques de la collection Jean Arnal déposée au Site archéologique Lattara-musée Henri Prades dans le cadre de l'exposition *Jean Arnal* organisée à la médiathèque municipale de Saint-Mathieu-de-Trévières du 18 au 30 avril 2020.

ARTICLE 2 : Le prêt est consenti du 18 au 30 avril 2020 pour un ensemble de 70 objets en céramique, en os et en métal, dont les numéros d'inventaire, les caractéristiques et les valeurs d'assurance sont précisés dans la convention.

ARTICLE 3 : Autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention de prêt et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n° 4182DS16 -
Fourniture de produits de traitement de
l'eau pour les piscines de Montpellier
Méditerranée Métropole - Avenant n° 1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, et notamment son article 4,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1^{er}, II,
- Vu la délibération n° 13772 en date du 14 avril 2016 attribuant le marché n° 4182DS16 « Fourniture de produits de traitement de l'eau pour les piscines de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise SOMEDI, sise 1135, rue Pierre Causse, à Montpellier (34080), accord-

cadre à bons de commande avec minimum et maximum, pour une durée initiale d'un an à compter de sa notification, reconductible trois fois pour une période d'un an,

CONSIDÉRANT :

- que le marché n° 4182DS16 a été notifié le 31 mai 2016, pour une durée initiale d'un an, reconductible trois fois pour une période d'un an, son échéance étant fixée au 30 mai 2020,
- qu'il est nécessaire d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer la fourniture des produits de traitement de l'eau des piscines, afin d'assurer une parfaite qualité des eaux de baignade du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, sans interruption de service public,
- que les mesures gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre le Coronavirus, et le confinement qui en découle, impactent tant les procédures de passation que l'exécution des contrats tant du côté de la personne publique que des opérateurs économiques : effectifs disponibles considérablement réduits et présence physique impossible lorsque requise (visites de locaux, chantiers de travaux publics, prestation de formation, livraisons de fourniture, remise d'échantillons etc.),
- que malgré les mesures favorisant le télétravail, de nombreuses difficultés sont donc à prévoir dans le cadre de la finalisation et de la mise en ligne des dossiers de consultation pour la personne publique, des réponses aux marchés publics ou aux marchés subséquents pour les opérateurs économiques,
- que ces circonstances ou sujétions imprévues permettent, conformément aux dispositions du code de la commande publique, articles L. 2194-3° et R. 2194-5°, de modifier le marché dans la mesure où un acheteur diligent ne pouvait le prévoir,
- que l'article 4 alinéa 1^{er} de l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 précise que « les contrats arrivés à terme pendant la période mentionnée à l'article 1^{er} peuvent être prolongés par avenant au-delà de la durée prévue par le contrat lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre »,
- que l'article 6-1 de l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020, inséré par l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020, dispose que « par dérogation aux articles L. 1411-6 et L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales, les projets d'avenants aux conventions de délégation de service public et aux marchés publics entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 % sont dispensés, respectivement, de l'avis préalable de la commission mentionnée à l'article L. 1411-5 du même code et de celui de la commission d'appel d'offres »,
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n° 4182DS16 « Fourniture de produits de traitement de l'eau pour les piscines de Montpellier Méditerranée Métropole » avec l'entreprise SOMEDI, qui prolonge le marché de six mois, soit jusqu'au 30 novembre 2020, et augmente son maximum, initialement établi à 100 000,00 € H.T., pour le porter à 150 000,00 € H.T.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

19 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 MAI 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5011DS17 -
Piscine Olympique d'Antigone - Conduite,
Exploitation et Maintenance des
Installations Techniques - Avenant n°1 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

- Vu la décision n°MD2018-351 attribuant le marché n°5011DS17 – « Piscine Olympique d'Antigone - Conduite, Exploitation et Maintenance des Installations Techniques » à IDEX ENERGIES, sise 14, allée de Piot, à Gallargues-le-Montueux (30660), dans le cadre d'un marché sans minimum ni maximum selon la procédure d'appel d'offres ouvert,

- Vu le montant annuel estimé à 416 700 € HT sur la base des commandes réalisées lors des deux premières années du marché en cours,

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire, pour assurer la maintenance préventive et curative du mécanisme afférent au « mur mobile » de la Piscine Olympique d'Antigone, de réaliser une passerelle permettant à la fois l'accès sécurisé aux éléments en place mais également le transport de pièces en cas de dysfonctionnement,

- que ces prestations supplémentaires d'un montant de 20 000 € HT n'étaient pas prévues dans le marché initial,

- que ces travaux répondent à une nécessité d'interopérabilité avec les équipements, services et installations en place, à la piscine olympique d'Antigone et qu'un changement de titulaire présenterait donc des problématiques techniques et entraînerait une augmentation substantielle des coûts,

- qu'au regard de l'incidence financière limitée, il n'y a pas de bouleversement de l'économie du contrat.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°5011DS17 – « Piscine Olympique d'Antigone – Conduite, Exploitation et Maintenance des Installations Techniques » avec IDEX ENERGIES, sise 14, allée de Piot, à Gallargues-le-Montueux (30660), avenant d'un montant de 20 000 € HT, soit 4.8 % de l'estimatif annuel initial, portant le nouveau montant total estimatif annuel du marché à 436 700 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

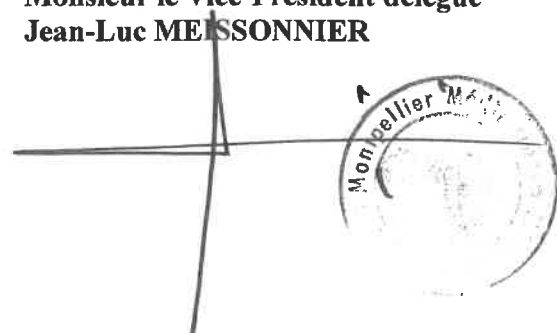
Montpellier, le 13 MARS 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 13 MARS 2020
Envoi Préfecture :



Réception en Préfecture : 13.03.20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M0B0010DS
- Maintenance du système de contrôle
d'accès des sites Yves-du-Manoir et Mosson
- Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1^{er}, II,
- Vu le Code de la commande publique,

CONSIDÉRANT :

- que la société SKIDATA, sise PA Alpespace – 160, voie Champollion, à Porte-de-Savoie (73800), est titulaire exclusive de l'exploitation et de la maintenance du logiciel d'accès associé au contrôle d'accès pour les stades de Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'il n'existe aucune solution de remplacement raisonnable et que l'absence de concurrence ne résulte pas d'une restriction artificielle des caractéristiques du marché,
- que le contrat annuel d'assistance et de maintenance avec la société SKIDATA (marché n° 4695DS16) arrive à échéance et qu'il convient d'assurer ce service pour permettre la tenue des manifestations dans le complexe sportif Yves-du-Manoir et le Stade de la Mosson « Mondial 98 »,

- qu'une procédure sans publicité ni mise en concurrence a été lancée conformément à l'article R. 2122-3 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à prix forfaitaire pour une durée d'un an reconductible deux fois avec une estimation annuelle de 29 600,00 € H.T.,
- que le seul critère d'analyse des offres pour le jugement des offres était le prix,
- qu'après analyse, la société SKIDATA présente une offre économiquement avantageuse,
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M0B0010DS « Maintenance du système de contrôle d'accès des sites Yves-du-Manoir et Mosson », à la société SKIDATA, pour un montant annuel de 29 976,68 € H.T.

Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée initiale d'un an. Il pourra être reconduit deux fois pour une durée d'un an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 JUIN 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 26 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché
n°M9D0062EA - Réhabilitation du réseau
d'eaux usées de la rue des Jardins sur la
commune de Clapiers

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2018-254 relative à la signature de l'accord-cadre n°4938EA17 « Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole » ;

CONSIDERANT :

- que le réseau d'assainissement de la rue Jardins à Clapiers nécessite un renouvellement ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°MD2018-254, sous la forme d'un marché subséquent, pour une durée de 3 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise SOLATRAG sise 2 rue de Chiminie - 34300 Agde présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M9D0062EA à l'entreprise SOLATRAG sise à Agde pour un montant estimatif de 210 558, 00 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois et comprend une période de 4 semaines de préparation.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 02 AVR. 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
contrat de location entre Montpellier
Méditerranée Métropole et l'association
Montpellier Volley Club UC concernant un
local situé au 345 route de Nîmes à
Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
 - Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
 - Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
 - Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail,
 - Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT qu'il convient de signer un nouveau contrat de location avec le Montpellier Volley Université Club concernant un local situé au 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec le Montpellier Volley Université Club.

ARTICLE 2 : Le contrat concerne un local appartenant à la Montpellier Méditerranée Métropole et situé au 345 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez. La surface louée est de 76m² environ.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa signature.

ARTICLE 4 : La valeur locative annuelle de ce local est de 9120 euros HT et hors charges. Toutefois, le contrat est consenti et accepté moyennant un loyer minoré constitutif d'une subvention en nature d'un montant de 4120 euros. Le Montpellier Volley UC s'acquittera d'un loyer annuel de 5000 euros hors charges.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **28 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au retrait de la délégation
du Droit de Préemption Urbain et du Droit
de préemption urbain renforcé à la
commune de Montpellier dans le cadre de
la réalisation du nouveau projet de
renouvellement urbain du quartier de la
Mosson**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le retrait soit sur une ou plusieurs zones, soit à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain ou du droit de préemption urbain renforcé accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole,

- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relatif à la compétence « définition, création et réalisation des opérations d'aménagement »,
- Vu la décision du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain à la commune de Montpellier sur les parcelles LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53,315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15,51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30,270, 134 dans le cadre de la réalisation du projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-696 du 18 décembre 2019 approuvant la création de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson », désignant la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et approuvant les termes du traité de concession.
- **CONSIDERANT** que le 14 août 2019 Montpellier Méditerranée Métropole a retiré la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé à la commune de Montpellier sur les parcelles LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53,315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15,51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30,270, 134, dans le cadre de la réalisation du projet métropolitain de renouvellement urbain du quartier de la Mosson,
- **CONSIDERANT** qu'afin de permettre la réalisation du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, opération relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, et en particulier de simplifier les délais opérationnels et procédures d'acquisitions foncières, il y a lieu pour la Métropole de récupérer sa pleine compétence en matière de droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé sur la totalité du périmètre de la concession de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, conformément au plan ci-annexé,

DECIDE

ARTICLE 1 : de retirer la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie par Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier sur le périmètre de la concession de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, conformément au plan ci-annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine
public conclue avec la société Hurricane et
la Ville de Montpellier dans le cadre du
FISE World Series Montpellier 2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération n° 12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,
- Vu la délibération n° V2019-534 en date du 19 décembre 2019 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier relative à la tarification de l'occupation du domaine public de la Ville de Montpellier,

CONSIDÉRANT :

- qu'en date du 8 janvier 2020, la société Hurricane a sollicité auprès de la ville de Montpellier, autorité de police administrative, et de Montpellier Méditerranée Métropole, gestionnaire de

l'espace public, l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public afin d'organiser la 24^e édition du FISE World Series Montpellier du 20 mai au 24 mai 2020 à Montpellier,

- qu'un appel à manifestation d'intérêt concurrent en vue de la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative à l'organisation du FISE World Series Montpellier 2020 a été publié du 3 au 21 février 2020, sans qu'aucune manifestation d'intérêt concurrent n'ait été recueillie,
- que Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier s'engagent, en complément des installations mises en place par la société Hurricane, à intervenir chacune dans leur domaine de compétence,

D É C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la société Hurricane, dont le siège social est situé à Baillargues (34670), au 3, rue Christian André-Benoit, en vue de la mise à disposition d'espaces publics pour la tenue du FISE World Series Montpellier 2020.

ARTICLE 2 : En complément de la mise à disposition des espaces publics nécessaires à l'installation du Festival International des Sports Extrêmes, Montpellier Méditerranée Métropole assurera la gestion et l'évacuation des déchets des sites occupés par le FISE pendant toute la durée de la manifestation, ainsi que la pose et la dépose des mobiliers urbains gérés par elle.

ARTICLE 3 : La convention jointe en annexe à la présente décision précise les conditions de cette occupation du domaine public.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : **10 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 MARS 2020**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la délégation du Droit
de Préemption Urbain et du droit de
préemption urbain renforcé sur la
commune de Montpellier à la Société
d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) sur le
périmètre de la concession de
renouvellement urbain du quartier de la
Mosson**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.213-3 du code de l'urbanisme,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain sur une ou plusieurs parties des zones concernées selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme,

- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain à la commune de Montpellier sur les parcelles LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53,315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15,51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30,270, 134 dans le cadre de la réalisation du projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la décision n° MD2020-228 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé à la commune de Montpellier dans le cadre de la réalisation du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence « définition, création et réalisation des opérations d'aménagement »,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-696 du 18 décembre 2019, approuvant la création de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson », désignant la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et approuvant les termes du traité de concession,
- Vu le traité de concession de renouvellement urbain portant sur le Nouveau Projet de Renouvellement Urbain du quartier de la Mosson signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M le 14 janvier 2020,
- **CONSIDERANT** que pour permettre la réalisation du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé à la SA3M, titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, sur la totalité du périmètre de ladite concession comme indiqué sur le plan ci-après annexé.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur la commune de Montpellier à la SA3M, sur le périmètre de la concession de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, conformément au plan ci-après annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREN



Publiée le : **12 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
participation au financement des
équipements publics de la ZAC Charles
Martel Extension - SCI A&E
IMMOBILIERS (restaurant "table d'Oc")
- Commune de Villeneuve-lès-Maguelone -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la passation, dans les périmètres des Z.A.C. d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des « Relations Internationales, du tourisme et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain ».
- **CONSIDERANT :**
 - la demande de permis de construire, déposée par la SCI A&E IMMOBILIERS, domicilié avenue Léonard de Vinci, ZAC du Grand Noble à Blagnac (31 700), représenté par M. LI RONGRONG Wang, pour l'extension de son bâtiment à usage d'activité de restauration,

- le permis de construire déposé sur la parcelle AT 152, situé 1 route de Sète dans la ZAC Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone,
- l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme qui prévoit que lorsqu'une construction est édifiée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone,
- que la surface de plancher liée à la création de cet étage partiel est d'une superficie supplémentaire de 130 m² de SdP,
- que sur la base du programme de la Z.A.C., le montant de la participation par ce constructeur au programme des équipements publics est de 90 €/m² de surface de plancher,
- la nécessité de signer une convention de participation avec le constructeur et l'aménageur de la Z.A.C. (S.E.R.M.), préalablement à la délivrance du permis de construire,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de participation au coût des équipements publics de la Z.A.C. Charles Martel Extension est conclue avec le constructeur et la S.E.R.M. en application de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 2 : Le montant de cette participation est fixé à 90 €/m² de surface de plancher supplémentaire ; soit au regard des surfaces de plancher prévisionnelles, un montant total de 11 700 €.

ARTICLE 3 : Le montant définitif de la participation du constructeur aux équipements publics sera calculé sur la base du nombre des mètres carrés de surface de plancher dont la construction sera autorisée par le permis de construire, une fois celui-ci délivré.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer la convention visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR pour le Vice-Président



Publiée le : **13 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
SENSING LABS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat »,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} août 2014 passée entre la Métropole et la société SENSING LABS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 11 septembre 2019,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 19 février 2020,

CONSIDERANT : que la convention précitée arrive à échéance et que la société SENSING LABS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire de six mois.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SENSING LABS pour une période de six mois à compter du 1^{er} mars 2020 et jusqu'au 31 août 2020. Ce délai supplémentaire permettra à la société de finaliser les démarches administratives auprès de son nouveau bailleur et de préparer son déménagement en toute sérénité.

Dans le cas où ses nouveaux locaux seraient disponibles avant la date échéance de cet avenant, la société pourra libérer les locaux occupés au sein de la pépinière Cap Omega sans préavis particulier.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SENSING LABS pour la surface de 88,11 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 328,70 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 10 MARS 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la modification de
l'adresse ainsi que du montant de l'encaisse
de la régie de recettes des droits de
stationnement du parking Vicarello**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,

- Vu l'avis conforme du 28 février 2020, de Madame la Trésorière,

CONSIDERANT, l'attribution du marché au prestataire EFFIA STATIONNEMENT des droits de stationnement du parking Vicarello à Castelnau le Lez à compter du 1^{er} avril 2020. Il convient de modifier l'adresse de la régie ainsi que le montant de l'encaisse maximum,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision D2018-012 modifiée du 30 janvier 2018, est complétée comme suit.

ARTICLE 2 : Il est institué une régie de recettes pour les droits de stationnement (parking Vicarello) situé sur la Commune de Castelnau-le-Lez, auprès de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus – 34961 Montpellier.

ARTICLE 3 : Cette régie est installée dans les locaux de EFFIA STATIONNEMENT 595 avenue des Etats du Languedoc 34000 Montpellier,

ARTICLE 4 : La régie encaisse les produits suivants :

- droits de stationnement.

ARTICLE 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces,
- par chèques,
- par cartes bancaires,
- par prélèvements.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets, ou d'une carte d'accès abonné.

ARTICLE 6: Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 7 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 8 : Un fonds de caisse d'un montant de 1 000,00 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 9 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 000,00 €.

ARTICLE 10: Le régisseur est tenu de verser auprès de la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 11 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 12 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 : Les mandataires suppléants ne percevront pas d'indemnité de responsabilité.

ARTICLE 15 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier le , 05 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREY



Publiée le : 05 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 05 MARS 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché
n°M9D0115EA - Renouvellement des
réseaux d'eaux usées rue des Baraques sur
la commune de Saint Georges d'Orques

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2018-254 relative à la signature de l'accord-cadre n°4938EA17 – « Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole »;

CONSIDERANT :

- que le renouvellement des réseaux d'assainissement rue des Baraques sur la commune de Saint Georges d'Orques est nécessaire du fait de nombreux dysfonctionnements dus à la vétusté du réseau et des problèmes de pentes ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°4938EA17, sous la forme d'un marché subséquent, pour une durée de 3 mois dont 4 semaines de préparation ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise SOLATRAG sise 2 rue de Chiminie - 34300 Agde présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M9D0115EA à l'entreprise SOLATRAG sise à Agde pour un montant estimatif de 220 212, 00 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois comprenant 4 semaines de préparation.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 AVR. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de mise à disposition de locaux
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la Mission Locale des Jeunes de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Locaux 2 place des Héros à Villeneuve-lès-
Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail, d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, d'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention, autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole» ;

-CONSIDERANT :

- que la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ3M), association loi 1901, a pour mission de faciliter l'emploi des jeunes âgés de 16 à 25 ans résidant sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que dans le cadre de sa compétence « Insertion par l'économie », la Métropole attribue à la MLJ3M par convention annuelle une subvention dont une partie est traduite par la mise à disposition de locaux, afin d'assurer un service de proximité et une accessibilité de qualité égale pour les jeunes sur l'ensemble du territoire de la Métropole ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole soutient la MLJ3M dans la poursuite de ses objectifs en mettant à sa disposition, dans le cadre du subventionnement, des locaux situés au 2 place des Héros à Villeneuve-lès-Maguelone ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention de mise à disposition avec la Mission Locale des jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole, sise 355 rue Vendémiaire – Le Belem à Montpellier (34 000) ;

ARTICLE 2 : L'espace mis à disposition est situé dans des locaux situés 2, place des Héros à Villeneuve-lès-Maguelone (34 750) selon la répartition désignée sur le plan en annexe de la présente convention, pour une superficie de 81,55 m² environ.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est conclue pour une durée de 3 ans à compter de sa signature. Elle est renouvelable pour la même durée par reconduction expresse, dans la limite de 2 reconductions.

ARTICLE 4 : La convention de mise à disposition est consentie dans le cadre des subventions accordées à la MLJ3M par la Métropole pendant la durée de la convention.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

03 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 03 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
ALGODONE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat »,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 27 mars 2017, passée entre la Métropole et la société ALGODONE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 24 juillet 2018,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 26 février 2020,

CONSIDERANT : que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société ALGODONE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ALGODONE pour une période de douze mois à compter du 1^{er} avril 2020 et jusqu'au 31 mars 2021.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ALGODONE pour la surface de 75,36 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 1 055,04 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 MARS 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **10 MARS 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société ITK
au sein de la pépinière d'entreprises Cap
Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007 passée entre la Métropole et la société ITK pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 11 novembre 2019,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 26 février 2020,

CONSIDERANT : que la convention précitée arrive à échéance et que la société ITK n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ITK pour une période de six mois supplémentaire à compter du 1^{er} avril 2020 jusqu'au 30 septembre 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ITK pour la surface de 571,72 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 7 202,29 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 10 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 10 MARS 2020
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SIRT dans le
VEAS Hannibal à Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des « Relations Internationales ; Tourisme et Création, Aménagement et gestion des Parcs d'activité et de l'Immobilier métropolitain »,

CONSIDÉRANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec : la société SIRT, représentée par Monsieur Gilles MULLER est une entreprise spécialisée dans la construction de réseaux électriques et de télécommunication. La société souhaite prendre à bail le lot B07 de 59,35 m² pour une période de 36 mois. L'entreprise emploie 40 personnes. Elle prévoit un effectif de 2 salariés sur site au démarrage et de 6 salariés à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SIRT ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 FEV. 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 28 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la consignation à la
suite de l'exercice du droit de préemption
urbain - Propriété YAKHLAF - Local
commercial avec annexes lots 49-50-65
Résidence L'Espérou - Parcelle LR 48 -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L 213-14,
- Vu l'estimation des services fiscaux en date du 25 octobre 2019,
- Vu la décision de préemption n° MD2019-1137 du 12 novembre 2019,

- CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole a exercé son droit de préemption, en date du 12 novembre 2019, à l'occasion du dépôt d'une déclaration d'intention d'aliéner, sur la propriété de Monsieur Ismail YAKHLAF, composée d'un local commercial avec réserves déclaré libre, constituant les lots 48-50-65 de la copropriété L'Espérou 136 avenue de Louisville à Montpellier, cadastrée section LR 48, au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 15.000 €,
- que Maître Roland SALINDRE, notaire à LEDIGNAN (30) rédacteur de la déclaration d'intention d'aliéner, a été chargé de régulariser la vente de cette propriété à la Métropole à la suite de la préemption,
- que Maître SALINDRE a fait part à la Métropole du refus du propriétaire de vendre son bien,
- que le propriétaire, à la suite de la décision de préemption de la Métropole exercée pourtant dans les conditions et au prix proposés dans la déclaration d'intention d'aliéner, ne peut plus revenir sur la vente,
- que cependant, la survenance de cet événement du fait du propriétaire, constitue un obstacle au paiement du prix de vente dans le délai imparti par l'article L 213-14 du Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption et qu'il convient de procéder, conformément au même article, à la consignation du prix d'acquisition du bien préempté,
- que la cession porte sur un bien libre de toute charge.
- que Monsieur Ismail YAKHLAF demeurant 136 avenue de Louisville Résidence l'Espérou 51B à Montpellier (34), sera le bénéficiaire final de la somme consignée.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La somme de quinze-mille euros (15.000 €), correspondant au prix d'acquisition de la propriété de Monsieur YAKHLAF, sera, à la diligence de Monsieur le trésorier principal municipal, consignée à la Caisse des dépôts et consignations, conformément aux articles L.213-4-1 et L.213-4-2 du code de l'urbanisme.

Cette somme sera prélevée sur le budget 2020, ligne de crédit "Consignations" (imputation 911-275).

ARTICLE 2 : La déconsignation de cette somme ne pourra être effectuée qu'à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **12 MARS 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **12 MARS 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
QUALIPLANTE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat »,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 25 septembre 2014 passée entre la Métropole et la société QUALIPLANTE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 11 novembre 2019,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 26 février 2020,

CONSIDERANT : que la convention précitée arrive à échéance et que la société QUALIPLANTE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALIPLANTE pour une période supplémentaire de six mois à compter du 1^{er} avril 2020 jusqu'au 30 septembre 2020.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUALIPLANTE pour la surface totale de 54,60 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 653,02 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer l'avenant visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
SPORTIHOME au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 27 mars 2017, passée entre la Métropole et la société SPORTIHOME pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 16 février 2018,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 26 février 2020,

CONSIDERANT : que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société SPORTIHOME n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SPORTIHOME pour une période de douze mois à compter du 1^{er} avril 2020 et jusqu'au 31 mars 2021.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SPORTIHOME pour la surface de 44,56 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 623,84 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer l'avenant visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : **10 MARS 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **10 MARS 2020**
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
VAONIS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat »,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 26 janvier 2017 passée entre la Métropole et la société VAONIS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 20 décembre 2018,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 26 février 2020,

CONSIDERANT : que la convention précitée arrive à échéance et que la société VAONIS a besoin de davantage de temps pour structurer son équipe et consolider son assise financière afin de pérenniser son activité et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société VAONIS pour une période de douze mois soit du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société VAONIS pour la surface de 104,05 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 158,07 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer l'avenant visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 MARS 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **10 MARS 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
la convention d'occupation du domaine
public conclue entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
MAINTENANCE TV France pour
l'occupation de locaux au sein du bâtiment
MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celles d'autoriser :
 - l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
 - la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, - la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° 2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2020 au sein du bâtiment MIBI,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat »,
- Vu la convention d'occupation du domaine public conclue en date du 1^{er} février 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société MAINTENANCE TV FRANCE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI pour une durée de 3 ans,

CONSIDÉRANT :

- que la convention précitée est arrivée à échéance et que la société MAINTENANCE TV FRANCE a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire de 3 ans,
- qu'une suite favorable a été réservée à cette demande lors du comité d'agrément du BIC du 26 février 2020,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société MAINTENANCE TV FRANCE pour une période de trois ans à compter du 1^{er} février 2020, soit jusqu'au 31 janvier 2023.

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} février 2020, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société MAINTENANCE TV FRANCE pour la surface de 33,00 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 462,00 euros soit 14,00 euros/m² conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°D2019-777 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3 : La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer l'avenant visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 MARS 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **10 MARS 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société M2S
au sein de la pépinière d'entreprises Cap
Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 27 mars 2017, passée entre la Métropole et la société M2S pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 28 janvier 2019,
- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 26 février 2020,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société M2S n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société M2S pour une période de douze mois à compter du 1^{er} avril 2020 et jusqu'au 31 mars 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société M2S pour la surface de 31,26 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 437,64 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
IDEALYS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 8 avril 2015 passée entre la Métropole et la société IDEALYS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 28 avril 2019,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 26 février 2020,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société IDEALYS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IDEALYS pour une période de six mois à compter du 1^{er} avril 2020 et jusqu'au 30 septembre 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IDEALYS pour la surface de 88,84 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 339,71 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3 La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n° 2 au
marché 3875GD15 de "Nettoiemnt et
collecte des déchets ménagers et assimilés
du centre-ville de Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret 2016-360 en date du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- **VU** la délibération n° 13221 attribuant le marché n° 3875GD15 de « Nettoiemnt et collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier » à l'entreprise S.M.N., pour un montant global de 120 327 900, 72 euros HT et pour une durée de 7 années.
- **VU** la décision n°2018-1178 en date du 03 janvier 2019, autorisant la signature de l'avenant n° 1 au marché n°3875GD15 de « Nettoiemnt et collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier »,

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de passer un avenant n° 2 au marché n° 3875GD15 de « Nettoyement et collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier ».

La Ville de Montpellier gère 4 halles commerçantes et 20 marchés de plein air. Elle exécute jusqu'au 30 mars 2020, dans le cadre d'une convention de gestion conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, les prestations liées à la collecte des halles et marchés et au nettoyage de l'espace public réservé aux marchés de plein air. La Métropole ayant la compétence collecte des déchets ménagers et assimilés, ainsi que la gestion de l'espace public, celles-ci s'exerçant notamment au travers de contrats de collecte et de nettoyage sur la Ville de Montpellier, il apparaît opportun, dans un souci de mutualisation et de meilleure coordination des moyens de propreté déployés sur le territoire de la Ville, d'intégrer les prestations relatives aux halles et marchés dans les prestations générales de collecte et de propreté réalisées sur l'espace public. Ainsi, sur le centre-ville de Montpellier, ces prestations sont intégrées au marché n°3875GD15.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 2 au marché n° 3875GD15 de « Nettoyement et collecte des déchets ménagers et assimilés du centre-ville de Montpellier » avec l'entreprise S.M.N., 351, rue de la Castelle, BP 1231, 34 073 Montpellier cedex 3, d'un montant de 1 928 026 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 118 398 115 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n° 2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13.03.20

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : 17 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 MARS 2020

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°3814GD15 de "Nettoiemnt sur une
partie du territoire de la ville de
Montpellier hors centre-ville"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- **VU** la délibération n° 13220 en date du 22 juillet 2015 attribuant le marché n° 3814GD15 de « Nettoiement sur une partie du territoire de la ville de Montpellier, hors centre-ville » à l'entreprise S.M.N., 351, rue de la Castelle, BP 1231, 34073 Montpellier cedex 03, pour un montant de 41 511 534, 91 euros HT et pour une durée de 7 années.

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un avenant n°1 au marché n° 3814GD15 de « Nettoyement sur une partie du territoire de la ville de Montpellier, hors centre-ville »,
- que la Ville de Montpellier gère 4 halles commerçantes et 20 marchés de plein air,
- qu'elle exécute jusqu'au 30 mars 2020, dans le cadre d'une convention de gestion conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, les prestations liées à la collecte des halles et marchés et au nettoyage de l'espace public réservé aux marchés de plein air. La Métropole ayant la compétence collecte des déchets ménagers et assimilés, ainsi que la gestion de l'espace public, celles-ci s'exerçant notamment au travers de contrats de collecte et de nettoyage sur la Ville de Montpellier,
- qu'il apparaît opportun, dans un souci de mutualisation et de meilleure coordination des moyens de propreté déployés sur le territoire de la ville, d'intégrer les prestations relatives aux halles et marchés dans les prestations générales de collecte et de propreté réalisées sur l'espace public. Ainsi, en dehors du centre-ville de Montpellier, les prestations de nettoyage et de collecte des marchés de plein air sont intégrées au marché n°3814GD15.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°3814GD15 de « Nettoyement sur une partie du territoire de la ville de Montpellier, hors centre-ville » avec l'entreprise S.M.N., 351, rue de la Castelle, BP 1231, 34073 Montpellier cedex 03, avenant n° 1 d'un montant de 899 854 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 41 816 389 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n° 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13.03.20

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : 17 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 MARS 2020

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
contrat de location signé entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la SCI Elphi
Investissements - Places de parking au 157
rue Messidor à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole » ;
- Vu le contrat de location du 28/10/2019 signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI Elphi Investissements concernant la location par la Métropole de 6 emplacements de parking situés au 157 rue Messidor, 34000 Montpellier ;
- CONSIDERANT que le contrat initial prévoit dans les modalités de paiement des versements mensuels concernant le loyer principal ;

-CONSIDERANT que dans un souci pratique de bonne gestion du contrat, il s'avère nécessaire de passer au paiement trimestriel du loyer principal et de signer un avenant n°1 au contrat afin de préciser cette nouvelle modalité de paiement ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 au contrat de location conclu avec la société SCI Elphi Investissements concernant 6 places de parking situées 157 rue Messidor, 34 000 Montpellier.

ARTICLE 2 : L'article « Montant et paiement du loyer principal » du contrat est ainsi modifié : « La présente location est consentie et acceptée moyennant un paiement trimestriel, à terme à échoir, d'un loyer de : 225,00 euros toutes taxes et charges comprises par place. Le loyer est payable le premier jour de chaque trimestre ».

ARTICLE 3 : Les autres articles du contrat de location ne sont pas modifiés.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **05 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice
"Requête en référé n°2000819-1 TA -
CHARRAUD Eric"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- Vu la requête n°2000819-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 18 février 2020 par Monsieur Eric CHARRAUD tendant à condamner la Métropole de Montpellier à faire corriger les travaux de voirie viciés et non conformes participant aux inondations régulières des sous-sols de la résidence Théodora à Montpellier,
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2000819-1 le 18 février 2020 par Monsieur Eric CHARRAUD.

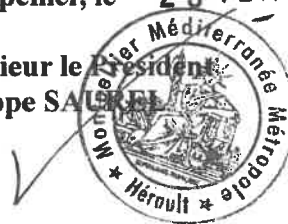
ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la Société d'Avocats Gil-Fourrier et Cros.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



28 FEV. 2020
Publiée le :
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **28 FEV. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord-cadre de
services de nettoyage de fin de chantier
dans le cadre de l'opération de
construction du nouveau Conservatoire à
Rayonnement Régional (Mandat SA3M)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

- Vu la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016,

- **CONSIDERANT :**

- que dans le cadre de l'opération de construction du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional, la conclusion d'un marché public de nettoyage de fin de chantier s'avère nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande d'une durée de 18 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° 40% : prix
 - ° 60 % : valeur technique
- qu'après analyse, l'entreprise Hygie Sphère, 809 Rue Favre de Saint Castor, CS 50756, 34187 Montpellier Cedex 4, présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer l'accord-cadre de services de nettoyage de chantier pour les besoins de la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise Hygie Sphère, pour un montant maximal de 120.000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MARS 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 10 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 10 MARS 2020
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°2
du marché subséquent n°M9C0043DC - de
l'accord-cadre n°M8D0036DC pour le
transport des oeuvres de l'exposition "La
chapelle Deydé de la cathédrale de
Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2019-1043 attribuant le lot n°2 du marché subséquent n°M9C0043DC de l'accord-cadre n°M8D0036DC pour le transport aller et retour des œuvres en provenance des Etats-Unis à l'entreprise LP ART, pour un montant global et forfaitaire de 49 855,00 euros HT et pour une durée de 7 mois à compter de sa notification.

CONSIDERANT :

- Que le prêt de l'œuvre en provenance du Metropolitan Museum of Art de New York aux Etats-Unis est prolongé jusqu'en mars 2021,
- Qu'en conséquence, le transport de cette œuvre vers les Etats-Unis par l'entreprise LP ART est reporté et que la durée du lot n°2 du marché subséquent n°M9C0043DC doit être prolongée jusqu'au 03 avril 2021.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot n°2 du marché subséquent n°M9C0043DC pour le transport des œuvres en provenance des Etats-Unis pour l'exposition *La chapelle Deydé de la cathédrale de Montpellier* avec l'entreprise LP ART. Cet avenant prolonge la durée d'exécution du lot n°2 de 10 mois et n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 AVR. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n° 1 au
marché n° 3787GD15 de "Collecte des
déchets ménagers et assimilés de
Montpellier Méditerranée Métropole - lot
sud"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- VU la délibération n° 13218 en date du 22 juillet 2015 attribuant le marché n° 3787GD15 de « Collecte des déchets ménagers et assimilés de Montpellier Méditerranée Métropole – Lot Sud » à l'entreprise S.M.N., 351, rue de la Castelle, BP 1231, 34073 Montpellier cedex 03, pour un montant de 60 980 291,68 euros HT et pour une durée de 7 années.

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un avenant n°1 au marché n°3787GD15 de « Collecte des déchets ménagers et assimilés de Montpellier Méditerranée Métropole – Lot Sud ».

- que la Ville de Montpellier gère 4 halles commerçantes et 20 marchés de plein air.

- qu'elle exécute jusqu'au 30 mars 2020, dans le cadre d'une convention de gestion conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, les prestations liées à la collecte des halles et marchés et au nettoyage de l'espace public réservé aux marchés de plein air. La Métropole ayant la compétence collecte des déchets ménagers et assimilés, ainsi que la gestion de l'espace public, celles-ci s'exerçant notamment au travers de contrats de collecte et de nettoyage sur la Ville de Montpellier, il apparaît opportun, dans un souci de mutualisation et de meilleure coordination des moyens de propreté déployés sur le territoire de la Ville, d'intégrer les prestations relatives aux halles et marchés dans les prestations générales de collecte et de propreté réalisées sur l'espace public. Ainsi, la collecte des déchets de la Halle des quatre saisons est intégrée dans le périmètre du marché n°3787GD15 – Lot Sud.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° 3787GD15 de « Collecte des déchets ménagers et assimilés de Montpellier Méditerranée Métropole – Lot Sud » avec l'entreprise S.M.N., 351, rue de la Castelle, BP 1231, 34073 Montpellier cedex 03, d'un montant de 33 662 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 58 529 303 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n° 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13.03.20

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL



Publiée le : 17 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M9A3940DE - Action de formation, de
coaching et d'animation pour la rencontre
entreprises innovantes et investisseurs
Montpellier Capital Risque

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu le Code de la commande publique
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi) »,

- CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de lancer un programme de formation et d'accompagnement d'entreprises innovantes à la levée de fonds privés au Business Innovation Centre de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que les actions de ce programme seront dispensées par des intervenants professionnels en support, chargés d'affaires du BIC ;
- que cette prestation est décomposée en 4 lots, chaque lot correspond à un module de formation et fait l'objet d'un marché à prix forfaitaire :

Lot 1 : coaching sur la stratégie de financement et la stratégie de croissance des entreprises sélectionnées et préparation à la présentation sur le fond et la forme pour la journée de rencontre investisseurs,

Lot 2 : coaching, formation à la levée de fonds et aux investisseurs, préparation des rendez-vous individuels avec les investisseurs le jour de la rencontre,

Lot 3 : coaching et formation à la prise de parole en public,

Lot 4 : support à la préparation et à l'animation de rencontre entreprises/investisseurs : Montpellier Capital Risque,

Lot 5 : diffusion de vidéo en direct en mode sécurisé et la mise à disposition en replay des présentations des entrepreneurs pour retransmission en confidentialité et sur code d'accès à la demande des investisseurs et après validation des équipes de la métropole.

Le lot n°5 n'ayant fait l'objet d'aucune offre a été déclaré infructueux ; il a été décidé de ne pas le relancer.

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- valeur technique au regard du mémoire remis 60% décomposée comme suit :
 - la compréhension de la demande et l'approche méthodologique (20%)
 - la qualité de l'intervenant dédié à la mission, ses compétences, ses expériences professionnelles et la maîtrise de la problématique traitée de l'intervention auprès d'un public d'entrepreneurs (30%)
 - l'expertise et les références significatives dans le domaine requis pour répondre à ce marché (10%) ;
- Le critère prix (40 % de la note) sera noté par application de la formule suivante :
$$\text{Note} = (\text{Pmd} / \text{Po}) \times 10$$

Pmd : Prix de l'offre la moins disante
Po : prix de l'offre examinée

- qu'après analyse, les entreprises suivantes présentent l'offre économiquement la plus avantageuse dans chaque lot :

- Lot n°1/ coaching sur la stratégie de financement et la stratégie de croissance des entreprises sélectionnées et préparation à la présentation sur le fond et la forme pour la journée de rencontre investisseurs : **In Extenso Innovation Croissance**, dont le siège social est 200 Rte des Lucioles – Les Algorithmes-Thalès B – 06410 Biot,
- Lot n°2/ coaching, formation à la levée de fonds et aux investisseurs, préparation des rendez-vous individuels avec les investisseurs le jour de la rencontre : **In Extenso Innovation Croissance**, dont le siège social est 200 Rte des Lucioles – Les Algorithmes-Thalès B – 06410 Biot,
- Lot n°3/ coaching et formation à la prise de parole en public : **Neoz Conseil**, dont le siège social est 19N, Quai Victor Augagneur – 69003 Lyon,
- Lot n°4/ support à la préparation et à l'animation de rencontre entreprises/investisseurs Montpellier Capital Risque : **In Extenso Innovation Croissance**, dont le siège social est 200 Rte des Lucioles – Les Algorithmes-Thalès B – 06410 Biot,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché relatif au programme de formation et d'accompagnement d'entreprises innovantes à la levée de fonds privés aux entreprises suivantes, pour un montant global de 43 500 € HT.

Lot n°1/ coaching sur la stratégie de financement et la stratégie de croissance des entreprises sélectionnées et préparation à la présentation sur le fond et la forme pour la journée de rencontre investisseurs : **In Extenso Innovation Croissance**

Montant : dix-neuf mille neuf cent cinquante euros HT (19 950 € HT), soit vingt-trois mille neuf cent quarante euros TTC (23 940 € TTC),

La répartition entre le titulaire et le sous-traitant est prévue comme suit :

- dix-neuf mille cinquante euros HT (19 050 € HT), soit vingt-deux mille huit cent soixante euros TTC (22 860 € TTC) pour **In Extenso Innovation Croissance**, dont le siège social est 200 Rte des Lucioles – Les Algorithmes-Thalès B – 06410 Biot – à régler directement
- neuf cents euros HT (900€ HT), soit mille quatre-vingt euros TTC (1 080 € TTC) pour **SARL J99Fundraising**, dont le siège social est 1, Charabotte – 01230 Chaley – à régler directement,

Lot n°2/ coaching, formation à la levée de fonds et aux investisseurs, préparation des rendez-vous individuels avec les investisseurs le jour de la rencontre : **In Extenso Innovation Croissance**

Montant : sept mille six cent cinquante euros HT (7 650 € HT), soit neuf mille cent quatre-vingt euros TTC (9 180 € TTC),

La répartition entre le titulaire et le sous-traitant est prévue comme suit :

- neuf cents euros HT (900 € HT), soit mille quatre-vingt euros TTC (1 080 € TTC) pour **In Extenso Innovation Croissance**, dont le siège social est 200 Rte des Lucioles – Les Algorithmes-Thalès B – 06410 Biot
- six mille sept cent cinquante euros HT (6 750 € HT), soit 8 100 € TTC pour **SARL J99Fundraising**, dont le siège social est 1, Charabotte – 01230 Chaley – à régler directement,

Lot n°3/ coaching et formation à la prise de parole en public : **NEOZ Conseil**

Montant : huit mille deux cent cinquante euros HT (8 250 € HT), soit neuf mille neuf cents TTC (9 900 € TTC),

Lot n°4/ support à la préparation et à l'animation de la rencontre Montpellier Capital Risque : **In Extenso Innovation Croissance**

Montant : sept mille six cent cinquante euros HT (7 650 € HT), soit neuf mille cent quatre-vingt euros TTC (9 180 € TTC),

La répartition entre le titulaire et le sous-traitant est prévue comme suit :

- neuf cents euros HT (900€ HT), soit mille quatre-vingt euros TTC (1 080 € TTC) pour **In Extenso Innovation Croissance**, dont le siège social est 200 Rte des Lucioles – Les Algorithmes-Thalès B – 06410 Biot
- six mille sept cent cinquante euros HT (6 750 € HT), soit huit mille cent euros TTC 8 100 € TTC pour **SARL J99Fundraising**, dont le siège social est 1, Charabotte – 01230 Chaley – à régler directement

Le marché prend effet à compter de la date de notification jusqu'en décembre 2020. Sa durée est de 12 mois maximum.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : **13 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service Déplacement / Mobilités

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 de
prolongation de la durée du marché
n°5118PP18 ' Étude du doublet de ligne
Nîmes Montpellier - Volet étoile
montpellieraine et valorisation des
anciennes voies ferrées '**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 en date du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et à la Mobilité »,

- Vu la décision n°MD2019-400 attribuant le marché n° 5118PP18 "Étude du doublet de ligne Nîmes Montpellier " - Volet étoile montpelliéraine et valorisation des anciennes voies ferrées à l'entreprise TRANSITEC, mandataire solidaire du groupement conjoint TRANSITEC / SYSTRA, pour un montant de 96 600 euros HT pour une durée de 1 an porté à l'échéance du 29 avril 2020.

- CONSIDERANT :

- Que la mise en œuvre du Contournement ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM) en décembre 2017, a généré la desserte du territoire par un doublet de lignes disposant de plusieurs raccordements aux extrémités du CNM : à Lattes, Saint Gervasy, Redessan, Manduel et Jonquières ;
- Que cette situation a justifié le lancement par l'État, la Région Occitanie, le Département du Gard et Montpellier Méditerranée Métropole d'une étude visant à « l'amélioration du fonctionnement du doublet de ligne entre les nœuds de Nîmes et Montpellier » ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché à prix global et forfaitaire pour une durée de 12 mois à compter de sa notification,
- Que le marché a été notifié le 02 mai 2019 ;
- Que les investigations réalisées jusqu'à présent ont montré le besoin de prolonger le temps de travail avec les partenaires ;
- Que l'exécutif va être renouvelé en mars 2020 et qu'il sera nécessaire de partager et valider le résultat de l'étude par le nouvel exécutif;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de prolongation de la durée du marché n° 5118PP18 "Étude du doublet de ligne Nîmes Montpellier " - Volet étoile montpelliéraine et valorisation des anciennes voies ferrées à l'entreprise TRANSITEC, mandataire solidaire du groupement conjoint TRANSITEC / SYSTRA, pour une durée de 8 mois supplémentaires ; avenant sans incidence sur le montant du marché.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MARS 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO

Publiée le **12 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

12 MARS 2020



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de mandat de
maitrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour
l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de
tramway - Avenant n°6 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des « Transports et de la Mobilité » ;
- Vu la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maitrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché. Le montant total de l'opération est alors estimé à 330 millions d'euros HT et la rémunération du mandataire établi à 13 193 669,91 € HT ;

- Vu la délibération du Conseil n°11816 du 24 septembre 2013 relative à l'avenant n°1 prenant en compte notamment l'approbation de l'avant-projet général et fixant le coût d'objectif de l'opération à 350 millions d'euros HT ;
- Vu la délibération du Conseil n°12127 du 6 février 2014 relative à l'avenant n°2 autorisant TaM à engager la mission de préparation et de passation des 2 marchés à bon de commande d'une durée de 10 ans afin de couvrir les besoins en matière de Système d'Aide à l'Exploitation et de Billettique ;
- Vu la délibération du Conseil n°13543 du 16 décembre 2015 relative à l'avenant n°3 actant que la phase réalisation ne s'appliquera qu'au seul bouclage de la ligne 4 et les prestations associées. L'enveloppe financière de l'opération est fixée à 76,8 millions d'euros HT, constituée des études Ligne 5 jusqu'à la phase PRO et des études et travaux limités au bouclage de la ligne 4, le montant de rémunération du mandataire est ramené à 11 353 981 € HT ;
- Vu la décision n°MD2018-479 du 25 juin 2018 relative à l'avenant n°4, le périmètre des études et procédures administratives confiées au mandataire a été redéfini permettant d'engager la réalisation de la ligne 5 sur le tronçon Nord « Girac - Clapiers / Saint-Denis à Montpellier » et d'obtenir sur la section Ouest la DUP modificative visant à exclure le Parc Montcalm du tracé. La rémunération du mandataire a été ramenée à 9 660 864 € HT, soit une baisse de 26,77 % par rapport à la rémunération initiale du mandataire ;
- Vu la décision n° MD2019-792 du 21 août 2019 relative à l'avenant n°5 prolongeant le marché jusqu'au 30 juin 2020 et fixant le montant de la rémunération du mandataire à 10 891 202 € HT ;

CONSIDERANT :

- que le marché doit être prolongé jusqu'au 31 décembre 2020 afin de permettre au mandataire actuel d'assurer les missions suivantes:
 - Secteur St Eloi-Girac
 - Reprise d'étude sur Pezet, Girac pour intégrer les modifications de programme de 3M
 - Complément d'études pour intégrer l'avancement de l'opération Hortus
 - Etude PRO, DCE et consultation pour la place de la Voie Domitienne
 - Lancement des consultations pour l'ouvrage d'art, marché riverain phase 2
 - Préparation de la seconde enquête parcellaire
 - Suivi des travaux des phases 2 et 3 de l'opération conjointe feeders
 - Secteur Gennevaux-St Eloi (hors OAG)
 - Reprise des études EP sur tracé modifié
 - Reprise des études au niveau EP et AVP sur le tracé non modifié (route de Lavérune, Lepic)
 - Engagement des négociations foncières
 - OA Gennevaux
 - Suivi de la procédure enquête parcellaire
 - Suivi des travaux préparatoires et reconstitution riverain
 - suivi du diagnostic archéologique
 - Suivi et attribution des marchés OA
- qu'il convient d'autoriser TaM à recourir ponctuellement à des établissements bancaires sur des durées n'excédant pas 6 mois, en complétant des avances versées par le mandant, pour le financement des dépenses d'opérations ;
- que le projet d'avenant n°6 a été présenté à la Commission d'Appel d'offres qui s'est réunie le 10 mars 2020, laquelle a émis un avis préalable favorable à sa passation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°6 au marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier fixant le montant de la rémunération du mandataire à 11 855 128 € HT (soit une hausse de 963 926 € HT pour la tranche ferme) représentant une baisse de 10 % par rapport à la rémunération initiale du mandataire.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 MARS 2020

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO**

The image shows a handwritten signature in dark ink, which appears to be 'J. Rico', written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Montpellier Méditerranée Métropole' around the top and 'Hérault' at the bottom, with a central emblem featuring a sun and a star.

Publiée le : 12 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **12 MARS 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un
marché accord cadre "Mandat d'études et
prestations d'AMO pour la réalisation du
PDS de la copropriété Les Cévennes"
(Opération 2939.1)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de M. Noël SEGURA en qualité de Vice-Président au Logement,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Noël SEGURA dans le domaine du Logement,

- Vu la convention de mandat en date du 7 novembre 2019 au bénéfice de la SA3M pour assurer le suivi et l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur la copropriété des Cévennes,
- CONSIDERANT :
 - qu'il y a lieu dans le cadre du dispositif Plan de sauvegarde de proposer un accompagnement social aux ménages les plus en difficulté afin de proposer des solutions individuelles adaptées qui auront également pour effet de diminuer les impayés et d'assainir la trésorerie de la copropriété ;
 - qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R. 2162-1 et suivants du code de la commande publique sous la forme d'un marché accord cadre pour une durée de 2 ans ;
 - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations (30%)
 - ° Valeur technique de l'offre (70%) avec les sous-critères suivants :
 - Moyens humains et techniques (Noté sur 2)
 - Méthodologie pour mobiliser et suivre les ménages (Noté sur 3)
 - Connaissance de l'environnement partenarial (Noté sur 2)
 - Grille type de diagnostic social (Noté sur 1)
 - Proposition de marqueurs de suivi du plan d'actions (Noté sur 1)
 - Modèle de tableau de suivi de la mission (Noté sur 1)
- que l'offre de *L'Avitarelle*, sise 3 rue Charles Didion à Montpellier, est économiquement avantageuse

DECIDE:

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché « Mandat d'études et prestations d'AMO pour la réalisation du PDS de la copropriété *Les Cévennes* » Mission de Conseil en économie sociale et familiale de la copropriété des Cévennes (opération 2939.1) à l'entreprise *L'Avitarelle* pour un montant de 70 000 € HT maximum, sans minimum.

Le marché prend effet à compter de la notification de l'ordre de service. Sa durée est de 2 ans avec reconduction possible de 2 années supplémentaires.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 au titre du mandat précité avec la SA3M.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MARS 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Noël SEGURA

Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

13 MARS 2020



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°4 au
marché 4025MG16 "Prestation de
Télésurveillance, intervention de sureté et
sécurité des équipements de Montpellier
Méditerranée Métropole"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole ;
- VU la notification du 20/09/2016 attribuant le marché n° 4025MG16 « Prestation de Télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société GLCE Littoral, Parc de Bellegarde, 1 chemin de Borie 34 170 Castelnau-le-Lez, pour un montant forfaitaire de 667 185,84 euros HT, pour une durée de 9 mois puis 12 mois reconductibles 3 fois prenant fin le 20/06/2020 ;

- VU la décision MD 2018-1168 autorisant la signature de l'avenant n°1 portant sur la suppression du report de la télésurveillance sur un PC extérieur et modifiant le montant initial du marché pour la partie forfaitaire ;
- VU la décision MD 2019-1299 autorisant la signature de l'avenant n°2 qui rajoute une ligne au Bordereaux de Prix Unitaires intitulée « forfait d'intervention sur déclenchement » ;
- VU la décision MD 2020-147 autorisant la signature l'avenant n°3 qui rajoute un bâtiment à la liste des sites concernés,

CONSIDERANT :

- Que la redéfinition nécessaire et complexe du besoin a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure, il est nécessaire de prolonger le marché n°4025MG16 d'un mois au regard des cas de modifications autorisés par le code de la commande publique ;
- L'avis favorable rendu par la Commission d'Appel d'Offres du 3 mars 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°4 au marché n° 4025MG16 « Prestation de Télésurveillance, intervention de sureté et sécurité des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » avec la société GLCE Littoral, d'un montant de 55 598,82 HT (soit 66 718,58 TTC) pour la partie forfaitaire sans révision des prix, portant le nouveau montant pour la partie forfaitaire du marché sans la révision de prix à 706 944,66 € HT (soit 848 333,59 € TTC).

Le nouveau montant pour la partie forfaitaire du marché public avec la révision des prix est de 774 708,18€ HT soit 929 649,81€ TTC.

La durée du marché est prolongée d'un mois soit jusqu'au 20 juillet 2020.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 10 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

10 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n° 2 à la
convention de partenariat pour la
"Réalisation d'une expérimentation
bénéficiant d'un travail de recherche sur
l'adoption de comportements éco-
responsables des usagers d'une zone
urbaine déterminée"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la délibération du Conseil n° 14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu la délibération du Conseil relative aux délégations permanentes, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de « la Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;

- Vu l'article 14 3° de l'ordonnance du 23/07/2015 sur les marchés publics relatifs aux marchés de recherche et développement pour lesquels l'acheteur n'acquiert pas la propriété exclusive des résultats ou ne finance pas entièrement la prestation;
- Vu la décision n°D2017-461 du 10 août 2017 d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à la convention de partenariat conclue le 29 décembre 2014 entre la Métropole, la SERM et la société E3d-Environnement pour la réalisation d'une expérimentation bénéficiant d'un travail de recherche sur l'adoption de comportements éco responsables des usagers d'une zone urbaine déterminée, au motif d'étendre le périmètre d'expérimentation à un ensemble urbain plus vaste de 6000 foyers supplémentaires autour des îlots urbains du périmètre initial, afin de pouvoir mesurer de manière fiable les impacts des changements de comportements obtenus;

CONSIDERANT :

- que la phase de mobilisation des foyers volontaires pour participer à l'expérimentation a nécessité plus d'une année au lieu des quatre mois initialement prévus, les techniques de mobilisation faisant elle-même partie du dispositif expérimental ;
- que l'inscription des agents et salariés des partenaires de la convention au dispositif expérimental n'a débuté qu'à partir de 2019 ;
- qu'il est par conséquent nécessaire de prolonger la durée de la convention pour permettre, conformément aux protocoles expérimentaux mis en œuvre, un accompagnement de dix-huit mois pour chacun des foyers adhérents au dispositif et au minimum d'un an pour les agents et salariés des partenaires de la convention ;
- qu'un deuxième avenant à la convention doit donc être conclu entre les trois partenaires, en application de l'article 14 3° de l'ordonnance du 23/07/2015, pour mener à leur terme les protocoles expérimentaux et permettre d'évaluer précisément leurs impacts sur les changements de comportements obtenus et leurs conséquences en matière d'économie pour la collectivité et les usagers et d'amélioration des indicateurs de performance sur la réduction et le tri des déchets, la propreté des espaces publics, les mobilités alternatives, la ressource en eau et les consommations énergétiques ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 2 à la convention de partenariat pour la réalisation d'une expérimentation bénéficiant d'un travail de recherche sur l'adoption de comportements éco responsables des usagers d'une zone urbaine déterminée signée le 29 décembre 2014 entre la Métropole, la SERM et la société E3D-Environnement.

ARTICLE 2 : Cet avenant a pour objectif de permettre de finaliser l'expérimentation au terme d'un accompagnement de dix-huit mois des derniers foyers et d'au minimum un an des agents et salariés des partenaires de la convention inscrits sur la plate-forme expérimentale GD6D.

ARTICLE 3 : La durée de la convention est ainsi prolongée de dix-huit mois, jusqu'au 31 décembre 2020.

ARTICLE 4 : Le montant du présent avenant s'élève à 29 000 euros HT à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole et 6 000 € HT à la charge de la SERM.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation pour ce faire est habilitée à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier le 13/03/2020 Décision n° MD2020-261

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : 17 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 17 MARS 2020
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Environnement

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'un bail
rural à caractère environnemental entre
Montpellier Méditerranée Métropole et
Monsieur Sébastien Soufflet - Domaine de
Viviers à Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène Fourcade en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° 13665 du 24 février 2016 relative à la mise en œuvre de la politique agroécologique et alimentaire de la métropole – axe 1 consolidation du tissu des fermes nourricières en agroécologie – appels à projets sur les domaines de Viviers et de la condamine – élaboration de la démarche,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène Fourcade dans les domaines de « l'Agroécologie et de l'alimentation »,

- Vu le projet de bail rural à caractère environnemental entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Sébastien SOUFFLET, demeurant 5 chemin de la Cartairade à Jacou concernant une partie de la parcelle cadastrée AV4(p) pour une contenance d'environ 45 887 m2 située sur la commune de Jacou, Domaine de Viviers,

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de la démarche d'appel à projet « consolidation du tissu des fermes nourricières en agroécologie » initiée par Montpellier Méditerranée Métropole, la candidature de Monsieur Sébastien Soufflet a été retenue pour le site de Viviers à l'issue du processus de sélection définie par la délibération n°13665 susvisée pour développer un projet de production maraîchère et arboricole biologique destinée à la vente directe et locale,

- que la mise à disposition du foncier s'est effectuée dans un premier temps au travers d'un prêt à usage consenti à Monsieur Sébastien SOUFFLET portant sur une partie de la parcelle cadastrée AV4 (p) propriété de la Métropole sur la commune de Jacou et renouvelé une fois,

- qu'au cours de cette période, des investissements ont été réalisés conjointement par Montpellier Méditerranée Métropole (raccordements réseaux) et Monsieur Sébastien Soufflet (pose de serres et clôtures) afin de permettre le démarrage de l'activité sur le site,

- qu'il convient de sécuriser le support foncier de l'activité de Monsieur Sébastien Soufflet tout en assurant la gestion durable en agroécologie nourricière locale conformément à la démarche engagée par la collectivité,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail rural à caractère environnemental avec Monsieur Sébastien SOUFFLET,

ARTICLE 2 : le bail porte sur une partie de la parcelle cadastrée AV4 (p), propriété de la Métropole, pour une contenance d'environ 45 887 m2, située au Domaine de Viviers, sur la commune de Jacou,

ARTICLE 3 : le contrat est conclu pour une durée de 9 ans à compter de sa signature,

ARTICLE 4 : le montant du fermage annuel est de cinq cent trente euros et quatre vingt sept centimes (530.87 €), soit cent quinze euros et soixante et onze centimes (115.71€) par hectare,

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire, à signer le bail visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° MD2020-263

Montpellier, le

10 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

10 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société RESILIENT
INNOVATION dans le VEAS Parc 2000 à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier :

La société RESILIENT INNOVATION, représentée par Monsieur Jordan MIRON est une SAS dont l'activité est le développement et la commercialisation de dispositifs médicaux de rééducation pour les problèmes moteurs liés notamment à la maladie de Parkinson

Elle est candidate à la location du lot B07 de 60.93 m² pour une période de 36 mois.

L'entreprise projette un effectif de 9 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société RESILIENT INNOVATION ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SATUREL



Publiée le : **28 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire **28 FEV. 2020**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution des lots 3 et
10 du marché n°M8D0027EP-1 "
Fournitures de matériel et de pièces
détachées d'éclairage public"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public ;

CONSIDERANT :

- que le marché de fourniture de matériel et de pièces détachées d'éclairage public répond aux besoins de la Métropole en matière de d'amélioration et d'entretien du patrimoine existant ;
- que les lots 3 et 10 ont été déclarés infructueux lors de la procédure initiale ;

- qu'une procédure de marché négocié sans mise en concurrence a été lancée conformément à l'article R2124-3 6° du Code de la Commande Publique sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum ni maximum et pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 70%
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique – 30%
- que le pouvoir adjudicateur a choisi le 6 janvier 2020 l'entreprise Atelier du Métal sise 80 rue des artisans 34130 Lansargues pour le lot 3, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse et l'entreprise Lacroix City EP sise 1 rue de Maupas 39380 Les Chères pour le lot 10, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le lot 3 « pièces métalliques » du marché M8D0027EP-1 à l'entreprise Atelier du Métal sur la base d'un accord cadre sans minimum ni maximum et d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois.

D'attribuer le lot 10 « petit matériel d'entretien et de sécurité pour les réseaux d'éclairage public » du marché M8D0027EP-1 à l'entreprise Lacroix City EP sur la base d'un accord cadre sans minimum ni maximum et d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois.

Les marchés prennent effet à compter de l'ordre de service de démarrage.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 MARS 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "Requête 2000855-8 TA - Madeleine PICOU"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- Vu la requête n°2000855-8 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 février 2020 par Madame Madeleine PICOU sollicitant une expertise médicale consécutivement à une chute dont elle a été victime sur la voirie de la commune de Cournonterral le 27 avril 2018,
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2000855 - 8 le 19 février 2020 par Madame Madeleine PICOU.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats «AUDOUIN».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 06 MARS 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
SNAPKIN au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat »,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 30 octobre 2014 passée entre la Métropole et la société SNAPKIN pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises

Cap Oméga pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 26 novembre 2019,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 27 février 2020,

CONSIDERANT : que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société SNAPKIN n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SNAPKIN pour une période de six mois à compter du 1^{er} mai 2020 et jusqu'au 31 octobre 2020.

ARTICLE 2 : La société mettra à profit ce délai pour achever son installation complète et définitive sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} mai 2020, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SNAPKIN pour la surface de 45,36 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 684,03 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° MD2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 4 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer l'avenant visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 10 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 10 MARS 2020
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de signature
de la société en création SAS JMINOX
TECHNOLOGIE dans les Ateliers Relais
de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose d'Ateliers-Relais disponibles à la location pour des sociétés artisanales, industrielles et de services.
- CONSIDERANT que la société SAS JMINOX TECHNOLOGIE (en cours de création) recherche des locaux afin d'exercer son activité qui porte sur la fabrication de procédés techniques dans le domaine de l'environnement et l'agroalimentaire.

La société, qui sera représentée par sa présidente Christine BELIKOFF-SERPAUD, est candidate à la location du lot 9 de 112.50 m² pour une période de 36 mois.

Avec la création de deux emplois au démarrage, la société prévoit un effectif de 5 personnes d'ici 3 ans.

DECIDE

ARTICLE 1 : La candidature de la future société SAS JMINOX TECHNOLOGIE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 FEV. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 28 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 FEV. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société NOMA dans le
VEAS Parc 2000 à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier :

La société NOMA, représentée par sa présidente, Madame Anne-Sophie DIVERRES est une SAS dont l'activité est la création graphique et le développement web.

Elle est actuellement locataire du lot B07 de 60.93 m² et souhaite transférer son activité sur le lot B01 d'une surface de 68.39m² pour une période de 36 mois.

L'entreprise projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société NOMA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 FEV. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société COMPUTER
ENGINEERING dans le VEAS
HANNIBAL à Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Considérant la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec :

La société COMPUTER ENGINEERING, représentée par son responsable sur le site de Montpellier, Monsieur MASCHPY est une SARL spécialisée dans l'édition de logiciels pour le monde hospitalier. Elle est candidate à la location du lot B05 de 59.35 m² pour une période de 36 mois.

L'entreprise emploie 5 personnes et prévoit un effectif de 7 salariés à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société COMPUTER ENGINEERING ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 FEV. 2020**

Monsieur le Président
Philippe **ARRÊTÉ**



Publiée le : **28 FEV. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 FEV. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
BSWEB PriceComparator au sein de la
pépinière d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat »,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 01 mai 2016 passée entre la Métropole et la société BSWEB PriceComparator pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 11 juin 2019,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 26 février 2020,

CONSIDERANT : que la convention précitée arrive à échéance et que la société BSWEB PriceComparator n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société BSWEB PriceComparator pour une période de douze mois à compter du 1^{er} mai 2020 et jusqu'au 30 avril 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société BSWEB PriceComparator pour la surface de 62,65 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 749,29 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer l'avenant visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

10 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : **10 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

10 MARS 2020

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle H 739 rue Gaston Baissette -
Commune de Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord du propriétaire pour céder la parcelle cadastrée H 739 d'une superficie de 464 m², à Montpellier Méditerranée Métropole en vue de son intégration dans le domaine public,
- Considérant qu'il convient de régulariser la propriété de cette emprise déjà aménagée en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame SORIA ou toute autre personne titrée sur le bien, la parcelle H 739 (464 m²) située rue Gaston Baissette à Castries.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir une emprise intégrée dans la voirie. La parcelle sera classée dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAGREI



Publiée le : 04 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

04 JUIN 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°20MA00661 CAA - Michelle
HERNANDEZ"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- Vu la requête n°20MA00661 déposée près la CAA de Marseille le 17 février 2020 par Madame Michelle HERNANDEZ contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1906633 du 31 janvier 2020 rejetant sa demande d'expertise aux fins d'apprécier les préjudices subis à la suite d'une chute dont elle a été victime sur la commune de Saint Georges d'Orques.
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°20MA00661 par Madame Michelle HERNANDEZ.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Gonzague PHELIP, Avocat.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le . **06 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **06 MARS 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **06 MARS 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
mandat de maîtrise d'ouvrage relative au
Parc multi-glisse Gérard-Bruyère à
Baillargues - Avenant n° 1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n° 12200 en date du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- Vu la délibération n° 14772 en date du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives » et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES,
- Vu la délibération n° M2019-800 en date du 18 décembre 2019, actant l'effectivité du transfert du Parc Gérard-Bruyère à Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-1167 en date du 21 janvier 2020, autorisant la signature d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole, ayant pour objet de confier à la Ville de Baillargues la continuité opérationnelle de certaines procédures pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole en date du 21 janvier 2020,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité, afin de permettre une parfaite continuité dans la poursuite des procédures engagées par la Ville de Baillargues, et pour faciliter les modalités administratives du transfert du Parc Gérard-Bruyère, de mettre en œuvre une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article L. 2422-5 du Code de la commande publique, ayant pour objet de confier à la Ville de Baillargues la continuité opérationnelle de certaines procédures pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole,
- la nécessité, dans le cadre de la construction d'un bâtiment d'accueil et de restauration, que la Ville de Baillargues procède à la passation de l'ensemble des marchés d'études relatifs à la conception dudit bâtiment,
- qu'il convient de modifier, par avenant, l'article 5.2.1 relatif aux attributions de la Ville de Baillargues, afin d'intégrer la modification susmentionnée,

D É C I D E

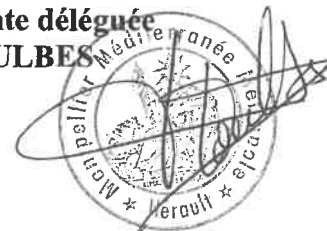
ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole, ayant pour objet de confier à la Ville de Baillargues la continuité opérationnelle de certaines procédures pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : 11 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 11 MARS 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n° 4689DS17 -
Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et
l'accueil du haut niveau au Centre
Nautique Neptune de Montpellier
Méditerranée Métropole - Avenant n° 1

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n° 12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

- Vu la délibération n° 14102 en date du 28 septembre 2016 relative au lancement de l'opération relative à la réhabilitation et à l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération n° 14189 en date du 25 octobre 2016 relative au lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre,
- Vu la décision n° MD2018-298 du 23 avril 2018 attribuant le marché n° 4689DS17 « Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole » au groupement CHABANNE & PARTENAIRES, pour un forfait de rémunération provisoire de 1 535 860,00 € H.T. soit 1 843 032,00 € T.T.C., dans le cadre d'une procédure lancée conformément à l'article 30.I.6° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché négocié sans mise en concurrence avec le lauréat du concours de maîtrise d'œuvre, pour une durée prévisionnelle de trois ans,
- Vu les articles 3 et 7 du Cahier des Clauses Administratives Particulières du marché de maîtrise d'œuvre, qui prévoit de valider l'avant-projet définitif, d'arrêter le forfait prévisionnel de réalisation des travaux sur lequel le titulaire s'engage, et de fixer le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre qui en découle,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité, pour des raisons techniques, imprévisibles au stade du concours, de modifier le programme et d'en prolonger le calendrier prévisionnel d'exécution,
- que le coût réajusté des travaux des éléments hors programme qui en résulte (au mois M0 – février 2018) est évalué à 1 850 000,00 € H.T.,
- que le coût réajusté des travaux pour les éléments initialement prévus au programme (au mois M0 – février 2018) est de 10 280 900,00 € H.T., soit un coût total des travaux sur lequel le maître d'œuvre s'engage de 12 130 900,00 € H.T. (valeur février 2018),
- que le taux de rémunération de la mission de base ($t = 13.10 \%$) demeure inchangé,
- que l'APD ayant été validé, il convient de contractualiser les modifications et évolutions du programme ainsi que le forfait définitif de rémunération,
- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 10 mars 2020, a émis un avis favorable à la passation de cet avenant,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n° 4689DS17 « Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune de Montpellier Méditerranée Métropole » portant le montant total estimatif annuel du marché à 1 807 148€ H.T.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

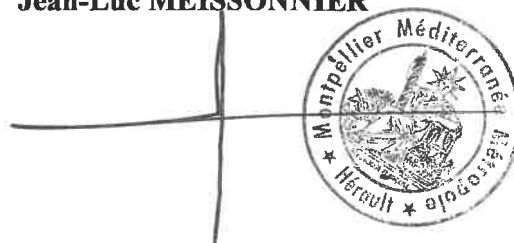
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER**

Publiée le : 13 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire **13 MARS 2020**
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n° 02/CR/19
"conception-réalisation relatif aux
équipements de Télési nautique du parc
Gérard-Bruyère" - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président,
- Vu la délibération n° 14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives » et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES,
- Vu la délibération n° M2019-800 en date du 18 décembre 2019, relative au transfert du parc Gérard-Bruyère de la Ville de Baillargues à Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la convention de mandat en date du 21 janvier 2020 entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole, par laquelle est confié par Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Baillargues le soin de préparer et passer la procédure d'attribution du marché de conception-réalisation relatif aux équipements de Télési nautique du parc Gérard-Bruyère,
- Vu la décision n° MD2020-120 en date du 11 février 2020 relative à la désignation du jury du marché n° 02CR19 de conception-réalisation relatif aux équipements de télési nautique du parc Gérard-Bruyère,
- Vu l'arrêté n° MAI2020-0017 en date du 12 février 2020 relatif à la désignation de la représentante de Monsieur le Président au jury du marché n° 02CR19 de conception-réalisation relatif aux équipements de télési nautique du parc Gérard-Bruyère,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer l'établissement des études et l'exécution des travaux relatifs aux équipements de Télési nautique du parc Gérard-Bruyère,
- qu'un marché de conception-réalisation a été lancé par la Ville de Baillargues, conformément aux articles L. 2171-2 et R. 2171-1 du code de la commande publique, sous la forme d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, en application de l'article R. 2122-2, pour une durée de vingt-sept mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique : 60% ;
 - ° Prix des prestations : 40%,
- que le jury, convoqué le 10 mars 2020, a classé les offres et choisi l'offre variante de l'entreprise RIXEN CABLEWAY GMBH, sise 9, Neufeldstrasse, 85232 Bergkirchen (Allemagne), pour un montant total (tranche ferme et tranches optionnelles) de 942 700,00 € H.T., comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de conception-réalisation n° 02/CR/19 relatif aux équipements de Télési nautique du parc Gérard-Bruyère à l'entreprise RIXEN CABLEWAY GMBH, pour un montant total (offre variante) de 942 700,00€ H.T (tranche ferme : 849 600€ H.T, tranche optionnelle 1 : 85 000€ H.T, tranche optionnelle 2 : 8 100€).

Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de vingt-sept mois.

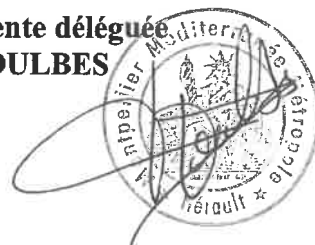
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : 11 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11 MARS 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles BT 71, BT 153, AI 401, AI 448,
AK 109 commune de Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de GGL GROUPE par mail en date 17 décembre 2018 pour céder les parcelles BT 71, BT 153, AI 401, AI 448, AK 109 d'une superficie totale de 308 m², situées sur la commune de Saint Jean de Védas,
- Considérant ces parcelles sont déjà aménagées en voirie, et qu'il convient de régulariser la propriété foncière de ces emprises à vocation publique,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL GROUPE ou toute société se substituant, les parcelles BT 71, BT 153, AI 401, AI 448, AK 109 d'une superficie totale de 308 m², situées sur la commune de Saint-Jean de Védas,

ARTICLE 2 : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : l'acquisition est consentie à un euro (1€) pour tout prix, avec dispense de paiement compte-tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Maître Billet LLORCA, notaire à Pignan, se verra confier aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "Requête
N°20MA00616 CAA Marseille - Didier
GINESTOUX"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- Vu la requête n°20MA00616 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 13 février 2020 par Monsieur Didier GINESTOUX contre le jugement n°1700186 du Tribunal Administratif de Montpellier du 12 décembre 2019 rejetant sa demande d'indemnisation pour préjudices subis consécutivement à un accident de circulation dont il a été victime rue Doscares à Castelnau le Lez,
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°20MA00616 le 13 février 2020 par Monsieur Didier Ginestoux.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats PARME.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 06 MARS 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AP 259 auprès de l'indivision
Roux-Neuville rue de la Ducque -
Commune de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de l'indivision Roux-Neuville pour céder la parcelle AP 259 d'une superficie de 42 m² située rue de la Ducque à Prades-le-Lez,
- Considérant la nécessité de sécuriser la circulation des piétons le long de la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'indivision Roux-Neuville, la parcelle AP 259 d'une superficie de 42 m² située rue de la Ducque à Prades-le-Lez, en vue de la réalisation d'un cheminement piétonnier en bordure de la voie.

ARTICLE 2 : Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. La reconstruction de la clôture sera prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre des travaux de voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le :

04 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

04 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation de
dépôt de déclaration préalable de travaux
pour le projet de restauration des décors
peints du foyer de l'Opéra Comédie**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- Vu la délibération n°M2019-279 en date du 23 mai 2019 autorisant la signature d'une convention de souscription entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Fondation du Patrimoine relative au projet de restauration des décors peints du grand foyer de l'Opéra Comédie, signée en date du 30 mai 2019,

Considérant :

- que des travaux de restauration des décors du grand foyer de l'Opéra sont nécessaires,
- qu'au vu de la nature des travaux envisagés (travaux intérieurs situés en secteur sauvegardé), la réalisation de l'opération nécessite le dépôt d'une déclaration préalable de travaux auprès des services compétents de la Ville de Montpellier,

DECIDE

Article 1 : D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable de travaux pour l'opération de restauration des décors du grand foyer de l'Opéra Comédie, situé place de la Comédie, à Montpellier.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la demande de permis de construire visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 3 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



- 3 MARS 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

- 3 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AP 257 auprès de M. Roux Patrick
rue de la Ducque - Commune de Prades-le-
Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de Monsieur Patrick Roux pour céder la parcelle AP 257 d'une superficie de 6 m² située rue de la Ducque à Prades-le-Lez,

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser un cheminement piétonnier en bordure de la rue de la Ducque, en vue de sécuriser la circulation des piétons et la sortie des véhicules sur cette voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Patrick Roux, la parcelle AP 257 d'une superficie de 6 m² située rue de la Ducque à Prades-le-Lez, en vue de la réalisation d'un cheminement piétonnier en bordure de la voie.

ARTICLE 2 : Cette acquisition est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAFREI



Publiée le :

04 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

04 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Environnement

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
coopération opérationnelle de gestion
environnementale de l'espace agronaturel
"Garrigues du Larzat" sur la commune de
Villeneuve-Lès-Maguelone entre
Montpellier Méditerranée Métropole et le
Conservatoire des Espaces Naturels du
Languedoc-Roussillon**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'arrêté n°MAR2018-0209 du 12 octobre 2018, portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement Durable, de l'Environnement, incluant la protection et la mise en valeur des milieux naturels sensibles, de la lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores ; de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique, incluant l'Aquarium Mare Nostrum et le Planétarium Galilée ; du Plan Climat Air Energie Territorial ; de la Réhabilitation thermique des copropriétés,
- Vu la délibération n°12671 du 18 décembre 2014, portant le bilan de la concertation et approuvant le dossier de création de la zone d'activités économiques « ZAC Charles Martel Extension » à Villeneuve-lès-Maguelone,

- Vu la délibération n°M2019-719 du 18 décembre 2019, approuvant le dossier de réalisation de la ZAC,
- Vu la délibération n°M2019-409 du 23 juillet 2019, approuvant les termes de la convention de coopération pour la préservation de la biodiversité entre le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon (CEN L-R) et Montpellier Méditerranée Métropole (convention signée le 29 octobre 2019), ainsi qu'un modèle de convention de coopération opérationnelle « type », « prévoyant la déclinaison conjointe d'une politique ambitieuse de gestion et de pérennisation des actions de compensations environnementales résiduelles pouvant être liées aux projets d'aménagements, d'infrastructures, d'équipements sur le territoire, dans un objectif de zéro perte nette de biodiversité, voire de gain ».

CONSIDERANT

- que dans le cadre de la mise en application de la démarche « Eviter, Réduire, Compenser » lors de la conception de la zone d'activités économiques « Charles Martel Extension » à Villeneuve-lès-Maguelone, une demande de dérogation au titre de la destruction d'espèces protégées a été déposée auprès des services de l'Etat par la Communauté d'Agglomération de Montpellier (devenue depuis Montpellier Méditerranée Métropole),
- que l'arrêté préfectoral n°DREAL-BCM-2016-043-01 en date du 12 février 2016, de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de faune sauvage protégée, définit notamment les mesures compensatoires, d'accompagnement et de suivi, à mener sur le secteur des « garrigues du Larzat » sur une période de 30 ans,
- qu'un plan de gestion a été établi pour une durée de 5 ans. Celui-ci constitue un état initial du milieu et définit les actions compensatoires à engager sur les 5 premières années. A l'issue de ces 5 ans, des actions correctives pourront être menées le cas échéant,
- que pour mettre en œuvre ce plan de gestion, une convention de coopération opérationnelle avec le CEN L-R est nécessaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'approuver les termes de la convention de coopération opérationnelle de gestion environnementale de l'espace agronaturel « garrigues du Larzat », sur la commune de Villeneuve-Lès-Maguelone, en compensation de l'aménagement de la « ZAC Charles Martel Extension », avec le CEN L-R.

ARTICLE 2 : la durée de la convention est de 5 ans à compter de la date de signature, renouvelable tacitement une fois.

ARTICLE 3 : le montant des dépenses à engager par Montpellier Méditerranée Métropole s'établit à un montant maximum 152 602 € HT pour les 5 premières années.

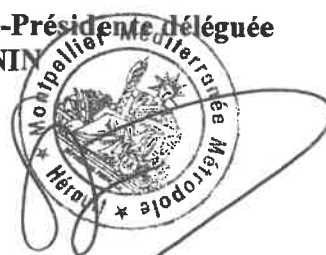
ARTICLE 4 : de dire que cette dépense sera imputée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer la convention visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le trésorier Principal, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 MARS 2020

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Stéphanie JANNIN**



Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de
groupement de commandes publiques
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la Ville de Montpellier pour la
maintenance et prestations
complémentaire du logiciel droits de cité**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur, recherche, innovation, international et Artisanat » ;

- CONSIDERANT :

- la volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle, enjoignent les collectivités, conformément au droit de la Commande Publique (L 2113-7 du Code de la Commande Publique.

), à se regrouper dans le cadre de groupements de commandes afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie ;

- le souhait de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché de maintenance et prestation complémentaires du logiciel droits de cités.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de groupement de commandes publiques est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, relative à la passation d'un marché de maintenance et prestation complémentaires du logiciel droits de cités, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement, au sens de l'article L 2113-7 du Code de la Commande Publique, chaque collectivité étant chargée de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

ARTICLE 3 : Cette convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARIO



Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 13 MARS 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société NEUTRONMED
dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Considérant la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec : la société NEUTRONMED, représentée par son gérant Monsieur Chabane DJIDEL est spécialisée dans la vente et la maintenance de matériels médicaux. Elle est candidate à la location du lot B01 de 64.85 m² pour une période de 36 mois. La société emploie 2 personnes et prévoit un effectif de 2 salariés à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société NEUTRONMED ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **05 MARS 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **05 MARS 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision modificative relative au marché
n° M9D5240DS - Travaux d'aménagement
et d'entretien des bâtiments sportifs

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

- Vu la décision n° MD2019-717 en date du 26 août 2019 attribuant les lots 1 à 11 du marché n° M9D5240DS « Travaux d'aménagement et d'entretien des bâtiments sportifs »,

CONSIDÉRANT :

- que le marché n° M9D5240DS prévoit des dépenses devant être ventilées à la fois dans la section de fonctionnement et dans la section d'investissement,
- la nécessité, au regard de l'imputation de la dépense prévue par la décision susmentionnée, de prévoir également une imputation de la dépense sur le chapitre 933,
- que cette modification n'a aucune incidence sur le marché en question,

D É C I D E

ARTICLE 1 : De modifier l'article 2 de la décision n° MD2019-717 en date du 26 août 2019 attribuant les lots 1 à 11 du marché n° M9D5240DS « Travaux d'aménagement et d'entretien des bâtiments sportifs ».

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

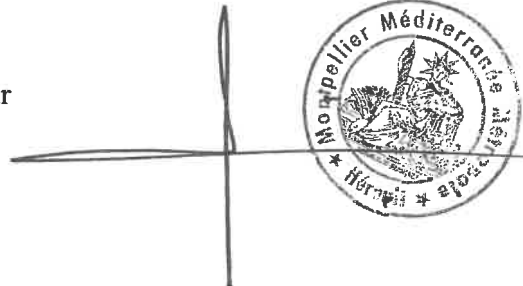
ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **1 3 MARS 2020**

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER**

Publiée le : 1 3 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **1 3 MARS 2020**
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la vente de 13
appartements et annexes à la Société
d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) -
Commune de Montpellier- Copropriété des
Cévennes située 29 rue Calvin, cadastrée
section MS 290 - Nouveau projet de
renouvellement urbain du quartier des
Cévennes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,
- Vu l'ordonnance n° 2020 du 25 mars 2020 sur les mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux pour faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19,
- Vu l'ordonnance n°2020 – 391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- Vu l'arrêté n° MAR2020-0050 donnant délégation de signature à Monsieur Christian FINA en sa qualité de Directeur Général des Services,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement.
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-698 du 18 décembre 2019, approuvant la création de l'opération « nouveau projet de renouvellement urbain du quartier du quartier des Cévennes », désignant la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) comme titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier des Cévennes et approuvant les termes du traité de concession,

-Vu le traité de concession signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M en date du 14 janvier 2020 relatif au Projet de Renouvellement Urbain d'Intérêt Régional (PRIR) portant sur le périmètre des CEVENNES ,

- Vu le tableau annexé regroupant les caractéristiques des biens préemptés qu'il convient de revendre

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

- que Montpellier Méditerranée Métropole est devenu propriétaire des biens situés dans la copropriété des Cévennes, 29 rue Calvin à Montpellier, après avoir exercé son droit de préemption urbain dans le cadre du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier des Cévennes.

- que dans le cadre du traité de concession, il appartient à la Métropole de revendre à la SA3M les biens acquis par voie de préemption ou à l'amiable situés dans le périmètre de concession signée avec la SA3M, relatif au Projet de Renouvellement Urbain d'Intérêt Régional (PRIR) portant sur le périmètre des CEVENNES pour mener à bien l'opération de renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SA3M les biens situés dans la copropriété des Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, dont la liste est détaillée ci-dessous:

-lot 3350, bâtiment R, au prix de 3 800 € majoré de 55,08€ de frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-lots 5290 et 5820, bâtiment A7 au prix de 78 000 € majoré de 2 989,51 € de frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-lots 5654 et 5658, bâtiment G3 au prix de 84 500 € majoré de 2 961,17 € de frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-lot 2682, bâtiment H1, au prix de 49 500 € majoré de 2 998,08 € de frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

- lots 5410 et 5424, bâtiment B3, au prix de 77 500 € majoré de 11 506,52 € de frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-lot 5187 et 5161, bâtiment A4, au prix de 105 280 € majoré de 4 084,58 € de frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-lot 2998, bâtiment L2, au prix de 47 500 € majoré des frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-lots 2412 et 5785, bâtiment C5, au prix de 80 000 € majoré de 2 504,74 € de frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-lots 3287, 5688 et 5680, bâtiment G4, au prix de 50 000 € majoré de 7 042 € de frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-lot 3020, bâtiment L3, au prix de 59 500 € majoré de 2 502,47 € de frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-lots 5836, 5040 et 5015, bâtiment A1, au prix de 73 500 € majoré des frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-lots 2740 et 3305, bâtiment I2, au prix de 45 000 € majoré de 8 174 € de frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-lot 2961, bâtiment K, au prix de 28 000 € majoré de 8 613 ,01 € de frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale.

ARTICLE 2 : Les frais occasionnés par les reventes seront à la charge exclusive et directe de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : La recette relative à cette affaire est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 JUIN 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 24 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la vente de 18
appartements avec annexes et de 2 garages
à la Société d'Aménagement de
Montpellier Méditerranée Métropole
(SA3M) - Commune de Montpellier -
Quartier Mosson- Nouveau Programme
National de Renouvellement Urbain
(NPNRU)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,
- Vu l'ordonnance n° 2020 du 25 mars 2020 sur les mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux pour faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19,
- Vu l'ordonnance n°2020 – 391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- Vu l'arrêté n° MAR2020-0050 donnant délégation de signature à Monsieur Christian FINA en sa qualité de Directeur Général des Services,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement.
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,

- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-696 du 18 décembre 2019, approuvant la création de l'opération «nouveau projet de renouvellement urbain du quartier du quartier de la Mosson», désignant la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) comme titulaire de la concession de renouvellement urbain du quartier de la mosson et approuvant les termes du traité de concession,

-Vu le traité de concession signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M du 14 janvier 2020 relatif au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

-Vu le tableau annexé regroupant les caractéristiques des biens revendus

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

- que Montpellier Méditerranée Métropole est devenue propriétaire des biens objet de la présente, après avoir exercé son droit de préemption urbain dans le cadre du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain du quartier de La Mosson.

- que dans le cadre du traité de concession, il appartient à la Métropole de revendre à la SA3M les biens acquis par voie de préemption ou à l'amiable situés dans le périmètre de concession signée avec la SA3M relatif au Nouveau Projet de Renouvellement Urbain portant sur le périmètre de LA MOSSON afin de lui permettre de mener à bien l'opération de renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la SA3M les biens situés dans le quartier de la Mosson, commune de Montpellier, désignés ci-dessous :

- avenue de Louisville, copropriété l'Hortus, cadastrée section LR n° 12 et 15 : lots 419 et 439 au prix de 58 000 € correspondant au prix d'achat majoré de 2 053,65 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

- avenue de Louisville, copropriété Nouveau Peyrou, cadastrée section LR n° 51 : lots 37, 81 et 668 au prix de 80 000 € correspondant au prix d'achat majoré de 7 324,88 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-avenue de Louisville, copropriété Nouveau Peyrou, cadastrée section LR n° 51 : lots 368, 455 et 746 au prix de 50 000 € correspondant au prix d'achat majoré de 7 500 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-525 avenue de l'Europe, copropriété Bonnier de la Mosson, cadastrée section LR n° 25 : lots 1063, 1067, 1247 et 1327 au prix de 50 000 € correspondant au prix d'achat majoré de 3 283,02 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

- 1324 avenue de Heidelberg, copropriété Plein Ciel, cadastrée section LR n° 262 et 3 : lots 427 et 494 au prix de 60 000 € correspondant au prix d'achat majoré de 3 296,02 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-525 avenue de l'Europe, copropriété Bonnier de la Mosson, cadastrée section LR n° 25 : lots 1030, 1060 et 1093 au prix de 52 000 € correspondant au prix d'achat majoré de 3 537,02€ représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-72 avenue de Louisville, copropriété Pic Saint Loup, cadastrée section LR n° 33, 34, 79 et 81 : lots 100, 36 et 24 au prix de 50 000 € correspondant au prix d'achat majoré de 4 953,80 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-1324 avenue de Heidelberg, copropriété Plein Ciel, cadastrée section LR n° 262 et 3 : lots 438, 476 et 35 au prix de 57 000 € correspondant au prix d'achat majoré de 2 313,87 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-288 rue d'Uppsala, copropriété Les Allées du Bois, cadastrée section LS n° 13 : lots 55, 115 et 659 au prix de 71 000 € correspondant au prix d'achat majoré de 4 726,90 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-avenue de Louisville, copropriété Nouveau Peyrou, cadastrée section LR n° 51 : lots 320, 407, 537 et 693 au prix de 51 000 € correspondant au prix d'achat majoré de 4 000,63 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-136 avenue de Louisville, copropriété Espérou, cadastrée section LR n° 48 : lot 122 au prix de 55 364 € correspondant au prix d'achat majoré de 2 120 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-288 rue d'Uppsala, copropriété Les Allées du Bois, cadastrée section LS n° 13 : lots 55, 411, 488 et 595 au prix de 74 000 € correspondant au prix d'achat majoré de 3 430,88 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-303/313 rue Pierre Cardenal, copropriété Résidence du lac, cadastrée section LY n° 47 : lots 268 et 938 au prix de 50 000 € correspondant au prix d'achat majoré de 6 994,61 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-avenue de Louisville, copropriété Nouveau Peyrou, cadastrée section LR n° 51 : lots 338 et 425 au prix de 53 000 € correspondant au prix d'achat majoré de 4 441,77 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-136 avenue de Louisville, copropriété Espérou, cadastrée section LR n° 48 : lots 24 et 31 au prix de 9 500 € correspondant au prix d'achat majoré des frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-1-2-3-4-5-6 cour del riu, copropriété Del Riu, cadastrée section LZ n° 53 : lots 09 et 18 au prix de 40 000 € correspondant au prix d'achat majoré de 2 352,80 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-303/313 rue Pierre Cardenal, copropriété Résidence du lac, cadastrée section LY n° 47 : lots 968, 863, 626, 627, 628, 629, 944, 945, 946 au prix de 74 250 € correspondant au prix d'achat majoré de 3 177,49 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-136 avenue de Louisville, copropriété Espérou, cadastrée section LR n° 48 : lots 05, 60 et 74 au prix de 43 000 € correspondant au prix d'achat majoré de 1 431,91 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale,

-450 le grand Mail, copropriété Font del Rey II, cadastrée section LR n° 296 : lot 296 au prix de 80 000 € correspondant au prix d'achat majoré de 2 133,12 € représentant les frais supportés par la Métropole lors de l'acquisition initiale.

ARTICLE 2 : Les frais occasionnés par la revente seront à la charge exclusive et directe de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : La recette relative à cette affaire est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de signature de signer tout document relatif à cette affaire et notamment l'acte authentique.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 JUIN 2020**

**Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA**



Publiée le : 24 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **24 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution d'une
convention de mandat pour la réalisation
d'études préalables au réaménagement des
accès au centre commercial de ' Trifontaine
' - secteur Blanquette**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 4^{ème} Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des « Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain ».
- **CONSIDERANT :**
 - Que le développement de sites économiques permettant l'implantation et le développement d'entreprises déployant une chaîne complète de solutions foncières et immobilières doit s'accompagner de la réalisation d'accès confortable, tout mode confondu.

- Qu'il est nécessaire de faire réaliser des études préalables à l'aménagement de l'entrée nord de la commune de Montpellier afin de désenclaver les accès du centre commercial dénommé « Trifontaine » mais également du secteur dit « Blanquette ».

DECIDE :

ARTICLE 1 : Une convention de Mandat est passée avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

ARTICLE 2 : Le mandat concerne la réalisation d'études préalables à l'aménagement des accès au centre commercial de « Trifontaine ».

ARTICLE 3 : La durée prévisionnelle du mandat est égale à 24 mois à compter de l'entrée en vigueur du mandat.

ARTICLE 4 : Il est prévu la réalisation d'études pour un montant prévisionnel de 220 000 € H.T, la rémunération du mandataire est égale à 50 000 € H.T.

ARTICLE 5 : Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de Mandat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR

**Pour le Vice-Président
Par délégation**

JACKIE GARRAUD - BOULBES

Publiée le : **13 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AM 202, 2 impasse de Montmaur
à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté n°A2017-191 du 27 juillet 2017 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT :

- que 48 m² du bien immobilier situé route de Mende à Montpellier, au n°2 de l'impasse du hameau de Montmaur cadastré section AM n° 202 appartenant à l'indivision Jouanique / Parpette sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway.
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition de ladite emprise de 48 m², ainsi que leur prise de possession par anticipation et d'autoriser la réalisation des travaux de reconstitution sur les parcelles AM 200 et 201 conservées par le propriétaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une partie (48 m²) du bien immobilier, terrain attenant à un bâti à usage d'habitation de 747m² situé au 2 Impasse de Montmaur, anciennement cadastré section AM n° 18 et appartenant Mr Laurent PARPETTE et Mme Marie-José JOUANIQUE épouse MARCHAL et divisée en AM 200 / 201 / 202.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 320 euros (QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.
-

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée du bien désigné à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit et prend effet à compter de sa signature par les indivisaires susmentionnés et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles AM 200 et AM 201 est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de la signature des indivisaires sus mentionnés.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles AM 200 et AM 201 est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 10 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 10 MARS 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Cimetière métropolitain
Décision relative aux travaux de
déplacement d'ouvrages GrDF**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche »,
- Vu la délibération n°13245 en date du 30 septembre 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a défini les critères relatifs à la compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain »,

- Vu la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier,
 - Vu la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire,
 - Vu la délibération n°V2019-324 du 27/09/2019 par laquelle la Ville de Montpellier a autorisé le dépôt et l'octroi d'autorisation d'urbanisme au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ou tout tiers substitué,
 - Vu la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,
- CONSIDERANT :**
- Que dans le cadre de sa compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réaliser le projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
 - Qu'il est nécessaire de dévier une partie du réseau de gaz de GrDF pour créer la future conciergerie et la terrasse paysagère ;
 - Que seul le concessionnaire GrDF est autorisé à réaliser les travaux sur ses ouvrages ;
 - Que ces travaux font en conséquence l'objet d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable, conformément à l'article R. 2122-3 du code de la commande publique ;

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché pour les travaux de déplacement des ouvrages GrDF à la société GrDF pour un montant de 64 335.76 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 MARS 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Laurent JAOUL

Publiée le : - 5 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 5 MARS 2020

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision modificative relative au marché
n°5016MG18 ' Accord-cadre pour les
travaux neufs, de rénovation et
réhabilitation sur les bâtiments de
Montpellier Méditerranée Métropole ' -
Imputation des dépenses**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux Marchés Publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques, Protocole »,
- Vu la décision MD2018-1156 attribuant les lots du marché n°5016MG18 « Accord-cadre pour les travaux neufs, de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » pour un montant sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an à compter de la notification reconductible 3 fois aux entreprises suivantes :

- Lot n°1 - Travaux maçonnerie - Carrelage et le lot n°2 - Charpente - Couverture bois à l'entreprise SARL BALBOA FRERES,
- Lot n°3 - Serrurerie-Menuiseries extérieures à la SARL TECHNIFER,
- Lot n°4 - Menuiserie intérieure, extérieure bois et agencement à la SARL MENUISERIE CARDONNET, le marché prend effet à compter de la notification.
- Lot n°5 - Stores, volets rideau b.s.o, à la société CLEMENT ET FILS,
- Lot n°6 - Cloisons - Faux plafonds à la société SODAC SARL,
- Lot n°7 - Peintures – Sols souples à la société JLC PEINTURES,
- Lot n°8 - Electricité à la société INEO MP LR-Agence maintenance,
- Lot n°11 - Déconstruction – Désamiantage à la société AVENIR CONSTRUCTION,
- Lot n°12 - Signalétique du bâtiment à la société ADZIF VISUAL FACTORY,

-Vu la décision MD2019-146 attribuant le lot n° 10 « Etanchéité bitumeuse et synthétique » du marché 5016MG18 à l'entreprise SAS ETI,

CONSIDERANT

- Que les décisions visées ci-dessus comportent une erreur matérielle en raison de l'omission de chapitres concernant l'imputation des dépenses du marché 5016MG18 « Accord-cadre pour les travaux neufs, de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole »,

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que les dépenses concernant l'ensemble des lots sus visés du marché 5016MG18 « Accord-cadre pour les travaux neufs, de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » seront imputées sur le Budget Principal et Budgets Annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 13 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 MARS 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
n°8.427/8 portant sur les Travaux Feeder
AEP rues Dunant, Pezet, Truel et Route de
Mende dans le cadre de la 5ème ligne de
tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- Vu la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,
- **CONSIDERANT :**
 - Qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure négociée en application des articles R.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du code de la commande publique portant sur les travaux Feeders AEP Rues Dunant, Pezet, Truel et Route de Mende n°8.427/8 dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
 - Que le marché est composé de deux lots : le lot 1 comprend la fourniture et la mise en œuvre de canalisations DN 1000 secteur Dunant et Truel et le lot 2 comprend la fourniture et la mise en œuvre de canalisations DN 1300 route de Mende et rue Pezet.
 - Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,
 - Qu'après analyse, le groupement EHTP (mandataire) / TTPR Services / MALET-SPIE BATIGNOLLES pour le lot 1 et le groupement RAZEL BEC (mandataire) / SADE CGTH pour le lot 2, présentent les offres les plus économiquement les plus avantageuses,
 - Que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 3 mars 2020 a procédé à l'examen, au classement des offres et a choisi l'offre du groupement d'entreprises EHTP (mandataire) / TTPR Services / MALET-SPIE BATIGNOLLES sise à Mauguio pour le lot 1 et le groupement RAZEL BEC (mandataire) / SADE CGTH sise à Saint Jean de Védas (34) pour le lot 2.

DECIDE

ARTICLE 1 : le marché 8.427/8 relatif aux Travaux Feeder AEP rues Dunant, Pezet, Truel et Route de Mende dans le cadre de la 5ème ligne de tramway, est attribué au groupement EHTP (mandataire) / TTPR Services / MALET-SPIE pour le lot 1 pour une durée prévisionnelle de 9 mois à compter de la notification et au groupement RAZEL BEC (mandataire) / SADE CGTH pour le lot 2 pour une durée prévisionnelle de 10 mois à compter de la notification.

ARTICLE 2 : Ce marché à prix unitaire est conclu pour un montant, résultant du Détail Quantitatif Estimatif, de 1 945 671,70 € HT pour le lot 1 et de 6 292 941,80 € HT pour le lot 2. Cette dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le marché visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution des marchés, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

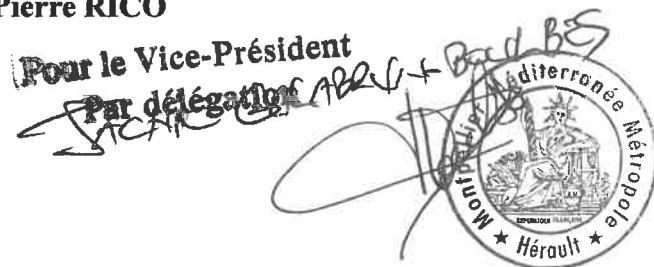
ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MARS 2020

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO

Publiée le : 13 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 13 MARS 2020
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Clôture du mandat d'étude POPAC Cévennes

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L2122-23,
- VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II,
- Vu la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'arrêté n°MAR2020-0050 donnant délégation de signature à Monsieur Christian FINA en sa qualité de Directeur général des services,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la convention de mandat notifiée en date du 16 septembre 2016 au bénéfice de la SA3M,

Considérant :

- que l'ensemble des missions prévues dans le cadre du mandat d'étude POPAC Cévennes ont été réalisées à savoir le suivi des travaux sur Cévennes 1 et la réalisation de diagnostics multi-critères sur les bâtiments de Cévennes 2 et Parc des Arceaux, et que donc le mandat délivré à la SA3M peut donc être clos ;
- qu'une décision a été prise conformément à l'article L300-3 du code de l'urbanisme ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De clore le marché de mandat d'études entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M.

ARTICLE 2 : D'accepter les comptes du mandat tels que présentés dans le document de reddition des comptes avec un solde dû par la Métropole à la SA3M de 56,41 € au titre des frais financiers.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 26 JUIN 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official seal. The seal contains the text 'Montpellier Méditerranée Métropole' around the top and 'Hérault' at the bottom, with a central emblem. The signature is written over the text 'Monsieur Le Directeur Général des Services' and 'Christian FINA'.

Publiée le : 26 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 26 JUIN 2020
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion au Groupement des Autorités
Responsables des Transports**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- VU la délibération n°14050 en date du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean Pierre RICO dans les domaines des « Transports et de la Mobilité »,
- VU l'adhésion, par délibération en date du 24 novembre 2016, de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association Groupement des Autorités Responsables de Transport (GART) dont l'objectif est la promotion des transports publics et des modes alternatifs à l'usage individuel de la voiture.

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de maintenir l'adhésion 2020 au GART (Groupement des Autorités Responsables de Transport) pour le partage des informations et des bonnes pratiques en matière de transport et de mobilités. Cette association fondée en 1980, est en effet un acteur influent au service de la promotion des transports publics et des modes alternatifs à l'usage individuel de la

voiture. En tant qu'expert incontournable des grands enjeux de la mobilité durable, le GART assure l'échange d'informations entre les collectivités et leurs groupements, intervient auprès des services de l'Etat et développe les initiatives nécessaires au développement des transports en commun.

CONSIDERANT que pour l'année 2020, la cotisation a été fixée à 0,048 € par habitant, soit pour Montpellier Méditerranée Métropole: $0,048 \times 472\,573 \text{ habitants} = 22\,683.50 \text{ €}$.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion au Groupement des Autorités Responsables de Transport (GART) pour l'exercice 2020, dont le montant de cotisation s'élève à 22 683.50 € TTC.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits inscrits en nature 6281, chapitre 11 du Budget Annexe Transport.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 MARS 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **10 MARS 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Cour d'Appel
de Montpellier - Gaspard de Pillot de
Coligny "**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- Vu la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage relative au parc multi-glisse Gérard Bruyère à Baillargues signée entre la commune de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole en vertu de la décision n°MD2019-1167 du 21 janvier 2020,
- Vu l'appel près la Cour d'Appel de Montpellier du jugement n° RG 18-00109 du Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault du 16 septembre 2019 déposé par Monsieur François Gaspard de Pillot de Coligny et les consorts Arnaud,
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour d'Appel de Montpellier suite au dépôt de l'Appel du jugement n°RG 18 - 00109 du 16 septembre 2019 par Monsieur François Gaspard de Pillot de Coligny et les consorts Arnaud.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Xavier Hemeury.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **06 MARS 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **06 MARS 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la délégation du Droit
de Prémption Urbain et du Droit de
Prémption Urbain Renforcé sur le
territoire de la commune de MONTAUD**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de MONTAUD approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°M2019-713 en date du 18 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones urbaines et les zones d'urbanisation futures délimitées par le Plan Local d'Urbanisme de la commune de MONTAUD,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°M2020-23 en date du 31 janvier 2020 instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur la zone UA2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de MONTAUD.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé à la commune de MONTAUD, sur la totalité des zones entrant dans le champs d'applications de ces droits de préemption tel qu'indiqué sur le plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 MARS 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **13 MARS 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°2 au
marché 3815 d'assistance à maîtrise
d'ouvrage pour l'extension et l'adaptation
de la station d'épuration MAERA**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- Vu la délibération 12433 du 05 août 2014 autorisant la signature le marché n° 3815 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension et l'adaptation de la station d'épuration MAERA avec le groupement IRH INGENIEUR CONSEIL/ BRL INGENIERIE dont le mandataire est la société IRH INGENIEUR CONSEIL sise 190 rue Louise Labé - CS 18001 - 69970 CHAPONNAY, pour un montant de 789 580 euros HT et pour une durée estimée de 7 ans,
- Vu la décision n°MD2019-1059 du 5 novembre 2019 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché n° 3815 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension et l'adaptation de la station

d'épuration MAERA avec le groupement IRH INGENIEUR CONSEIL/ BRL INGENIERIE dont le mandataire est la société IRH INGENIEUR CONSEIL sise 190 rue Louise Labé - CS 18001 - 69970 CHAPONNAY, pour un montant de 71 600 euros HT portant le nouveau montant du marché à 861 180€ HT,

- CONSIDERANT :

- Que des prestations supplémentaires sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues, et qu'elles ne peuvent sans inconvénients majeurs être confiées à un autre prestataire,
- Que la masse des travaux se trouve augmentée;
- Qu'il résulte des deux points précédents que les délais d'exécution doivent être prolongés,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n° 3815 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension et l'adaptation de la station d'épuration MAERA avec le groupement IRH INGENIEUR CONSEIL/ BRL INGENIERIE dont le mandataire est la société IRH INGENIEUR CONSEIL sise 190 rue Louise Labé - CS 18001 - 69970 CHAPONNAY, avenant d'un montant de 198 310 euros HT portant le nouveau montant du marché à 1 059 490€ HT.

ARTICLE 2 : De prolonger la durée estimative d'exécution de 2 ans, la faisant passer de 7 à 9 ans.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : **16 MARS 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 MARS 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la délégation du Droit
de Préemption Urbain sur le territoire de
la commune de FABREGUES**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de FABREGUES approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°M2019-712 en date du 18 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones urbaines et les zones d'urbanisation futures délimitées par le Plan Local d'Urbanisme de la commune de FABREGUES.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de préemption urbain à la commune de FABREGUES, sur les zones urbaines et les zones d'urbanisation futures tel qu'indiqué sur le plan annexé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 MARS 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MARS 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **13 MARS 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Ressources Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un contrat
d'abonnement n°MOB0024JM
"Abonnement juridique" - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu le décret relatif aux marchés publics,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD, dans le domaine de « l'Administration générale, aux contentieux et affaires juridiques et au protocole »,

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire pour les agents de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment ceux de la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics, d'avoir accès à une base de données juridiques fiable regroupant différents domaines du droit,

- que les critères suivants : prix, qualité des analyses juridiques, existence de fiches pratiques, domaines accessibles, pertinence de la base de données, délai des mises à jour, veille personnalisable.

- qu'après analyse, l'entreprise LEXIS NEXIS SA, 141 rue de Javel 75747 Paris cedex 15, présente l'offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché MOB0024JM « Abonnement juridique » à l'entreprise LEXIS NEXIS SA, pour un montant de 35 160 € HT.

Le marché prend effet à compter de la date de notification. Sa durée est d'un an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 MARS 2020

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD

Publiée le : 31 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 MARS 2020

Réception en Préfecture :



Le Président de
Montpellier Méditerranée Métropole

Philippe SAUREL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la consignation à la
suite de l'exercice du Droit de Prémption
Urbain - Propriété PELLECUER -
appartement avec annexes lots 5836-5040-
5015 copropriété Les Cévennes - Parcelle
MS 290 - Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,

- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L. 213-14,
- Vu l'estimation des services fiscaux en date du 07 novembre 2019,
- Vu la décision de préemption n°MD2019-1226 du 6 décembre 2019,

CONSIDERANT :

- que le 6 novembre 2019 Montpellier Méditerranée Métropole a exercé son droit de préemption, à l'occasion du dépôt d'une déclaration d'intention d'aliéner, sur la propriété de Madame Raymonde PELLECUER, un appartement occupé par un locataire avec cave et parking, constituant les lots 5040-5015-5836 bâtiment A1 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 73 500 € en ce compris 6 800 € de commission d'agence.
- que le jour de la signature de l'acte Madame PELLECUER a refusé de signer ledit acte remettant la signature à une date incompatible avec les délais de régularisation imposés par le Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption urbain.
- que la survenance de cet événement du fait du propriétaire, constitue un obstacle au paiement du prix de vente dans le délai imparti par l'article L 213-14 du Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption et qu'il convient de procéder, conformément au même article, à la consignation du prix d'acquisition du bien préempté.
- que la cession porte sur un bien libre de toute charge.
- que Madame Raymonde PELLECUER demeurant 10 rue du Clos Saint Jean à Lattes (34970), sera le bénéficiaire final de la somme consignée.

D E C I D E

ARTICLE 1 : : La somme de soixante-treize-mille-cinq-cent euros (73 500 €), correspondant au prix d'acquisition de la propriété de Madame PELLECUER, sera, à la diligence de Monsieur le Trésorier Principal Municipal, consignée à la Caisse des dépôts et consignations, conformément aux articles L. 213-4-1 et L. 213-4-2 du Code de l'urbanisme.

Cette somme sera prélevée sur le budget 2020, ligne de crédit "Consignations" (imputation 911-275).

ARTICLE 2 : La déconsignation de cette somme ne pourra être effectuée qu'à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MARS 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 MARS 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 16 MARS 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise en place d'une
ligne de trésorerie 2020 - Société Générale
- Financement à court terme**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget. Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées autorisant la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires.

- Vu les tableaux d'analyse des offres,

CONSIDERANT :

- Qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place, souhaitée effective pour le 11 mai 2020,
- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé une consultation pour le renouvellement de sa ligne de trésorerie,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes de 10 millions d'euros chacune, qui répondent le mieux à la demande exprimée,

DECIDE :

ARTICLE 1 :

Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec la **SOCIETE GENERALE**, dont le siège social est situé à PARIS 75009, 29 Boulevard Haussmann, ayant pour numéro unique d'identification 552 120 222 RCS PARIS.

ARTICLE 2 :

L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 :

Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10.000.000 euros (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

ARTICLE 4 :

Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE LA LIGNE DE TRESORERIE UTILISABLE PAR TIRAGES	
Prêteur	La Société Générale
Objet	Financement des besoins de trésorerie.
Nature	Ligne de Trésorerie utilisable par tirages
Montant maximum	10 000 000 EUR
Durée maximum	1 an à compter de la date de signature du contrat soit 364 jours.
Taux d'Intérêt	Euribor 1 mois moyenné + marge de 0.30 %
Base de calcul	Exact/360
Modalités de remboursement	Paiement mensuel à terme échu des intérêts.au plus tard quinze jours après la fin du mois civil précédent, calculés en fonction du nombre exact de jours écoulés (en appliquant le diviseur réglementaire 360 jours). Remboursement du capital à tout moment et au plus tard à l'échéance finale
Date d'effet du contrat	le 11 mai 2020
Date d'échéance du contrat	le 10 mai 2021
Garantie	Néant
Commission d'engagement	0.05% du Montant maximum payable au plus tard à la Date de prise d'effet du contrat soit 5 000 EUR.
Frais de dossier	1 500 EUR
Commission de non utilisation	0.000% du montant non utilisé

ARTICLE 5 :

Monsieur le Président est autorisé à signer la convention et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 AVR. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise en place d'une
ligne de trésorerie 2020 - ARKEA -
Financement à court terme**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget. Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées autorisant la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires.

- Vu les tableaux d'analyse des offres,

CONSIDERANT :

- Qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place, souhaitée effective pour le 11 mai 2020,
- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé une consultation pour le renouvellement de sa ligne de trésorerie,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes de 10 millions d'euros chacune, qui répondent le mieux à la demande exprimée,

DECIDE :

ARTICLE 1 :

Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec **ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS**, dont le Siège Social est sis au RELECQ-KERHUON (FINISTERE) – Allée Louis LICHOU, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Brest sous le n° B 378.398.911.

ARTICLE 2 :

L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 :

Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10.000.000 euros (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

ARTICLE 4 :

Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE LA LIGNE DE TRESORERIE UTILISABLE PAR TIRAGES	
Prêteur	ARKEA
Objet	Financement des besoins de trésorerie.
Nature	Ligne de Trésorerie utilisable par tirages
Montant maximum	10 000 000 EUR
Durée maximum	1 an à compter de la date de signature du contrat soit 364 jours.
Taux d'Intérêt	Euribor 3 mois moyenné + marge de 0.42 %
Base de calcul	Exact/360
Modalités de remboursement	Paiement trimestriel. Remboursement du capital à tout moment et au plus tard à l'échéance finale
Date d'effet du contrat	le 11 mai 2020
Date d'échéance du contrat	le 10 mai 2021
Garantie	Néant
Commission d'engagement	0.05% du Montant maximum payable soit 5 000 EUR
Frais de dossiers	Néant
Commission de non utilisation	0.000% du montant non utilisé

ARTICLE 5 :

Monsieur le Président est autorisé à signer la convention et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 AVR. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 22 AVR. 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de la
candidature de la société RUPTURE
TECH CONSULTING dans le VEAS
Hannibal à Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Considérant la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec : la SARL RUPTURE TECH CONSULTING, représentée par son co-gérant Monsieur Guillaume PAINSECQ, est spécialisée dans le conseil en distribution d'imprimantes 3D. Elle est candidate à la sous-location du lot A08 de 122,69 m² pour une durée de 4 mois maximum ; le détenteur principal du bail étant actuellement la SAS REEL MEDITERRANEE. L'objet de cette implantation est la création d'une ferme d'imprimantes 3D destinée à la production d'équipements de protection pour répondre à la crise sanitaire COVID-19. La société bénéficie d'une mise à disposition gratuite des locaux (loyer et charges) pour motif d'intérêt général.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société RUPTURE TECH CONSULTING ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 - AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 7 - AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 7 - AVR. 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société FRENCH
CREATIV dans les Ateliers Relais de
Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Considérant la demande d'agrément de la société FRENCH CREATIV en vue du renouvellement de sa location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez. La société, représentée par son Président, Monsieur Jean-Claude MESLEM, est spécialisée dans la conception et la réalisation de matériel mécanique et électronique et la distribution de matériel destiné à l'esthétique. Elle est candidate au renouvellement de son bail pour le lot A02 de 112,50 m² pour une période de 36 mois. La société emploie 4 salariés et prévoit un effectif de 5 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société FRENCH CREATIV ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

3 - AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 7 - AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 7 - AVR. 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'agrément de candidature de la
société VECTEUR BOIS dans les Ateliers
Relais de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Considérant la demande d'agrément de la société VECTEUR BOIS en vue du renouvellement de sa location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez. La société, représentée par son gérant, Monsieur Olivier CUSNARU, est spécialisée dans la construction, charpente et couverture en ossature bois. Elle est candidate au renouvellement de son bail pour les lots A07 et A08 de 220,20 m² pour une période de 36 mois. La société emploie 6 salariés et prévoit un effectif de 8 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société VECTEUR BOIS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 - AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 7 - AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 7 - AVR. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de la
candidature de la société VIVODIA -
SOLUTIONS CERAMIQUES dans les
Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Considérant la demande d'agrément de la société VIVODIA - SOLUTIONS CERAMIQUES en vue du renouvellement de sa location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez. La société, représentée par son gérant, Monsieur Nicolas COURTOIS, est spécialisée dans l'entretien et la vente de produits pour la céramique. Elle est candidate au renouvellement de son bail pour le lot A06 de 105 m² pour une période de 36 mois. La société emploie 2 salariés et prévoit un effectif de 4 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société VIVODIA - SOLUTIONS CERAMIQUES ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

3 - AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 7 - AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 7 - AVR. 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M0C0009EP relatif à l'accord-cadre
n°5023AT17 - Travaux préparatoires et
dévoisement de réseaux en préparation des
travaux de l'aménagement du carrefour
RD610-RD54 à Saint Génies des Mourgues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- le besoin de travaux préparatoires et dévoisement de réseaux en préparation des travaux de l'aménagement du carrefour RD610-RD54 à Saint Génies des Mourgues ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent, pour une durée globale de 2 mois, hors période de préparation de 4 semaines ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 60 %
- Valeur technique au regard du mémoire technique : 40 %

- qu'après analyse, l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON, Agence Baillargues, ZA La Biste, 82 Rue Jean Baptiste Calvignac, CS 70013, 34671 BAILLARGUES Cedex présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M0C0009EP – Travaux préparatoires et dévoiement de réseaux en préparation des travaux de l'aménagement du carrefour RD610-RD54 à Saint Génies des Mourgues à l'entreprise EUROVIA, pour un montant estimatif de 72 205,00 € HT.

Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée globale est de 2 mois, hors période de préparation de 4 semaines.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MAI 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'attribution du marché
d'ingénierie N°M9B0117EP relatif à l'audit
et au calcul des capacités portantes des
ouvrages d'art**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

Considérant :

- que la vérification des capacités portantes de 34 ouvrages d'art permettra à Montpellier Méditerranée Métropole de répondre aux demandes de franchissement de ces ouvrages par différents types de convois exceptionnels ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 4 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° la valeur technique : 60%
 - ° le prix de prestations : 40%

- qu'après analyse, l'entreprise Théorems sise 28, rue Pierre Curie – 59000 Lille présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché d'audit et de calcul de portance des ouvrages d'art N°M9B0117EP à l'entreprise Théorems, pour un montant de 69.250,00 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 AVR. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Attribution de subvention à l'Association
Producteurs d'Occitanie dans le cadre de
la politique Alimentaire**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II.

CONSIDERANT :

- qu'en cette période de crise, il est plus que jamais nécessaire de soutenir l'approvisionnement alimentaire local, tant au regard des difficultés économiques rencontrées par les producteurs dont les débouchés habituels sont limités, qu'au regard de l'urgence à proposer une alternative locale à des importations alimentaires réduites ;
- l'action de l'association Producteurs d'Occitanie qui offre aux agriculteurs locaux un service mutualisé de commercialisation de leurs produits concourant ainsi à l'organisation des filières de production en favorisant le regroupement de l'offre ;
- que cette association permet aux producteurs d'accéder plus facilement aux différents marchés professionnels (commerces de proximité, grandes surfaces, restauration hors domicile) ;

- qu'en passant via l'association, les acheteurs bénéficient d'une seule facturation et d'un seul service de livraison ;
- que la massification a lieu sur le Marché d'Intérêt National, en toute proximité et synergie avec le carreau des producteurs.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer une subvention d'un montant de 10 000 € (dix mille euros) pour l'exercice 2020, sous réserve de la signature d'une convention, à l'association Producteurs d'Occitanie association de loi 1901, dont le siège social est situé 281 av du Marché Gare, Boite n°1, 34 070 Montpellier, représentée par Monsieur Régis MARCON, son Président. Cette aide permettra à l'association de louer un entrepôt au Marché d'Intérêt National pour la préparation de commandes et de professionnaliser la fonction commerciale et logistique indispensable à son développement et à la gestion de la crise.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 07 MAI 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la régularisation du
transfert de propriété de divers
équipements, de commune de Castelnau-le-
Lez dans le patrimoine de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Castelnau-le-Lez n° 2020/02-16 en date du 27 février 2020,
- Considérant qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Castelnau-le-Lez utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code,

- Considérant que, d'un commun accord, les terrains et ouvrages ci-dessous sont transférés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Castelnau-le-Lez, des biens énumérés ci-dessous :

En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

Gestion des déchets ménagers et assimilés

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m ²
Point propreté	CX n° 38	3 501

En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

Equipements culturel et sportif

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m ²
Médiathèque Aimé Césaire	BC n° 324p	6 561
Piscine Christine Caron	CL 429	2 244

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif. Certaines parcelles devant être divisées, les contenances seront précisées lors de l'établissement des documents d'arpentage.

En matière de compétence politique locale de l'habitat :

Aire d'accueil des gens du voyage

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m ²
Aire d'accueil des gens du voyage	AB n° 31	3 717
	AB n° 34	4 024

Equipement au titre de la compétence aménagement de l'espace métropolitain :

Parcs et aires de stationnement

Nom du bien	N° de lot	Descriptif
Parking « le Vicarello » Assiette foncière totale : 2 939m ² BC n° 190- 650m ² BC n° 300- 135m ² BC n° 303- 609m ² BC n° 304- 104m ² BC n° 306- 381m ²	10 12 5	Parc stationnement Rampe accès Esplanade à vocation publique

BC n° 308- 711m ² BC n° 318- 248m ² BC n° 320-7m ² BC n° 323- 57m ² BC n° 325- 37m ²	8	Passage piétons
---	---	-----------------

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit, les frais d'acte notariés étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord cadre à
marchés subséquents pour des marchés de
travaux - réalisation d'un réseau d'aires
d'accueil des gens du voyage sur le
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole - Aire de Castries - Autorisation
de signature du Marché Subséquents n°3 -
Lot 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine dans le domaine de la cohésion sociale, la politique de la Ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des Gens du voyage, la gestion des temps, l'accessibilité, l'autonomie et du handicap ;

- Vu la convention de mandat d'études en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M, relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Vu la décision n° MD2018-1087 relative à la signature de l'accord-cadre n° 2942T19.06 relatif à l'attribution des marchés de travaux pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 3 décembre 2018.

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole de Montpellier, d'attribuer des marchés de travaux pour la mise en œuvre de l'aire de d'accueil permanent de Castries ;

- que marchés subséquents mono-attributaires ont été lancés sur le fondement de l'accord-cadre n°2942T19.06 – pour les lot 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 ;

- que les offres respectent l'application des prix mentionnés aux bordereaux des prix unitaires de l'accord cadre ;

- qu'après analyse des offres, les entreprises suivantes, présentent des offres économiquement avantageuses :

- Lot 1 : terrassement, voirie, pluvial, clôture : L'entreprise JOULIE TP – rue des Barrys, 34660 Cournonsec,
- Lot 2 : réseaux humides sauf pluvial : L'entreprise MALET – ZA la Louvade, 34130 Manguio,
- Lot 3 : réseaux secs : L'entreprise REEL MEDITERRANEE – 165 avenue de la Billière, 34660 Cournonsec,
- Lot 4 : espaces verts : L'entreprise CMEVE – Gara de Paille E, 30230 Bouillargues,
- Lot 5 : Gros œuvre : L'entreprise BALBOA/ EKBTP – 7 rue Aphyllanthes, 34790 Grabels,
- Lot 6 : plâtrerie, peinture, serrurerie : L'entreprise VIP – 420 avenue blaise pascal, 34170 Castelnau-le-Lez,
- Lot 7 : Chauffage, ventilation, climatisation, plomberie : L'entreprise VIP – 420 avenue blaise pascal, 34170 Castelnau-le-Lez,
- Lot 8 : électricité : L'entreprise TEC ELEC SUD – 51 chemin Rasimière, 34380 Saint-Martin-de-Londres.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°3 relatif aux « travaux de réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage sur l'Aire de Castries » :

- à l'entreprise JOULIE TP pour le lot 1 « Terrassement, Voiries, pluvial, clôture » d'un montant estimatif de 760 236,50 € HT,
- à l'entreprise MALET pour le lot 2 « Réseaux humides sauf pluvial » d'un montant estimatif de 693 332,38 € HT,
- à l'entreprise REEL MEDITERRANEE pour le lot 3 « Réseaux secs » d'un montant estimatif de 386 654,04 € HT,
- à l'entreprise CMEVE pour le lot 4 « Espaces verts » d'un montant estimatif de 86 717,60 €

- HT,
- à l'entreprise BALBOA/ EKBTP pour le lot 5 « Gros œuvre » d'un montant estimatif de 582 260,70 € HT,
 - à l'entreprise VIP pour le lot 6 « Plâtrerie, peinture, serrurerie » » d'un montant estimatif de 324 009 € HT,
 - à l'entreprise VIP pour le lot 7 « Chauffage, ventilation, climatisation, plomberie » d'un montant estimatif de 22 157,50 € HT,
 - à l'entreprise TEC ELEC SUD pour le lot 8 « Electricité » d'un montant estimatif de 42 738,36 € HT.

Les marchés prennent effet à compter de la date fixée par l'ordre de service et pour une durée de 6 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 MAI 2020**

Madame la Vice-Présidente
Annie YAGUE



Publiée le : **26 MAI 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **26 MAI 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord cadre à
marchés subséquents pour des marchés de
travaux - réalisation d'un réseau d'aires
d'accueil des gens du voyage sur le
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole - Aire de Cournonterral -
Autorisation de signature du Marché
Subséquents n°4 - Lot 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine dans le domaine de la cohésion sociale, la politique de la Ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des Gens du voyage, la gestion des temps, l'accessibilité,

l'autonomie et du handicap ;

- Vu la convention de mandat d'études en date du 29 novembre 2016 au bénéfice de la SA3M, relative à la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Vu la décision n° MD2018-1087 relative à la signature de l'accord-cadre n° 2942T19.06 relatif à l'attribution des marchés de travaux pour la réalisation d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 3 décembre 2018.

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole de Montpellier, d'attribuer des marchés de travaux pour la mise en œuvre de l'aire de d'accueil permanent de Castries ;

- que marchés subséquents mono-attributaires ont été lancés sur le fondement de l'accord-cadre n°2942T19.06 – pour les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 ;

- que les offres respectent l'application des prix mentionnés aux bordereaux des prix unitaires de l'accord cadre ;

- qu'après analyse des offres, les entreprises suivantes, présentent des offres économiquement avantageuses :

- Lot 1 : terrassement, voirie, pluvial, clôture : L'entreprise JOULIE TP – rue des Barrys, 34660 Cournonsec,
- Lot 2 : réseaux humides sauf pluvial : L'entreprise MALET – ZA la Louvade, 34130 Manguio,
- Lot 3 : réseaux secs : L'entreprise REEL MEDITERRANEE – 165 avenue de la Billière, 34660 Cournonsec,
- Lot 4 : espaces verts : L'entreprise CMEVE – Gara de Paille E, 30230 Bouillargues,
- Lot 5 : Gros œuvre : L'entreprise BALBOA/ EKBTP – 7 rue Aphyllanthes, 34790 Grabels,
- Lot 6 : plâtrerie, peinture, serrurerie : L'entreprise VIP – 420 avenue blaise pascal, 34170 Castelnau-le-Lez,
- Lot 7 : Chauffage, ventilation, climatisation, plomberie : L'entreprise VIP – 420 avenue blaise pascal, 34170 Castelnau-le-Lez,
- Lot 8 : électricité : L'entreprise TEC ELEC SUD – 51 chemin Rasimière, 34380 Saint-Martin-de-Londres.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°4 relatif aux « travaux de réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage sur l'Aire de Cournonterral » :

- à l'entreprise JOULIE TP pour le lot 1 « Terrassement, Voiries, pluvial, clôture » d'un montant estimatif de 620 994,10 € HT,
- à l'entreprise MALET pour le lot 2 « Réseaux humides sauf pluvial » d'un montant estimatif de 385 727,34 € HT,
- à l'entreprise REEL MEDITERRANEE pour le lot 3 « Réseaux secs » d'un montant estimatif

de 327 945,03 € HT,

- à l'entreprise CMEVE pour le lot 4 « Espaces verts » d'un montant estimatif de 74 590 € HT,
- à l'entreprise BALBOA/ EKBTP pour le lot 5 « Gros œuvre » d'un montant estimatif de 380 664 € HT,
- à l'entreprise VIP pour le lot 6 « Plâtrerie, peinture, serrurerie » d'un montant estimatif de 259 147 € HT,
- à l'entreprise VIP pour le lot 7 « Chauffage, ventilation, climatisation, plomberie » d'un montant estimatif de 22 157,50 € HT,
- à l'entreprise TEC ELEC SUD pour le lot 8 « Electricité » d'un montant estimatif de 42 738,36 € HT.

Les marchés prennent effet à compter de la date fixée par l'ordre de service et pour une durée de 6 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MAI 2020

Madame la Vice-Présidente
Annie YAGUE



Publiée le : 26 MAI 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 26 MAI 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent n°
01/MSCSPS/19 - Lot n° 2 : Missions de
coordination sécurité et protection de la
santé pour les travaux du parc Gérard-
Bruyère de Baillargues - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération n° M2019-800 en date du 18 décembre 2019, relative au transfert du parc Gérard-Bruyère de la Ville de Baillargues à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la convention de mandat en date du 21 janvier 2020 entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole, par laquelle est confié par Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Baillargues le soin de préparer et passer la procédure d'attribution du marché de coordination sécurité et protection de la santé du parc Gérard-Bruyère ;
- Vu la décision n° DCM2019-40 de la Ville de Baillargues en date du 30 octobre 2019 attribuant l'accord-cadre à marchés subséquents n° 01SERV19 « Missions de contrôle technique et missions de coordination sécurité et protection de la santé » ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer des missions de coordination sécurité et protection de la santé, dans le cadre de la réalisation des infrastructures du parc Gérard-Bruyère ;

- qu'une procédure a été lancée par la Ville de Baillargues, conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, et R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique sur le fondement de l'accord-cadre n° 01SERV19, sous la forme d'un marché subséquent, pour une durée de deux ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 70 %
 - Prix des prestations : 30 %
- qu'après analyse, l'entreprise BUREAU VERITAS CONSTRUCTION, sise 450, rue Badin Powell, à Montpellier (34000), présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot n° 2 « Missions de coordination sécurité et protection de la santé pour les travaux du parc Gérard-Bruyère de Baillargues » du marché n° 01/MSCSPS/19 à l'entreprise BUREAU VERITAS CONSTRUCTION, pour un montant de 15 840,00 € H.T.

Le marché subséquent prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de deux ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



19 MAI 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 MAI 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Report du reversement de la Taxe de Séjour

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II.

CONSIDERANT :

- que, face à la crise sanitaire actuelle, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé un vaste plan de mesures concrètes en soutien aux entreprises ;
- que le report du reversement de la Taxe de Séjour constitue une mesure de nature à soulager la trésorerie des acteurs du secteur touristique ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la gestion de l'état d'urgence sanitaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le reversement de la Taxe de Séjour collectée au titre des 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2020 est reporté de, respectivement, 6 mois et 3 mois. L'échéance de paiement est en conséquence fixée au 15 octobre 2020.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 MAI 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 07 MAI 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°G0D0012MG "acquisition de véhicules
particuliers électriques, de véhicules
utilitaires électriques et de vélos à
assistance électrique"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la commande publique
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visées à l'article L. 2113-6 du Code de la Commande Publique, et celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU le regroupement des collectivités territoriales et leurs établissements publics, acheteuses de véhicules, devant ainsi, non seulement leur permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence, mais aussi, de faciliter les actions de tous les membres du groupement de commandes en termes de développement durable et de mobilité propre en mettant à leur disposition un catalogue de véhicules ;

Considérant :

- la loi relative à la transition énergétique prévoyant que les collectivités territoriales et leurs établissements publics acquièrent lors de tout renouvellement de leur parc auto au moins 20% de véhicules à faibles émissions ;
- la décision n°D2017-934 en date du 13/06/2017, autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement de commandes porté par le Syndicat Hérault Energies (SHE) pour l'achat de véhicules particuliers électriques, de véhicules utilitaires électriques et de vélos à assistance électrique,
- le lancement, par le SHE, d'une procédure de mise en concurrence, conformément aux articles L2121-2 et R2124-2 du Code de la commande publique, sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes sans minimum ni maximum pour une durée de 12 mois renouvelable 1 fois, comportant 7 lots ;
- que le SHE au terme de sa procédure, a attribué les lots comme suit :
 - Lot 2 - Véhicules Particuliers électriques neufs appartenant au segment B « citadines polyvalentes »: achat de la batterie : l'OCCITANE AUTOMOBILE SAS Route Nationale 113 – Route de Béziers 34120 Pézenas,
 - Lot 3 - Véhicules Particuliers électriques neufs appartenant au segment B « citadines polyvalentes »: batterie en location : l'OCCITANE AUTOMOBILES SAS Route Nationale 113 – Route de Béziers 34120 Pézenas / Batteries : Diac Location, SA 14, Avenue du Pavé Neuf 93168 Noisy Le Grand,
 - Lot 4 - Véhicules Utilitaires électriques neufs de type fourgonnette : l'OCCITANE AUTOMOBILES SAS Route Nationale 113 – Route de Béziers 34120 Pézenas/ Batteries : Diac Location, SA 14, Avenue du Pavé Neuf 93168 Noisy Le Grand,
 - Lot 5 - Véhicules Utilitaires électriques neufs de type fourgon : TAILLEFER SAS 1056 Rue François-Joseph Gossec – BP 95520 – 34071 Montpellier Cedex 3,
 - Lot 7 : Vélos à assistance électriques neufs (VAE) : E BIKE SOLUTIONS, 30 chemin de la gravière ZI leveau 38200 Vienne,
 - Lot 6 - Véhicules Utilitaires légers électriques neufs spécifiques métier (types plateau, benne, etc.) et le lot 1 - Véhicules Particuliers électriques neufs appartenant au segment A « mini citadines » n'ont pu être attribués,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire, pour les lots 2, 3, 4, 5 et 7 du marché n° G0D0021MG « acquisition de véhicules électriques, de véhicules utilitaires électriques et de vélos à assistance électrique, avec les attributaires retenus par le SHE ci-dessous :

- Lot 2 - Véhicules Particuliers électriques neufs appartenant au segment B « citadines polyvalentes »: achat de la batterie : l'OCCITANE AUTOMOBILE SAS, pour un montant sans minimum ni maximum,
- Lot 3 - Véhicules Particuliers électriques neufs appartenant au segment B « citadines polyvalentes »: batterie en location : l'OCCITANE AUTOMOBILES SAS / Batteries : Diac Location, pour un montant sans minimum ni maximum,
- Lot 4 - Véhicules Utilitaires électriques neufs de type fourgonnette : l'OCCITANE AUTOMOBILES SAS / Batteries : Diac Location, pour un montant sans minimum ni maximum,
- Lot 5 - Véhicules Utilitaires électriques neufs de type fourgon : TAILLEFER SAS, pour un montant sans minimum ni maximum,
- Lot 7 : Vélos à assistance électriques neufs (VAE) : E BIKE SOLUTIONS, pour un montant sans minimum ni maximum

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'une durée de 12 mois renouvelable 1 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres.

ARTICLE 3: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 MAI 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9D0149AT de travaux de
réaménagement de la Place de Gaulle et
des avenues de La Tour et du Général
Leclerc à Pérols
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la décision n°2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018.

CONSIDERANT :

- que des travaux de réaménagement de la Place de Gaulle et des avenues de La Tour et du Général Leclerc à Pérols sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – lot 1 « Secteur Ouest » sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 4 mois pour la tranche ferme et de 1 mois pour chacune des deux tranches optionnelles (hors période de préparation de 30 jours par tranche) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 40 %
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique – 60 %
- qu'après analyse, l'Entreprise EUROVIA Languedoc Roussillon sise Route de Lodève à Juvignac présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M9D0149AT relatif aux travaux de réaménagement de la Place De Gaulle et des avenues de La Tour et du Général Leclerc à Pérols à l'entreprise EUROVIA Languedoc Roussillon, pour un montant estimatif de 734 424 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 6 mois toutes tranches confondues (hors période de préparation de 30 jours par tranche).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MAI 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'achat de Fournitures
d'environnement de bureau via l'Union des
Groupements d'Achats Publics (UGAP)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP, et celle prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole dispose actuellement d'un marché d'acquisition et livraison de fourniture d'environnement de bureau qui arrive à terme le 30 avril 2020 ;
- qu'au terme de la procédure de mise en concurrence pour la relance de ce marché, la procédure doit être déclarée sans suite pour motif d'intérêt général ;
- le temps nécessaire pour relancer une procédure, aggravé par la crise sanitaire ;

- que dans ce contexte qu'il apparaît opportun de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP), qui propose un service et des fournitures adaptés et diversifiés aux besoins de la Métropole.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics pour l'acquisition et la livraison de fournitures d'environnement de bureau.
Le montant estimatif est 40 000 € HT, pour une période estimée à 8 mois.

ARTICLE 2 : Les crédits seront inscrits au budget principal et budgets annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MAI 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
n°8.86N portant sur l'accompagnement
terrain hôtes/hôtesse dans le cadre de la
5ème ligne de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,

Considérant :

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure négociée sans mise en concurrence en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique portant sur l'accompagnement terrain hôtes/hôtesse n°8.86N dans le cadre de la ligne 5 de tramway ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations ;
- qu'après analyse, l'offre de l'entreprise CA CFAIT.COM (Montpellier 34) est conforme aux attentes et que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 6 mars 2020 a été informée du choix de l'attributaire.

Décide

Article 1 : Le marché n°8.86N relatif à l'accompagnement terrain hôtes/hôtesse dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué à l'entreprise CA CFAIT.COM sise à Montpellier (34).

Article 2 : Le marché n°8.86N est conclu pour un montant maximum de 120 000 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif. Cette dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le marché visé à l'article 1.

Article 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MAI 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AM17 - 2144 Route de Mende à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- Vu la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

CONSIDERANT :

- que 68 m² du bien immobilier situé au 2144, route de Mende à Montpellier, cadastré section AM n°17 appartenant à Monsieur Daniel DUMAS, sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de

tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ladite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle AM n°17.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une partie (68 m²) du bien immobilier (terrain supportant un bâti à usage d'habitation de 841 m²) situé au 2144, route de Mende à Montpellier, cadastré section AM n°17 appartenant à Monsieur Daniel DUMAS.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 6 719,00 € (SIX MILLE SEPT CENT DIX NEUF EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Philippe SAUREL, en sa qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Daniel DUMAS et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Philippe SAUREL, en sa qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Daniel DUMAS.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 AVR. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AM 204, 2 198 Route de Mende à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023.

CONSIDERANT :

- que 53 m² du bien immobilier situé au 2 198, route de Mende à Montpellier, cadastré section AM n°204, appartenant au Epoux FORT, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition de ladite emprise et la prise de possession anticipée de ladite emprise et qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle AM n°204.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 53 m² du bien immobilier (terrain en nature d'espace vert) situé au 2 198, route de Mende à Montpellier, cadastré section AM n°204, appartenant aux Epoux FORT.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 22 382,00 € (VINGT DEUX MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT DEUX EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Philippe SAUREL, en sa qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par les Epoux FORT et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Philippe SAUREL, en sa qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par les EPOUX FORT.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles AM 200 et AM 201 est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 AVR. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AS n°11 Route de Mende à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023.

CONSIDERANT :

- que le lot n°47 au sein de la copropriété Résidence Les Jardins d'Isis, situé au 1 919, route de

Mende à Montpellier, cadastré section AS n° 11, appartenant à Monsieur et Madame PORTER, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition de ladite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot n°47 au sein de la copropriété Résidence Les Jardins d'Isis, situé au 1 919, route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n° 11, appartenant à Monsieur et Madame PORTER.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 8 300,00 € (HUIT MILLE TROIS CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné ci-dessus est signé par :

- Monsieur Philippe SAUREL, en sa qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Philippe SAUREL, en sa qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 22 AVR. 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M0C0015MG - Achat de masques

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDERANT :

- la gestion de la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid - 19 et la mise en place progressive de mesures de « déconfinement » dans le cadre des prescriptions et orientations du gouvernement, imposant le renforcement des gestes et mesures barrières pour l'ensemble de la population ;
- les compétences « développement économique et organisation des mobilités sur l'ensemble de son territoire » exercées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- la nécessité de faciliter la reprise d'activité du plus grand nombre d'acteurs économiques et de permettre l'utilisation des transports collectifs, par les usagers, dans des conditions satisfaisantes, en dotant la population métropolitaine de masques de protection, « grand public » en tissus, lavables, répondant aux normes en vigueur ;
- que l'épidémie du Coronavirus – comme ses conséquences – constituent un événement imprévisible, parfaitement extérieur à l'acheteur public ne permettant pas de respecter les délais exigés par les procédures classiquement applicables ;
- qu'au regard de ces circonstances et éléments, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de passer un marché en application de l'article R. 2122-1 du Code de la commande publique : *« marché sans publicité ni mise en concurrence préalables lorsqu'une urgence impérieuse résultant de circonstances extérieures et qu'il ne pouvait pas prévoir, ne permet pas de respecter les délais minimaux exigés par les procédures formalisées). (.....) Le marché est limité aux prestations strictement nécessaires pour faire face à la situation d'urgence »* portant sur l'acquisition de 100 000 masques tels que décrits ci-dessus ;
- que ce marché est conclu pour une durée prenant fin à la livraison totale des masques ;
- que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante :
 - Valeur technique : 40 %
 - Prix des prestations: 60 %
- qu'après analyse, l'offre de l'entreprise **Société SAS RESILIENCE**, sise au 232 Boulevard Clémenceau 59 700 Marcq-en-Baroeul est une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E

Article 1 : D'attribuer le marché n°M0C0015MG « Achat de masques » à l'entreprise **Société SAS RESILIENCE**, sise au 232 Boulevard Clémenceau 59 700 Marcq-en-Baroeul pour un montant forfaitaire de 200 000 € HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

24 AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 AVR. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de la société
VECTEUR BOIS dans les Ateliers Relais
de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Considérant la demande d'agrément de la société VECTEUR BOIS en vue de sa location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez. La société, représentée par son gérant, Monsieur Olivier CUSNARU, est spécialisée dans la construction, charpente et couverture en ossature bois. Elle est candidate à la location du lot A10 de 112,50 m² pour une période de 36 mois. La société emploie 6 salariés et prévoit un effectif de 8 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société VECTEUR BOIS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 AVR, 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 AVR, 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 22 AVR, 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Marché n°M9B0138EP de Fauchage des
dépendances routières métropolitaines
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de prévoir des travaux de fauchage et de débroussaillage aux abords des voies métropolitaines ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de 12 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations 60%
 - ° Valeur technique 40%

- qu'après analyse, l'entreprise ID VERDE sise ZI de L'Embosque 6 rue du Terral à Gigean présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché travaux de fauchage et de débroussaillage aux abords des voies métropolitaines à l'entreprise ID VERDE, pour un montant estimatif de 57 890 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 MAI 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Epidémie de covid-19 - Dispositif d'aide au
paiement du loyer du mois d'avril 2020 à
destination des entreprises occupant les
locaux du parc immobilier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les articles L.1511-3 et R. 1511-4 à R. 1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise ;
- Vu l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale ;
- Vu la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 n° 2020/C 91 I/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 € le seuil des aides dites *de minimis* ;
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19.

CONSIDERANT :

- qu'en cette période de crise, il est plus que jamais nécessaire de soutenir le tissu économique du territoire qui subit une chute brutale de l'activité dans la plupart des secteurs depuis le mois de mars et qui touche particulièrement les Petites et Moyennes Entreprises ;
- qu'il est essentiel pour Montpellier Méditerranée Métropole d'accompagner les entreprises locataires du parc immobilier privé dont la situation de trésorerie s'est nettement détériorée et qui peinent à faire face à leurs charges locatives ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter une réponse immédiate aux entreprises pour soutenir durablement l'économie et l'emploi en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une aide au paiement du loyer est attribuée aux bénéficiaires remplissant les conditions visées à l'article 2. Cette aide est égale au montant du loyer du mois d'avril 2020 incombant au locataire, à concurrence d'un montant de 500 € au maximum.

ARTICLE 2 : Peuvent bénéficier de l'aide prévue à l'article 1, les personnes physiques et morales de droit privé qui répondent aux conditions suivantes :

- 1° Avoir leur siège sur le territoire administratif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 2° Être locataire d'un local à usage commercial ou professionnel (hors propriétaire), dès lors que cette location n'intervient pas dans le domicile personnel, et que le bailleur n'est pas Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 3° Justifier d'une existence minimale de 3 mois antérieurement à l'arrêté du ministre de la Santé du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus (début d'activité au plus tard le 14 décembre 2019) ;
- 4° Être dans un cas de fermeture administrative causé par l'état d'urgence ou avoir une baisse d'au moins 50 % du chiffre d'affaires par rapport à mars 2019 sur la base d'une attestation comptable déclarant les chiffres d'affaires mars 2020 et de mars 2019 ;
- 5° Avoir un effectif inférieur ou égal à dix salariés. Ce seuil est calculé selon les modalités prévues par le I de l'article L. 130-1 du Code de la sécurité sociale susvisé ;
- 6° Avoir un montant de chiffre d'affaires constaté lors du dernier exercice clos inférieur à 500 000 €, sur la base d'une attestation comptable. Pour les entreprises n'ayant pas encore clos d'exercice, le chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 29 février 2020 doit être inférieur à 41 667 €, sur la base d'une attestation comptable ;
- 7° Avoir un bénéfice imposable, augmenté le cas échéant des sommes versées au dirigeant, au titre de l'activité exercée, qui n'excède pas 45 000 € au titre du dernier exercice clos, sur la base d'une attestation comptable. Pour les entreprises n'ayant pas encore clos un exercice, le bénéfice imposable augmenté le cas échéant des sommes versées au dirigeant est établi, sous leur responsabilité, à la date du 29 février 2020, sur leur durée d'exploitation et ramené sur douze mois, sur la base d'une attestation comptable ;

8° Ne pas avoir perçu plus de 800 000 € d'aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux sur les trois derniers exercices.

ARTICLE 3 : D'approuver les termes de la convention type annexée à la présente décision et d'autoriser la signature de toutes les conventions d'attribution à venir entre chaque bénéficiaire et Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative jugée utile afin de vérifier que les conditions d'octroi de la subvention sont remplies.

ARTICLE 4 : La dépense correspondant à l'aide prévue à l'article 1 sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05.05.2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05.05.2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05.05.2020

Réception en Préfecture : 05.05.2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M0D0020MG - Achat de masques

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

CONSIDERANT :

- la gestion de la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid - 19 et la mise en place progressive de mesures de « déconfinement » dans le cadre des prescriptions et orientations du gouvernement, imposant le renforcement des gestes et mesures barrières pour l'ensemble de la population ;
- les compétences « développement économique et organisation des mobilités sur l'ensemble de son territoire » exercées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- la nécessité de faciliter la reprise d'activité du plus grand nombre d'acteurs économiques et de permettre l'utilisation des transports collectifs, par les usagers, dans des conditions satisfaisantes, en dotant la population métropolitaine de masques de protection, « grand public » en tissus, lavables, répondant aux normes en vigueur ;
- que l'épidémie du Coronavirus – comme ses conséquences – constituent un événement imprévisible, parfaitement extérieur à l'acheteur public ne permettant pas de respecter les délais exigés par les procédures classiquement applicables ;
- qu'au regard de ces circonstances et éléments, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de passer un marché en application de l'article R. 2122-1 du code de la commande publique : *« marché sans publicité ni mise en concurrence préalable lorsqu'une urgence impérieuse résultant de circonstances extérieures et qu'il ne pouvait pas prévoir, ne permet pas de respecter les délais minimaux exigés par les procédures formalisées ». (....) Le marché est limité aux prestations strictement nécessaires pour faire face à la situation d'urgence »* portant sur l'acquisition de 400 000 masques tels que décrits ci-dessus ;
- que ce marché est conclu pour une durée allant de sa notification et prenant fin à la livraison totale des masques ;
- que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante :
 - Valeur technique: 40%
 - Prix des prestations: 60%
- qu'après analyse, l'offre de l'entreprise **ESCASSUT**, sise 25 rue des Etuves – CS 16 036 34060 Montpellier cedex 02, est une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E

Article 1 : D'attribuer le marché n°M0D0020MG « Achat de masques » à l'entreprise **ESCASSUT**, sise 25 rue des Etuves – CS 16 036 34060 Montpellier pour un montant forfaitaire de 1 280 000 € HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 AVR. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 24 AVR. 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°M0D0027-
2MG - Achat de masques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **CONSIDERANT**
 - la gestion de la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid - 19 et la mise en place progressive de mesures de « déconfinement » dans le cadre des prescriptions et orientations du gouvernement, imposant le renforcement des gestes et mesures barrières pour l'ensemble de la population,
 - les compétences « développement économique et organisation des mobilités sur l'ensemble de son territoire » exercées par Montpellier Méditerranée Métropole,
 - la nécessité de faciliter la reprise d'activité du plus grand nombre d'acteurs économiques et de permettre l'utilisation des transports collectifs, par les usagers, dans des conditions satisfaisantes, en dotant la population métropolitaine de masques de protection, « grand public » en tissus, lavables, répondant aux normes en vigueur,

- que l'épidémie du Coronavirus – comme ses conséquences – constituent un évènement imprévisible, parfaitement extérieur à l'acheteur public ne permettant pas de respecter les délais exigés par les procédures classiquement applicables,
- qu'au regard de ces circonstances et éléments, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de passer un marché en application de l'article R. 2122-1 du code de la commande publique : « *marché sans publicité ni mise en concurrence préalables lorsqu'une urgence impérieuse résultant de circonstances extérieures et qu'il ne pouvait pas prévoir ne permet pas de respecter les délais minimaux exigés par les procédures formalisées* ». (.....) *Le marché est limité aux prestations strictement nécessaires pour faire face à la situation d'urgence* » portant sur l'acquisition de 200 000 masques tels que décrits ci-dessus,
- que ce marché est conclu pour une durée prenant fin à la livraison totale des masques.
- que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante :
 - . Valeur technique au regard du mémoire technique : 40%
 - . Prix des prestations au regard du détail quantitatif et estimatif : 60%
- qu'après analyse, l'offre de l'entreprise **Société SAS RESILIENCE**, sise au 232 Boulevard Clémenceau 59 700 Marcq-en-Baroeul, est une offre économiquement avantageuse ;

DECIDE

Article 1 : d'attribuer le marché n°M0D0027-2MG « Achat de masques » à la société **SAS RESILIENCE**. Il s'agit d'un marché au prix forfaitaire de 481 300 € HT.

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 MAI 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Renouvellement de l'adhésion de
Montpellier Méditerranée Métropole à
l'Institut des Routes, des Rues et des
Infrastructures pour la Mobilité
(IDRRIM) pour l'année 2020
Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- Vu la délibération n°2019-222 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) à compter de l'année 2019.

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) pour l'année 2020 ;
- que le montant de l'adhésion annuelle est forfaitaire et s'élève pour l'année 2020 à 800 €.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) pour l'année 2020 pour un montant de 800 €.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 MAI 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché subséquent
n°M9D0002AT - Avenant n°1 Travaux
d'aménagement de l'avenue Jean Moulin et
de l'avenue du 8 mai 1945 à Cournonterral

-
Autorisation

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la décision n°2019-501 attribuant le marché subséquent n°M9D0002AT de travaux d'aménagement de l'avenue Jean Moulin et de l'avenue du 8 mai 1945 à Cournonterral à l'entreprise EUROVIA LR, pour un montant de 591 209,32 euros HT et pour une durée de 5 mois (durée de préparation de 30 jours comprise).

CONSIDERANT :

- que des travaux supplémentaires doivent être réalisés à la demande des élus de la commune dont le montant en plus-value s'élève à 73 299,28 € HT ;
- que des ajustements de quantité du marché ont généré un montant en moins-value de 36 781,93 € HT, diminuant l'avenant en plus-value au montant de 36 517,35 € HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché subséquent n°M9D0002AT de travaux d'aménagement de l'avenue Jean Moulin et de l'avenue du 8 mai 1945 à Cournonterral avec l'entreprise EUROVIA LR, avenant n°1 d'un montant de 36 517,35 € HT, portant le nouveau montant du marché à 627 726,67 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 19 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 MAI 2020

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au retrait de la délégation
du Droit de Préemption Urbain à la
commune de Grabels à l'occasion de
l'aliénation de la parcelle AY 9 lieudit rue
de Montferrier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le retrait de la délégation du droit de préemption urbain (DPU) accordée par la Métropole à une commune membre, à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues par l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 08 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain consentie à la commune de Grabels par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 10 mars 2020, envoyée par Maître GOUJON-VANSUYT, Notaire à Juvignac, reçue en Mairie de Grabels le 13 mars 2020, concernant la vente de la parcelle cadastrée AY 9 située 23 rue de Montferrier à Grabels ;

- Vu la convention opérationnelle entre la ville de Grabels, l'Etablissement Public Foncier Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole en date du 26 avril 2016 portant sur le cœur de ville ayant pour finalité la réalisation de logements, notamment logements sociaux, en tenant compte des priorités définies par le Programme Local de l'Habitat.

CONSIDERANT :

- que l'Etablissement Public Foncier Occitanie doit permettre une production significative de fonciers dédiés à la réalisation de logements dont au moins 30% de Logements Locatifs Sociaux.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La délégation du droit de préemption urbain sur la parcelle AY 9 est retirée à la ville de Grabels à l'occasion de l'aliénation de cette propriété composée d'une parcelle bâtie sur 2 niveaux comprenant 4 appartements située 23 rue de Montferrier à Grabels.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 24 AVR. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 AVR. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la délégation du Droit
de préemption Urbain à l'Etablissement
Public Foncier Occitanie sur la commune
de Grabels à l'occasion de l'aliénation de la
parcelle AY 9 lieudit rue de Montferrier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole «Montpellier Méditerranée Métropole» par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) accordée par la Métropole à un Etablissement Public y ayant vocation, à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues par l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,

- Vu la décision du 08 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain consentie à la commune de Grabels par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 10 MARS 2020, envoyée par Maître GOUJON-VANSUYT, Notaire à Juvignac, reçue en Mairie de Grabels le 13 mars 2020, concernant la vente de la parcelle cadastrée AY 9 située 23 rue de Montferrier à Grabels,
- Vu la décision MD2020-342 relative au retrait de délégation du Droit de préemption Urbain à la commune de Grabels à l'occasion de l'aliénation de la parcelle AY 9,
- Vu la convention opérationnelle entre la ville de GRABELS, l'Etablissement Public Foncier Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole en date du 26 avril 2016 portant sur le cœur de ville ayant pour finalité la réalisation de logements, notamment logements sociaux, en tenant compte des priorités définies par le Programme Local de l'Habitat,
- Considérant que le bien vendu composé de 4 appartements situé dans le secteur d'intervention de l'Etablissement Public Foncier Occitanie correspond aux objectifs poursuivis dans la convention opérationnelle, il convient de déléguer à l'EPF Occitanie le droit de préemption urbain que la Métropole détient sur cette parcelle,

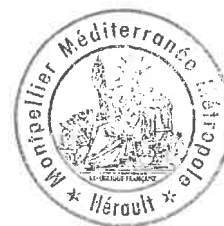
DECIDE

ARTICLE 1 : Le droit de préemption urbain sur la parcelle AY 9, commune de Grabels, est délégué à l'EPF Occitanie à l'occasion de l'aliénation de cette propriété composée d'une parcelle bâtie sur 2 niveaux comprenant 4 appartements située 23 rue de Montferrier à Grabels.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 MAI 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision de préemption de la parcelle
cadastrée DO38, avenue du docteur
Fourcade sur la commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement ;
- Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 02 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal de Montpellier du 02 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU ;

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 11 février 2020, envoyée par Maître CAURO, notaire à PARIS, reçue en Mairie de Montpellier le 17 février 2020, concernant la vente au prix de 40 516 € TTC, par la S.A. COLAS, de la totalité de la parcelle cadastrée DO 38 située rue du docteur Fourcade lieudit La Rauze ;

- Vu l'avis de France domaine du 17 mars 2020.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;

- qu'aux termes de l'article L.5217-2 (I-2-b) du Code général des collectivités territoriales, la Métropole exerce de plein droit la compétence organisation de la mobilité notamment la création et l'aménagement de voirie ;

- que cette parcelle est classée en zone 4U1-3 au PLU de la commune de Montpellier, ce secteur correspond principalement à une vocation de zone d'activités économiques ;

- la nécessité d'assurer le renouvellement urbain de ce secteur à vocation d'activités économiques, afin d'accueillir des entreprises assurant le développement d'une véritable façade urbaine économique le long de l'A709 pour constituer une vitrine commerciale majeure, en entrée de ville ;

- que la desserte de cette section de la rue du Docteur Fourcade présente un caractère étroit et sans visibilité, en particulier au droit de cette parcelle en virage, et que cette desserte doit être améliorée en l'état puis pour répondre au renouvellement urbain de la zone ;

- que la parcelle objet de la présente déclaration d'intention d'aliéner est nécessaire à la réalisation du projet envisagé ;

- que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de réaliser des équipements collectifs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la parcelle cadastrée section DO 38, propriété de la S.A. COLAS, située rue du docteur Fourcade lieudit la Rauze à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit à QUARANTE MILLE CINQ CENT SEIZE € TTC (40 516 € TTC), frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

24 AVR. 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AY 84 - Lieudit La Vene -
Commune de Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de Monsieur Mathieu ROUX en date du 25 mai 2020, pour céder la parcelle AY 84, Lieudit La Vene à Cournonsec, d'une superficie de 261 m²,
- Considérant la nécessité de créer une piste d'entretien en bordure du bassin de rétention sur la parcelle de Monsieur ROUX,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur ROUX Mathieu la parcelle AY 84 d'une superficie de 261 m², située sur la commune de Cournonsec, en vue de la création d'une piste d'entretien pour le bassin de rétention.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 1891,50 euros décomposé comme suit : montant principal 391,50 euros, auquel s'ajoutent une indemnité de perte de végétal de 500 euros, et une indemnité pour déplacement et reconstitution du circuit d'arrosage de 1000 euros.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
n° 5009DS17 - Marché de prestations
intellectuelles pour la réhabilitation et
l'accueil du haut niveau au Centre
Nautique Neptune à Montpellier - Contrôle
technique et coordination sécurité et
protection de la santé - Lots n° 1 et 2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la décision n° MD2018-278 en date du 23 avril 2018 attribuant les lots 1 et 2 du marché n° 5009DS17 « Marché de prestations intellectuelles pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune à Montpellier – Contrôle technique et coordination sécurité et protection de la santé ».

CONSIDÉRANT :

- que le marché n° 5009DS17 prévoit des dépenses devant être ventilées à la fois dans la section de fonctionnement et dans la section d'investissement ;
- la nécessité, au regard de l'imputation de la dépense prévue par la décision susmentionnée, de prévoir également une imputation de la dépense sur le chapitre 903 ;
- que cette modification n'a aucune incidence sur le marché en question.

D É C I D E

ARTICLE 1 : De modifier l'article 2 de la décision n° MD2018-278 en date du 23 avril 2018 attribuant les lots 1 et 2 du marché n° 5009DS17 « Marché de prestations intellectuelles pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune à Montpellier – Contrôle technique et coordination sécurité et protection de la santé », en prévoyant également une imputation de la dépense sur le chapitre 903 ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle MY 913 chemin de Casseyrols
propriété de la SCI EPURE Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la réserve C9 du Plan Local d'Urbanisme applicable à la parcelle MY 164 située chemin de Casseyrols à Montpellier, et la nécessité d'élargir la voie,

- Considérant l'accord de la société EPURE en date du 18 mai 2020, acceptant la cession de la parcelle nouvellement cadastrée MY 913 pour 127 m², à l'euro symbolique compte-tenu de la nature du bien transféré,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société EPURE, domiciliée 12 avenue d'Assas à Montpellier, la parcelle nouvellement cadastrée MY 913 (127 m²) en vue de son aménagement et intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée à l'euro symbolique compte tenu de la nature du bien acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

16 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine privé
- Installation d'une base de vie sur une
partie des terrains cadastrés SM n° 38 et
SV n° 45 et 46 - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- Vu le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de GRTGaz, société anonyme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 440 117 620, dont le siège social est situé à Bois Colombes (92270), 6 rue Raoul Nording, représentée par Madame Corinne AVRIL, dûment habilitée en qualité de Gestionnaire d'Affaires Foncier et Permitting, pour l'installation d'une base de vie d'une superficie de 1 100 m² à prendre sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SM n° 38 et section SV n° 45 et 46 d'une contenance totale de 13 762 m² ;

CONSIDÉRANT :

- que l'installation de cette base de vie, pour une durée d'environ 6 mois à compter de la signature des présentes, est nécessaire pour permettre la mise en œuvre des travaux préparatoires d'implantation d'un ouvrage de transport de gaz dans le cadre des travaux programmés au niveau du pont Karl Marx ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention temporaire d'occupation du domaine privé est consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la société GRTGaz précitée, pour permettre l'installation d'une base de vie d'une superficie de 1 100 m² sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SM n° 38 et section SV n° 45 et 46, d'une contenance totale de 13 762 m².

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée, pour une durée d'environ 6 mois à compter de la signature des présentes, moyennant le versement d'une indemnité globale et forfaitaire de six cents euros (600 €).

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu du Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer la présente convention et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

0 8 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAGUEL



Publiée le : 0 8 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 8 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'une
servitude de passage d'un ouvrage de
transport de gaz en tréfonds des parcelles
section SM n° 38 - SV n° 45 et 46 -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- Vu le projet de convention de servitude de tréfonds au profit de GRTGaz, société anonyme, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 440 117 620, dont le siège social est situé à Bois Colombes (92270), 6 rue Raoul Nording, représentée par Madame Corinne AVRIL, dûment habilitée en qualité de Gestionnaire d'Affaires Foncier et Permitting, autorisant le passage souterrain d'un ouvrage de transport de gaz et de ses accessoires en tréfonds des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SM n°38 ; SV n° 45 et 46, sur une longueur totale d'environ 74 mètres, et sur une emprise d'environ 585 m² ;

CONSIDÉRANT : que cette servitude est nécessaire dans le cadre des travaux programmés au niveau du pont Karl Marx.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de servitude de tréfonds est acceptée au profit de la société GRTGaz, précitée, autorisant le passage souterrain d'un ouvrage de transport de gaz et de ses accessoires en tréfonds des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SM n°38 ; SV n°45 et 46, sur une longueur totale d'environ 74 mètres, et sur une emprise d'environ 585 m².

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'une indemnité globale et forfaitaire de cinq cent quatre vingt un euros quatre vingt trois centimes (581,83 €), les frais d'actes en sus seront à la charge de GRTGaz.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu du Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer la présente convention et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

08 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **08 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **08 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Gestion de la crise sanitaire Covid 19 -
Achat de masques de protection en tissu
'grand public'
Marché M0D0026MG
avec la Société Escassut
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

CONSIDERANT :

- la gestion de la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid - 19 et la mise en place progressive de mesures de « déconfinement » dans le cadre des prescriptions et orientations du gouvernement, imposant le renforcement des gestes et mesures barrières pour l'ensemble de la population ;

- les compétences « développement économique et organisation des mobilités sur l'ensemble de son territoire » exercées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- la nécessité de faciliter la reprise d'activité du plus grand nombre d'acteurs économiques et de permettre l'utilisation des transports collectifs, par les usagers, dans des conditions satisfaisantes, en dotant la population métropolitaine de masques de protection, « grand public » en tissus, lavables, répondant aux normes en vigueur ;
- que l'épidémie du Coronavirus – comme ses conséquences – constituent un événement imprévisible, parfaitement extérieur à l'acheteur public ne permettant pas de respecter les délais exigés par les procédures classiquement applicables ;
- qu'au regard de ces circonstances et éléments, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de passer un marché en application de l'article R. 2122-1 du Code de la commande publique : *« marché sans publicité ni mise en concurrence préalable lorsqu'une urgence impérieuse résultant de circonstances extérieures et qu'il ne pouvait pas prévoir ne permet pas de respecter les délais minimaux exigés par les procédures formalisées. (.....) Le marché est limité aux prestations strictement nécessaires pour faire face à la situation d'urgence »* portant sur l'acquisition de 50 000 masques tels que décrits ci-dessus ;
- que ce marché est conclu pour une durée prenant fin à la livraison totale des masques ;
- que les critères d'analyse des offres sont pondérés de la manière suivante :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 40 %
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif et estimatif : 60 %
- qu'après analyse, l'offre de l'entreprise ESCASSUT, sise 25 rue des Etuves – CS 16 036 34060 Montpellier cedex 02, est une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E

Article 1 : D'attribuer le marché n°M0D0026MG « Achat de masques » à l'entreprise ESCASSUT, sise 25 rue des Etuves – CS 16 036 34060 Montpellier.

Il s'agit d'un marché au prix forfaitaire de 155 000 € HT pour une durée allant de sa notification et la livraison totale de tous les masques.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MAI 2020

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 07 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 MAI 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution d'un
marché d'étude de sols (géotechnique,
pollution et qualité agronomique des sols)
dans le cadre des études préalables à
l'aménagement des sites Mijoulan /
Naussargues /Bel Air - Communes de Saint
Georges d'Orques et de Juvignac**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

- Vu la convention de mandat d'études en date du 25 janvier 2018 au bénéfice de la SA3M portant sur les études préliminaires à l'aménagement des sites Mijoulan /Naussargues / Bel Air sur les communes de Saint Georges d'Orques et de Pignan ;
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Mijoulan / Naussargues / Bel Air, de mener une mission d'étude de sols (géotechnique, pollution et qualité agronomique des sols) ;
- que dans ces conditions, une procédure d'accord-cadre de prestations intellectuelles pour une durée maximum de 48 mois a été ouverte conformément aux dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique, selon une procédure adaptée avec possibilité de négociation ;
- que cette mission s'organise dans le cadre d'un accord cadre à bon de commande pour un montant maximal de 60 000 € HT ;
- que les critères de jugement étaient les suivants : valeur technique pour 60 %, prix pour 40 % ;
- qu'après analyse, l'entreprise GINGER CEBTP, sise 12 rue des frères lumière, parc d'activités Clément Ader, 34830 JACOU, présente l'offre économique la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché relatif aux études de sols (géotechnique, pollution et qualité agronomique des sols) dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Mijoulan/ Naussargues / Bel Air, à l'entreprise GINGER CEBTP, sise 12 rue des frères lumière, parc d'activités Clément Ader, 34830 JACOU, pour un montant issu du DQE de 45 405 € HT et un montant maximum de 60 000 € HT.

Le marché est conclu pour une durée de 48 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 906.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet de signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **08 JUIN 2020**

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FAYAT



Publiée le : **09 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **09 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition et la
livraison de fournitures d'hygiène via
l'Union des Groupements d'Achats Publics
(UGAP)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP, et celle prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole dispose actuellement d'un marché d'acquisition et livraison de fourniture d'hygiène qui arrivera à terme le 30 avril 2020 ;
- que la redéfinition nécessaire et complexe du besoin, aggravée par la crise sanitaire, a fait prendre du retard à la procédure d'une relance du marché ;

- que dans ce contexte qu'il apparaît opportun de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose un service et des équipements adaptés et diversifiés aux besoins de la Métropole.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics pour l'acquisition de la livraison de fourniture d'hygiène.

Le montant estimatif est de 65 000 € HT pour une période de 8 mois.

ARTICLE 2 : Les crédits seront inscrits au budget principal et budgets annexes tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au dépôt d'une demande
de permis de démolir - Parcelles RB n° 11-
12 & 13 lieu-dit ' le Grand Grès ' -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable ;
- Considérant que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire des parcelles situées sur la Commune de Montpellier, cadastrées section RB n°11 ; 12 & 13 ;
- Considérant que cette assiette foncière supporte deux bâtiments à usage de serres agricoles qui ont subi des dégradations importantes et présentent un risque en terme de sécurité ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une demande de permis de démolir concernant les bâtiments situés sur les parcelles cadastrées section RB n°11 ; 12 & 13 , d'une contenance totale de 16 205m² situées lieu-dit « le Grand Grès » à Montpellier.

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu du Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer la demande de permis de démolir et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MAI 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Epidémie de covid-19 - Attribution d'aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les articles L.1511-3 et R. 1511-4 à R. 1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise ;
- Vu la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 2020/C 91 I/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 euros le seuil des aides dites *de minimis* ;
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu la décision n°MD2020-337 qui définit le cadre de l'attribution d'une aide pour le paiement des loyers des acteurs économiques situés sur son territoire.

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagé auprès des commerçants, artisans et entrepreneurs pour les soutenir, en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales, durant la crise sanitaire que nous traversons ;
- que pour aider les acteurs économiques à payer leur loyer, il y a lieu de leur allouer une aide suivant les tableaux ci-dessous ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale et nécessaire pour permettre la gestion de l'état d'urgence sanitaire et faire face à l'épidémie de covid-19.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de chaque convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le bénéficiaire autorisant le versement d'une aide au paiement du loyer du mois d'avril 2020 pour les noms et montants figurant dans le tableau ci-dessous /

Numéro de dossier	Civilité	Prénom	Nom	Montant de l'aide
ALE2020-000003	Madame	Vanessa	COMBES	500 €
ALE2020-000004	Madame	Erica	STEFANI	371 €
ALE2020-000008	Monsieur	Yannick	LE JOUBIOUX	200 €
ALE2020-000013	Madame	Aurore	CAPONE	500 €
TOTAL				1 571 €

Numéro de dossier	Raison sociale	Montant de l'aide
ALE2020-000002	FMT	500 €
ALE2020-000005	BULLE & MAILLE	500 €
ALE2020-000006	TECH' CARE OF U	500 €
ALE2020-000007	LAUCARIS	500 €
ALE2020-000009	L'UNIVERS DES PETITS	500 €
ALE2020-000010	LES VEDETTES	500 €
ALE2020-000011	THE BLACK SHEEP	500 €
ALE2020-000012	LES DEMOISELLES DE MONTPELLIER	500 €
ALE2020-000014	NARCISS'INK	500 €
ALE2020-000015	BOOGUI BURGER	413 €
ALE2020-000016	SARL IL VENTI NOVE	500 €
ALE2020-000017	G.A	500 €
TOTAL		5 913 €

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05.05.2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05.05.2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05.05.2020

Réception en Préfecture : 05.05.2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°5195DM18 - Fourniture et mise en
service de matériels de comptage routier -
Lot 7 - Stations de mesures permanentes
pour vélos**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la décision n°MD2018-1184 attribuant la marché n°5195DM18 de Fourniture et mise en service de matériels de comptage routier.

CONSIDERANT :

- que dans le cadre des missions de la cellule comptage de la direction des Mobilités, il est nécessaire d'acquérir et de mettre en service des matériels de comptage des vélos, auprès d'une entreprise spécialisée ;

- qu'il est nécessaire d'anticiper la reconduction de la période n°2 du marché n°5195DM18 - Lot 7 : Stations de mesures permanentes pour vélos, dès que le seuil maximum de 30 000 € HT sera reconduit ;
- qu'il est par là nécessaire de conclure un avenant avec la société titulaire du marché.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°5195DM18 de fourniture et mise en service de matériels de comptage routier - Lot 7 : Stations de mesures permanentes pour vélos, avec la société ECO-COMPTeur – 4, rue Charles Bourseul – 22300 LANNION. Cet avenant a pour objet de modifier la date de démarrage de la 2nde période de reconduction. Cet avenant est sans incidence financière sur le montant global du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **14 MAI 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SKB dans le Parc
2000 2ème extension à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- Vu l'arrêté n°MAR2020-0050 du 21 avril 2020 portant délégation de signature à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole.

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société SKB, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension à Montpellier ;
- que la société SKB représentée par Monsieur Kamel BENSLIM, est candidate à l'acquisition du lot 17 de 712 m² pour la réalisation d'un bâtiment (bureaux et stockage) de 518,45 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 570 m². L'utilisateur final sera la société SKB (peinture, placo et nettoyage). La société projette un effectif de 33 emplois à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SKB ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 MAI 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FLNA



Publiée le : 04 MAI 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 04 MAI 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la SASU ELIT RESEAUX
dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises.

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec ;
- que la SASU ELIT RESEAUX, représentée par son président Monsieur Jean-Luc TOURNIER, spécialisée dans l'installation de réseaux électriques, est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour la location des lots A02 de 145,10 m² et B02 de 63,73 m². Cette société emploie 7 salariés et prévoit un effectif de 7 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SASU ELIT RESEAUX ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05.05.2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05.05.2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05.05.2020

Réception en Préfecture : 05.05.2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société OPTIMUM
MEDICAL dans le VEAS Parc 2000 à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises.

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier ;
- que la société OPTIMUM MEDICAL, représentée par sa dirigeante Madame Sonia ZHAR, spécialisée dans la distribution de matériel médical, est candidate à la conclusion d'un bail commercial pour la location du lot A10 de 221,64 m². Cette société emploie 4 salariés et projette un effectif de 6 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société OPTIMUM MEDICAL ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05.05.2020

Monsieur le Président
Philippe SARRAIL



Publiée le : 05.05.2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05.05.2020

Réception en Préfecture : 05.05.2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle PO 303 auprès de ' SCCV
Montpellier Les Terrasses des Grèzes -
BDX ' - impasse des Grèzes - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 07 juin 2019 indiquant un apport en nature venant en déduction des participations dues, afin de permettre la réalisation des aménagements voirie nécessaires sur l'impasse des Grèzes à hauteur de 60€/m²,
- Vu l'accord de la « SCCV Montpellier Les Terrasses des Grèzes – BDX » (Groupe Edouard DENIS) en date du 02 juin 2020 sur les modalités du transfert de propriété de la parcelle nouvellement cadastrée PO 303 (60 m²) au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Considérant qu'il convient d'acquérir cette emprise pour les besoins d'élargissement de l'espace public, impasse des Grèzes à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la « SCCV Montpellier Les Terrasses des Grèzes – BDX » (Groupe Edouard DENIS), domiciliée à Abbeville (Rés. Le Nouvel Hermitage – 2 rue de Leday – 80100), la parcelle nouvellement cadastrée PO 303 (60 m²), située impasse des Grèzes, à Montpellier, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée au prix de 60€/m², soit 3 660,00 € (trois mille six cent soixante euros) pour 60 m², montant qui viendra en déduction des participations dues dans le cadre du PUP signé le 07 juin 2019.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 16 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 16 JUIN 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'une
parcelle en nature de voiries et espaces
communs - Lotissement Jardins
Garonnière - Commune de Saint-Drézéry**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- Vu la demande de rétrocession des voies et espaces communs du lotissement Jardins Garonnière situé sur la commune de Saint-Drézéry formulée par GGL Aménagement, afin de permettre le classement des emprises dans le domaine public de la Métropole,
- Vu l'avis favorable du Pôle Cadoule et Bérange en date du 27 avril 2020,

CONSIDÉRANT :

- qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle en nature de voies et espaces communs du lotissement « Jardins Garonnière » sur la commune de Saint-Drézéry,
- que ces emprises ont un réel intérêt public.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Aménagement la parcelle AE 1185 d'une superficie de 3163 m² en nature de voiries et d'espaces communs sur la commune de Saint-Drézéry.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir des emprises intégrées dans la voirie et des équipements publics.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le :

04 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

04 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M0B0005DC de fourniture et installation
de matériel de radio-identification (RFID)
à la médiathèque La Gare - Commune de
Pignan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDÉRANT :

- que, compte-tenu des besoins en fourniture et installation de matériel de radio identification (RFID) à la médiathèque La Gare, située à Pignan, une procédure a été lancée conformément aux dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes, sans montant minimal et avec un montant maximal de 89 000 euros HT, pour une durée d'un an ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 - 2- Prix des prestations au regard de la décomposition du devis quantitatif estimatif : 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise BIBLIOTHECA FRANCE SAS, domiciliée 5 boulevard des bouvets à Natterre (92), présente l'offre économiquement avantageuse.
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M0B0005DC de fourniture et installation de matériel de radio identification (RFID) à la médiathèque La Gare, située à Pignan, à l'entreprise BIBLIOTHECA FRANCE SAS, pour un montant maximal de 89 000 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'une épareuse vétuste de marque SMA
type Griffon 1132, n°M122989, identifiée
épareuse 7 - Hôtel des ventes de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une épareuse vétuste de marque SMA, type Griffon 1132, n° M122989, identifiée épareuse 7,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une épareuse vétuste et qu'il convient de la réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté l'épareuse de marque SMA, type Griffon 1132, n° M122989, identifiée épareuse 7 et la cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°3
du marché subséquent n°M9C0043DC de
l'accord-cadre n°M8D0036DC pour le
transport des œuvres de l'exposition "La
chapelle Deydé de la cathédrale de
Montpellier" au musée Fabre**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la décision n°MD2019-1043 attribuant le lot n°3 du marché subséquent n°M9C0043DC de l'accord-cadre n°M8d0036DC pour le transport des œuvres en provenance de tous les pays sauf Etats-Unis pour l'exposition *La chapelle Deydé de la cathédrale de Montpellier* au musée Fabre à l'entreprise AXAL-ARTRANS, pour un montant global et forfaitaire de 38 376 euros HT et pour une durée de 7 mois à compter de sa notification.

CONSIDÉRANT :

- que l'exécution des prestations de désinstallation et transport retour des œuvres n'a pu être réalisée dans les délais prévus au marché en raison de la crise sanitaire liée au COVID-19 et des mesures gouvernementales prises dans ce cadre, notamment le confinement obligatoire,
- qu'en conséquence, la désinstallation et le transport retour des œuvres sont reportés et que la durée du lot n°3 du marché subséquent n°M9C0043DC doit être prolongée jusqu'au 5 octobre 2020.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot n°3 du marché subséquent n°M9C0043DC pour le transport des œuvres en provenance de tous les pays sauf Etats-Unis pour l'exposition *La chapelle Deydé de la cathédrale de Montpellier* au musée Fabre avec l'entreprise AXAL-ARTRANS. Cet avenant prolonge la durée d'exécution du lot n°3 de 4 mois et n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule balayeuse vétuste de marque
Hako type Citymaster 12000 identifié BAL
6 - Hôtel des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule balayeuse vétuste de marque Hako, type Citymaster 12000, n°14332603495, identifié BAL 6,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule balayeuse vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté le véhicule balayeuse de marque Hako, type Citymaster 12000, n° 14332603495 identifié BAL 6 et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 MAI 2020

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 13 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un tracteur agricole vétuste de marque
Renault immatriculé DP-999-CG - Hôtel
des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un tracteur agricole vétuste de marque Renault, immatriculé DP-999-CG,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un tracteur agricole vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un tracteur agricole de marque Renault immatriculé DP-999-CG et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **13 MAI 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché de
prestations de déménagements associées
aux travaux de réaménagement de la
médiathèque centrale Émile Zola pour
l'intégration de l'offre de la médiathèque
Federico Fellini (Mandat SA3M)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu la convention de mandat conclue en date du 28 juillet 2017, transmise en préfecture le 31 juillet 2017 et notifiée le 17 août 2017 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Considérant :

- que les travaux des phases 2 à 4 de l'opération de réaménagement de la médiathèque Emile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini nécessitent six phases de

- déménagements/réaménagements afin de préparer les surfaces impactées par les travaux pour chacune des phases et de réaménager chacune d'elles selon les nouvelles implantations étudiées.
- qu'afin de répondre à ce besoin en prestations de déménagement, une procédure a été lancée conformément aux dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée à prix mixtes avec possibilité de négociation, pour une durée de 12 mois ;
 - que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 - 2- Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire et du devis quantitatif estimatif : 40 %
 - qu'après analyse des offres des candidats, l'entreprise Transmanudem présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de prestations de déménagements associées aux travaux de réaménagement de la médiathèque Centrale Emile Zola pour l'intégration de l'offre de la médiathèque Federico Fellini à la société Transmanudem, 201 Route de Mauguio, 34130 Lansargues, pour un montant forfaitaire de 69 690,00 € HT, et une part rémunérée par application du bordereau des prix unitaires aux prestations réellement exécutées sans montant minimal et avec pour montant maximal 4 000 € HT. Le marché prendra effet à compter de sa notification pour une durée globale de 12 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 mai 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : 19 mai 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

19 MAI 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'Avenant n°1 au
marché 4593EP16 de détection, géo-
référencement et cartographie du réseau
d'éclairage public sur le territoire de
Montpellier -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision 2016-0132 attribuant le marché n°4593EP16 de détection, géo-référencement et cartographie du réseau d'éclairage public sur le territoire de Montpellier au groupement d'entreprises Cabinet PAGES TIP (mandataire) / ODM, pour un montant maximum total de 800 000 euros HT et pour une durée de 4 années ;
- VU les dispositions relatives à la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, applicables à la commande publique, autorisant les acheteurs à prolonger par voie d'avenant les contrats en cours d'exécution qui arriveraient à terme pendant la période de crise sanitaire.

Considérant :

- que le marché n°4593EP16 de détection, géo-référencement et cartographie du réseau d'éclairage public sur le territoire de Montpellier arrive à son terme le 13 mai 2020 ;
- que la relance du nouveau marché est en cours de procédure et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des prestations jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau marché ;
- que le marché doit être prolongé de 5 mois soit jusqu'au 12 octobre 2020 et que le montant maximum de la dernière période doit être augmenté ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché n°4593EP16 de détection, géo-référencement et cartographie du réseau d'éclairage public sur le territoire de Montpellier avec le groupement d'entreprises Cabinet PAGES TIP (mandataire) / ODM, avenant n°1 d'un montant de 100 000 euros HT, portant le nouveau montant maximum annuel du marché à 300 000 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **04 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°4 au marché
4362EP16 de travaux de maintenance et
d'extension du réseau d'eaux pluviales
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la décision 2016-489 attribuant le marché n°4362EP16 de travaux de maintenance et d'extension du réseau d'eaux pluviales à l'entreprise SCAM TP, pour un montant maximum total de 3 399 840 euros HT et pour une durée de 4 années,
- VU les dispositions relatives à la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, applicables à la commande publique, autorisant les acheteurs à prolonger par voie d'avenant les contrats en cours d'exécution qui arriveraient à terme pendant la période de crise sanitaire.

Considérant :

- que le marché n°4362EP16 de travaux de maintenance et d'extension du réseau d'eaux pluviales arrive à son terme le 8 août 2020 ;
- que la relance du nouveau marché est en cours de procédure et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des prestations jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau marché ;
- que le marché doit être prolongé de 2 mois soit jusqu'au 7 octobre 2020 et que le montant maximum de la dernière période doit être augmenté.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°4 au marché n°4362EP16 de travaux de maintenance et d'extension du réseau d'eaux pluviales avec l'entreprise SCAM TP, d'un montant de 133 360 euros HT, portant le nouveau montant maximum annuel du marché à 933 360 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **04 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux avenants de
prolongation de l'accord-cadre
n°3948bisTV15 de travaux d'entretien et
d'aménagement des espaces verts
métropolitains - Autorisations de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération n°13210 attribuant le marché n°3948bisTV15 de travaux d'entretien et d'aménagement des espaces verts métropolitains aux entreprises CIEL VERT, SARIVIERE et CMEVE (suite fusion UPEE7), accord-cadre avec multi-attributaires sans minimum ni maximum et pour une durée allant de la notification au 30 juin 2020 ;
- VU les décisions n°2017-219, 2019-671 et 2019-1019 autorisant la signature des avenants n°1, 2 et 3 avec les entreprises CIEL VERT et SARIVIERE ;
- VU les décisions n°2017-219, 2019-280, 2019-671 et 2019-1019 autorisant la signature des avenants n°1, 2, 3 et 4 avec l'entreprise CMEVE (suite fusion UPEE7) ;

- VU les dispositions relatives à la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, applicables à la commande publique, autorisant les acheteurs à prolonger par voie d'avenant les contrats en cours d'exécution qui arriveraient à terme pendant la période de crise sanitaire.

CONSIDÉRANT :

- que le marché n°3948bisTV15 de travaux d'entretien et d'aménagement des espaces verts métropolitains arrive à son terme le 30 juin 2020 ;
- que la relance du nouveau marché est en cours de procédure et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des prestations durant la période estivale jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau marché ;
- que le marché doit être prolongé de 3 mois soit jusqu'au 30 septembre 2020.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants au marché n° n°3948bisTV15 de travaux d'entretien et d'aménagement des espaces verts métropolitains avec :

- l'entreprise CIELVERT sise 34130 Mauguio : avenant n°4 ;
- l'entreprise SARIVIERE sise 34970 Lattes : avenant n°4 ;
- l'entreprise CMEVE sise 30230 Bouillargues : avenant n°5.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



19 MAI 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 MAI 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'attribution d'aides aux
acteurs économiques pour le paiement des
loyers du mois d'avril 2020

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les articles L.1511-3 et R. 1511-4 à R. 1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise ;
- Vu la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 2020/C 91 I/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 euros le seuil des aides dites *de minimis* ;
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu la décision n°MD2020-337 du 5 mai 2020, qui définit le cadre et le dispositif de l'attribution d'une aide pour le paiement des loyers des acteurs économiques situés sur son territoire.

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagé auprès des commerçants, artisans et entrepreneurs pour les soutenir, en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales, durant la crise sanitaire que nous traversons ;
- que pour aider les acteurs économiques à payer leur loyer, il y a lieu de leur allouer une aide suivant les tableaux ci-dessous ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale et nécessaire pour permettre la gestion de l'état d'urgence sanitaire et faire face à l'épidémie de covid-19.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de chaque convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le bénéficiaire autorisant le versement d'une aide au paiement du loyer du mois d'avril 2020, pour les noms et montants figurant dans les tableaux ci-dessous ;

Numéro de dossier	Civilité	Prénom	Nom	Montant de l'aide
ALE2020-000018	Madame	KARLINA	FAYE	500 €
ALE2020-000027	Madame	NATHALIE MIREILLE MARTINE	ZECCONI	500 €
ALE2020-000029	Monsieur	VINCENT	NOEL	333 €
ALE2020-000030	Madame	FLORENCE VERONIQUE MELANIE	VAN HANDENHOVE	500 €
ALE2020-000033	Madame	LAHOUARIA	FERHAOUI	500 €
ALE2020-000037	Madame	MELANIE	AVELINE	500 €
ALE2020-000042	Monsieur	OLIVIER	DUMORTIER	250 €
ALE2020-000052	Monsieur	MURIELLE, RAPHAËLLE, YVONNE	PROMSY PASQUIER	500 €
ALE2020-000058	Monsieur	FLORENCE	ROUSSET	500 €
ALE2020-000059	Monsieur	DIDIER	BESOMBES	497 €
ALE2020-000060	Madame	MARTINE	BENAUD	500 €
ALE2020-000063	Madame	CLAIRE	BORNERAND	500 €
ALE2020-000065	Monsieur	THOMAS ROBIN	GONZALES	500 €
ALE2020-000068	Madame	MARIELLE FRANCOISE	JERZISSI	500 €
ALE2020-000069	Madame	MELANIE	NEZEREAU	219 €
ALE2020-000071	Madame	MAUD CECILE	LEFEUVRE	380 €
ALE2020-000073	Monsieur	QUENTIN CLAUDE BERNARD	CITERA	380 €
ALE2020-000075	Madame	CECILIA MARIE	LLOR	500 €
ALE2020-000077	Madame	MARIE CHRISTINE	BERTHEZENE	500 €
ALE2020-000081	Monsieur	FLORIAN PIERRE ABEL	SOUCHE	500 €
ALE2020-000084	Madame	LAURENCE	GIRAUD	500 €

		GENEVIEVE		
ALE2020-000086	Monsieur	MATTHIEU	WALCKER	500 €
ALE2020-000089	Madame	LAETITIA	ESTIMBRE	500 €
ALE2020-000100	Madame	FREDERIQUE MARIE ANTOINETTE	DISPARD	475 €
ALE2020-000103	Madame	ALEXANDRA	ORTHOLAN	500 €
ALE2020-000112	Madame	CYRIELLE, RENEE, ADRIENNE	BENOIT	500 €
ALE2020-000114	Madame	ANAIS	CLERMONT	434 €
ALE2020-000126	Monsieur	THIBAUD	TRAMIER	500 €
ALE2020-000130	Monsieur	DELPHINE	ROUGIER	500 €
ALE2020-000133	Madame	NATHALIE	ETIENNE	500 €
ALE2020-000134	Monsieur	AMINE	FARAJ	500 €
ALE2020-000141	Monsieur	JEAN-CHARLES	HUESCA	500 €
ALE2020-000148	Monsieur	ROLAND	MARTINEZ	500 €
TOTAL				15 468 €

Numéro de dossier	Raison sociale	Montant de l'aide
ALE2020-000019	DINGUE D'OC	500 €
ALE2020-000020	PMBM	500 €
ALE2020-000021	L'INSTANT D'APPRETS	500 €
ALE2020-000022	6TERS-K	500 €
ALE2020-000023	MAISON EHAWEE	500 €
ALE2020-000024	ETABLISSEMENTS XIMENA	500 €
ALE2020-000025	MINISTRY OF HAIR	500 €
ALE2020-000026	INSTINC TIF	500 €
ALE2020-000028	RAINBOW PHOTO	500 €
ALE2020-000031	SOLLEN	500 €
ALE2020-000032	E.RESTO	500 €
ALE2020-000035	WNM PHOTOS	500 €
ALE2020-000038	LUCAS	500 €
ALE2020-000039	FJC SERVICE	200 €
ALE2020-000040	EURL FR	500 €
ALE2020-000041	NEUROONE	500 €
ALE2020-000043	Y.J.5	500 €
ALE2020-000044	L'EPICURIEN	450 €
ALE2020-000045	XAOS COIFFURE	500 €
ALE2020-000046	LA BOITE A BIJOUX	500 €
ALE2020-000047	CONTROLE TECHNIQUE SAINT GEORGES	500 €
ALE2020-000048	SARL GG ZINGUEURS	500 €
ALE2020-000049	LE GO FAST	150 €
ALE2020-000050	HAIR ETUVES	500 €

ALE2020-000051	SARL M.J.F	500 €
ALE2020-000053	BEER & CO	500 €
ALE2020-000054	DECA	500 €
ALE2020-000055	LA TOMATE	500 €
ALE2020-000056	LDY COIFFURE	500 €
ALE2020-000057	BRASSERIE DE L'ECU	500 €
ALE2020-000061	RN BAUD	500 €
ALE2020-000062	YLB COIFFURE	500 €
ALE2020-000064	MIDABLUM	500 €
ALE2020-000066	LES BULLES SAINT ROCH	500 €
ALE2020-000067	BINOM	500 €
ALE2020-000070	SARL EVBD	500 €
ALE2020-000072	LA BOUTIQUE DU PALAIS	500 €
ALE2020-000076	AS DE LA BEAUTE	500 €
ALE2020-000078	BARTOLO	500 €
ALE2020-000079	XTRA WASH	500 €
ALE2020-000080	MONERAT	500 €
ALE2020-000083	H&P	500 €
ALE2020-000085	FEMMES DU SUD	500 €
ALE2020-000087	L ET E COIFFURE	500 €
ALE2020-000088	LE COIFFEUR	500 €
ALE2020-000090	MADREDIOSA	500 €
ALE2020-000091	JARDINO	500 €
ALE2020-000092	COPY LETTRES	500 €
ALE2020-000093	LE LOUIS BLANC	500 €
ALE2020-000094	ITINERAIRE D'AFRIQUE	484 €
ALE2020-000095	SOLEIL	500 €
ALE2020-000096	YELKOM	500 €
ALE2020-000097	STUDAPHOT	500 €
ALE2020-000098	AQUABIKE & BEAUTE	500 €
ALE2020-000099	TOTAL LOOK BY JEROME REYNAUD	100 €
ALE2020-000101	FLOBERT	500 €
ALE2020-000102	RDLM ASSOCIES	500 €
ALE2020-000104	MEGWAN	500 €
ALE2020-000105	PAUSE BEAUTE	500 €
ALE2020-000106	TRCD	500 €
ALE2020-000107	PG2C EVAZION	500 €
ALE2020-000109	SPA GAIA	500 €
ALE2020-000110	FLM	500 €
ALE2020-000111	COLOR'ISA	500 €
ALE2020-000113	TDV-MTP	500 €
ALE2020-000115	KALICE	500 €
ALE2020-000116	DAPHNE	500 €

ALE2020-000117	ALPHONSE	500 €
ALE2020-000118	AGENCE DE COMMUNICATION MONTPELLIERAINE	500 €
ALE2020-000119	PX2	500 €
ALE2020-000120	CO APPARENCE	500 €
ALE2020-000121	SARL PHOTO M	500 €
ALE2020-000122	LA REGENCE CHERIFIENNE	500 €
ALE2020-000123	PC MOTOS	500 €
ALE2020-000125	BLANDI SOCIETE	500 €
ALE2020-000127	MIAW	500 €
ALE2020-000128	M2 COIFF	500 €
ALE2020-000129	EXCLUSIVES-VO	500 €
ALE2020-000131	OBJET BUSINESS SERVICES	433 €
ALE2020-000132	ASIAN FAST FOOD DEVELOPPEMENT	500 €
ALE2020-000135	JSM TACOS	500 €
ALE2020-000136	TO THE MOON	500 €
ALE2020-000137	LE BRASERO	500 €
ALE2020-000138	SA DECOIFF	500 €
ALE2020-000139	LES ATOMES	500 €
ALE2020-000140	LA FABRIQUE A BEAUTE	500 €
ALE2020-000143	LE MICOCOULIER	500 €
ALE2020-000145	VITRAND	500 €
ALE2020-000146	SARL PAUSE CARRE	500 €
ALE2020-000147	LYOSA	500 €
ALE2020-000150	ESCAPEGAME.LOL	500 €
TOTAL		44 317 €

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **14 MAI 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision modificative relative au marché
n° 4689DS17 - Marché de maîtrise d'œuvre
pour la réhabilitation et l'accueil du haut
niveau au Centre Nautique Neptune à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1^{er}, II,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la décision n° MD2018-298 en date du 23 avril 2018 attribuant le marché n° 4689DS17 « Marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune à Montpellier »,

CONSIDÉRANT :

- que le marché n° 4689DS17 prévoit des dépenses devant être ventilées à la fois dans la section de fonctionnement et dans la section d'investissement,
- la nécessité, au regard de l'imputation de la dépense prévue par la décision susmentionnée, de prévoir également une imputation de la dépense sur le chapitre 903,
- que cette modification n'a aucune incidence sur le marché en question,
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale,

D É C I D E

ARTICLE 1 : De modifier l'article 2 de la décision n° MD2018-298 en date du 23 avril 2018 attribuant le marché n° 4689DS17 « Marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune à Montpellier ».

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 MAI 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
domiciliation au sein du bâtiment MIBI
conclue entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la société CREASPIN**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2020 au sein du bâtiment MIBI,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; enseignement supérieur ; recherche et innovation ; French Tech et artisanat ; planification urbaine (SCoT, PLUi), urbanisme, aménagement et renouvellement, urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »,
- Vu la demande formulée par la société CreaSpin qui souhaite installer son siège social à Montpellier en bénéficiant d'une domiciliation au MIBI,

- Considérant que la domiciliation au MIBI de la société CreaSpin pourrait donner suite à une implantation et à des créations d'emploi sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- Considérant qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention de domiciliation au sein du MIBI est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société CreaSpin pour une durée d'un an à compter de sa notification, soit jusqu'au 30 avril 2021.

ARTICLE 2: La convention de domiciliation autorise la société CreaSpin à installer son siège social à l'adresse du MIBI (Montpellier International Business Incubator) 672, rue du Mas de Verchant, CS37777, 34 967 MONTPELLIER cedex 02.

ARTICLE 3: Le coût mensuel hors taxes à payer par l'entreprise domiciliée est de 30,00 euros, conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2019-777 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 4: La recette résultant de la présente convention est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5: Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

02 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



02 JUIN 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

02 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution d'une
convention de mandat d'études pour la
réalisation d'études préalables à la
requalification de 9 parcs d'activités
économiques sur le territoire de la
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier, Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

CONSIDERANT :

- qu'un des axes majeurs de la stratégie de développement économique métropolitaine est de permettre l'implantation et le développement d'entreprises en déployant une chaîne complète de solutions foncières et immobilières.
- que parallèlement à la définition de sites à vocation d'activités dans le cadre de la révision du SCOT et face à une situation de pénurie de foncier économique commercialisable sur le territoire de la Métropole, il convient de rattraper le retard accumulé et renforcer l'économie productive du territoire,
- qu'il est nécessaire pour offrir de nouvelles opportunités foncières pour l'installation de nouvelles entreprises ou rendre possible le développement des entreprises existantes, de faire réaliser des études préalables dans la perspective de requalifier 9 parcs d'activités économiques.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de Mandat est passée avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

ARTICLE 2 : Le mandat concerne la réalisation d'études préalables à la requalification de 9 parcs d'activités économiques sur le territoire de la Métropole.

ARTICLE 3 : La durée prévisionnelle du mandat est égale à 30 mois à compter de l'entrée en vigueur du mandat.

ARTICLE 4 : Il est prévu la réalisation d'études pour un montant prévisionnel de 996 000 € HT, la rémunération du mandataire est égale à 250 000 € HT.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention de Mandat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le – 2 JUIN 2020

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



– 2 JUIN 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire – 2 JUIN 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
la convention d'occupation du domaine
public conclue entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
IMAIOS pour l'occupation de locaux au
sein du bâtiment MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celles d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° 2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2020 au sein du bâtiment MIBI,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} juin 2014, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société IMAIOS pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI pour une durée de 3 ans, modifiée par avenants dont le dernier en date du 1^{er} décembre 2017

- Considérant que la convention précitée arrive à échéance le 31 mai 2020 et que la société IMAIOS a sollicité la prorogation exceptionnelle de sa convention pour une courte durée complémentaire de 3 mois dans le cas d'un éventuel retard dans la livraison de ses futurs locaux et de son déménagement du MIBI,

- Considérant qu'une suite favorable a été réservée à cette demande lors du comité d'agrément du BIC du 3 avril 2020, au regard de sa très courte durée.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant exceptionnellement la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAIOS pour une courte période de 3 mois à compter du 1^{er} juin 2020, soit jusqu'au 31 août 2020.

ARTICLE 2 : Dans le cas où ses futurs locaux seraient disponibles avant la date d'échéance de cette prorogation exceptionnelle, soit le 31 août 2020, la société IMAIOS pourra libérer les locaux occupés au sein du MIBI sans préavis particulier, en informant par lettre recommandée avec accusé réception la Direction du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans tous les cas, la redevance d'occupation restera due par la société IMAIOS jusqu'au dernier jour d'occupation effective.

ARTICLE 3: A compter du 1^{er} juin 2020, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IMAIOS pour la surface de 208,40 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 2 917,60 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° D2019-777 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 4: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5: Madame Chantal MARION, Vice - Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

02 JUIN 2020

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 02 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **02 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°5023A08 - Travaux de requalification des
rues du Calvaire, des Aires et du Plan du
Faubourg - Commune de Grabels -
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret relatif aux marchés publics ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la décision n°2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

- Vu la décision n°2019-046 relative à la signature du marché subséquent n°5023A08 relatif aux travaux requalification des rues du Calvaire, des Aires et du Plan du Faubourg à Grabels ;

CONSIDERANT :

- que les travaux supplémentaires suivants ont été intégrés au marché :
 - création d'un muret en aggloméré avec parement pierre autour du poteau incendie ;
 - création d'un muret en aggloméré enduit à l'angle de la rue des Aires ;
 - parement de mur en pierre ;
 - fourniture et pose d'une clôture soudée en panneaux rigide ;
 - création de ralentisseurs auditifs et visuels en traversée de chaussée en pavés de résine ;
 - mise en œuvre de bordures T2 en délimitation de chaussée.
- que ces travaux supplémentaires ont nécessité l'utilisation de prix nouveaux à intégrer au marché par avenant.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché relatif aux travaux requalification des rues du Calvaire, des Aires et du Plan du Faubourg à Grabels avec l'entreprise EUROVIA LR, avenant n°1 d'un montant de 1436,55 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 169 278,55 € HT et intégrant les prix nouveaux au marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **16 JUIN 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt d'une demande
d'autorisation préalable de travaux de
mise en accessibilité à la médiathèque La
Gare - Commune de Pignan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

Considérant :

- le projet de travaux de mise en accessibilité du bâtiment accueillant la médiathèque La Gare, situé à Pignan, travaux consistant notamment en la mise en conformité des sanitaires et de la banque d'accueil située à l'entrée de la médiathèque ;
- qu'au vu de la nature de ces travaux, la réalisation de l'opération nécessite le dépôt d'une demande d'autorisation préalable de travaux auprès des services compétents de la commune de Pignan ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une demande d'autorisation préalable de travaux pour l'opération de travaux de mise en accessibilité du bâtiment accueillant la médiathèque La Gare, situé à Pignan.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 MAI 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **12 MAI 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D0133EP
- Restauration du mur de soutènement du
Jardin des Plantes à Montpellier
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de procéder à la restauration du mur du Jardin des Plantes à Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché public passé en procédure adaptée pour une durée de 4 mois (dont une période de préparation de 2 mois) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire : 40%

- qu'après analyse, le GROUPEMENT SELE (mandataire) / ALPILLES ECHAFAUDAGES présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de restauration du mur du Jardin des Plantes à Montpellier au GROUPEMENT SELE (mandataire) / ALPILLES ECHAFAUDAGES, pour un montant de 194 743,79 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 4 mois (dont une période de préparation de 2 mois).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 02 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Epidémie de covid-19 - Attribution d'aides
aux acteurs économiques pour le paiement
des loyers du mois d'avril 2020**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les articles L.1511-3 et R. 1511-4 à R. 1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise,
- Vu l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale ;
- Vu la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 2020/C 91 I/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 euros le seuil des aides dites *de minimis*,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu la décision n°MD2020-337 du 5 mai 2020, qui définit le cadre et le dispositif de l'attribution d'une aide pour le paiement des loyers du mois d'avril 2020, des acteurs économiques situés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagé auprès des commerçants, artisans et entrepreneurs pour les soutenir, en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales, durant la crise sanitaire que nous traversons ;

- que pour aider les acteurs économiques à payer leur loyer, il y a lieu de leur allouer une aide suivant les tableaux ci-dessous ;

- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale et nécessaire pour permettre la gestion de l'état d'urgence sanitaire et faire face à l'épidémie de covid-19.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de chaque convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le bénéficiaire autorisant le versement d'une aide au paiement du loyer du mois d'avril 2020 pour les noms et montants figurant dans le tableau ci-dessous :

Numéro de dossier	Civilité	Prénom	Nom	Montant de l'aide
ALE2020-000154	Madame	JULIE	SERRANO	214 €
ALE2020-000159	Monsieur	STEPHANE	BEROT	500 €
ALE2020-000168	Monsieur	THIBAUD	GRELLET	500 €
ALE2020-000171	Monsieur	REGIS	POSSENTI	314 €
ALE2020-000175	Madame	AUDE GAELE	DARDAILLON	350 €
ALE2020-000176	Monsieur	GUILLAUME	ZIEGEL	500 €
ALE2020-000177	Madame	FLORENCE	BONNO	500 €
ALE2020-000190	Monsieur	EMMANUEL	CORNIBERT	209 €
ALE2020-000208	Madame	JOELLE	MOLLET	500 €
ALE2020-000210	Madame	DOMINIQUE	VARIN	500 €
ALE2020-000211	Madame	CHLOE	PONS	500 €
ALE2020-000214	Monsieur	SEBASTIEN	MONBRUN	500 €
ALE2020-000216	Monsieur	JEAN-JACQUES GERARD MICHEL	FOLLAIN	270 €
ALE2020-000219	Monsieur	ZOUHAIR	BAJAAR	500 €
ALE2020-000223	Madame	BERENGERE	CHALVET	500 €
ALE2020-000227	Monsieur	PHILIPPE	BRESSON	500 €
ALE2020-000229	Madame	CHRISTINE	GIPPET	500 €
ALE2020-000232	Madame	MARINE	ROCAMORA	500 €
ALE2020-000233	Monsieur	THIBAUT	BRUNEL	500 €
ALE2020-000237	Madame	MURIEL	BARRALE	475 €
ALE2020-000240	Monsieur	EDOUARD	RANOLDI	500 €
ALE2020-000247	Monsieur	THIERRY	SCHOEFFER	500 €
ALE2020-000249	Madame	AUDREY MARTINE	THOMAS	500 €
ALE2020-000250	Madame	FANNY MATHILDE	DISSAC	250 €
ALE2020-000253	Madame	FLORENCE	LAPSCHER	323 €
ALE2020-000255	Madame	CAROLE	PRE	500 €

ALE2020-000258	Monsieur	LAURENT LOUIS GERARD	BOURGOIN	500 €
ALE2020-000263	Madame	MAUD	FRANSIOLY	500 €
ALE2020-000266	Madame	ALICE MARIE CHARLOTTE	REY	500 €
ALE2020-000267	Madame	FATIHA	FIRAS	500 €
ALE2020-000268	Monsieur	TASSADIT	BELMOKHTAR	500 €
ALE2020-000269	Madame	JOANNA CAMILLE	ELKAIM	373 €
ALE2020-000279	Madame	NATHALIE	BARRAULT	393 €
ALE2020-000280	Monsieur	THIERRY	CAMBON	368 €
ALE2020-000287	Madame	RACHEL	POILET	500 €
ALE2020-000293	Madame	MARTINE	GAGLIONE	500 €
ALE2020-000294	Monsieur	YOUSSEF	OUHADDOU	500 €
ALE2020-000297	Madame	MARION	MURCIA	409 €
ALE2020-000298	Madame	CAROLINE	RICHE	471 €
ALE2020-000304	Monsieur	THIERRY	CARRIERE	500 €
ALE2020-000306	Madame	PAULE	LECOUTURIER	500 €
ALE2020-000310	Monsieur	GILLES DANIEL	ADAM	500 €
TOTAL				18 919 €

Numéro de dossier	Raison sociale	Montant de l'aide
ALE2020-000151	SASU BARMAX	500 €
ALE2020-000152	LES 3 I	500 €
ALE2020-000153	PAS FOLLE LA GUEPE! PRODUCTION	185 €
ALE2020-000155	TIMES CAFE	500 €
ALE2020-000156	BMC	500 €
ALE2020-000157	JUVIGNEC JEUX TELEPHONIE VIDEO	500 €
ALE2020-000158	LAMI COFFEE	500 €
ALE2020-000160	YLB JV	500 €
ALE2020-000161	YLB JACOU	500 €
ALE2020-000162	NEW STYL'S	424 €
ALE2020-000163	L.V.F.	500 €
ALE2020-000164	SAS LES AMIS DE BACCHUS	500 €
ALE2020-000165	SOCIETE JULES	500 €
ALE2020-000167	EGG HUNTERS	500 €
ALE2020-000169	IZISSADOUYE	500 €
ALE2020-000170	WINZ	500 €
ALE2020-000172	NOANTO	500 €
ALE2020-000173	FOOD TROTTER	450 €
ALE2020-000174	YOUNINA	500 €
ALE2020-000178	HAIR'ELEGANCE	500 €
ALE2020-000179	GGCM	500 €
ALE2020-000180	BLASCO	500 €
ALE2020-000181	SARL GD LUNETTES	500 €

ALE2020-000182	RPC AND CO	500 €
ALE2020-000183	LE COIN DES ARTISTES	500 €
ALE2020-000184	CONSTELLATIONS FITNESS	500 €
ALE2020-000185	CAPRESSO	500 €
ALE2020-000186	FRANCK COIFFURE	500 €
ALE2020-000187	LE BRELAN	500 €
ALE2020-000188	JCC	500 €
ALE2020-000189	LA PARENTHÈSE BEAUTE	500 €
ALE2020-000191	LUMIN&SENS	500 €
ALE2020-000194	EURO CONDUITE	500 €
ALE2020-000195	AUX BELLES ETOFFES	500 €
ALE2020-000196	ALTONOROC	500 €
ALE2020-000197	SARL MARINA-VICTOR	500 €
ALE2020-000198	SOCIETE DU NORD	500 €
ALE2020-000199	VALERIE GARNIER ARCHITECTURE	500 €
ALE2020-000200	SPICY COFFEE	500 €
ALE2020-000201	SARL GERALDINE LAURE	500 €
ALE2020-000202	URBANESENS	500 €
ALE2020-000203	MENUISERIE JEROME ESTIENNE	500 €
ALE2020-000204	CLARA JUNG PATISSERIE	500 €
ALE2020-000205	COTE DETENTE - BIOTY INSTITUT	500 €
ALE2020-000206	BPM	500 €
ALE2020-000207	LA BARAQUETTE	500 €
ALE2020-000209	L'COIFF	500 €
ALE2020-000212	FAVIMP	500 €
ALE2020-000213	PARENTHÈSE EURL	500 €
ALE2020-000215	QU'IMPORTE LE FLACON	404 €
ALE2020-000217	PIMPON	500 €
ALE2020-000218	MONTPELLIER REDLINE	500 €
ALE2020-000220	SRRA	500 €
ALE2020-000221	ELLESETMOI	500 €
ALE2020-000222	CF 34830	500 €
ALE2020-000224	JD CUTS	500 €
ALE2020-000225	PICARD	500 €
ALE2020-000226	SAPSAK	500 €
ALE2020-000228	NINOUS	500 €
ALE2020-000230	VICTORIA	500 €
ALE2020-000231	LEE BERTHY	500 €
ALE2020-000234	ZIMOLONG	500 €
ALE2020-000235	ATELIER ACCESSOIRE	500 €
ALE2020-000236	BACHET	500 €
ALE2020-000238	EXCELODYSSÉ	500 €
ALE2020-000239	MACARON DE PROVENCE	500 €
ALE2020-000241	GLAM'S POLE DANCE	500 €

ALE2020-000242	EURL MGM	500 €
ALE2020-000243	LES 7 PECHES	500 €
ALE2020-000244	SPI AQUAPARK	490 €
ALE2020-000245	MICHELOVITCH	500 €
ALE2020-000246	CROQ'EAT	435 €
ALE2020-000248	ACTUEL IMMOBILIER	500 €
ALE2020-000251	EMPRIN	500 €
ALE2020-000252	SARL O PRESSING DU CENTRE	500 €
ALE2020-000254	TEANAYIS	500 €
ALE2020-000256	MOULIN A PAIN	500 €
ALE2020-000257	FRAY	500 €
ALE2020-000259	OPTI PLUS FAMILY	500 €
ALE2020-000260	CHEZ MONSIEUR	500 €
ALE2020-000261	SOFALA	500 €
ALE2020-000262	LA MAISON D'ANNA	500 €
ALE2020-000264	COLOR CLUB LATTES	500 €
ALE2020-000265	KITELECOM	500 €
ALE2020-000270	SAVON AUTHENTIQUE	482 €
ALE2020-000271	CASH FETES	500 €
ALE2020-000272	PAUVAL	500 €
ALE2020-000273	ETABLISSEMENTS FOUR-PORCHERON	500 €
ALE2020-000274	ATELIER CUISINE	500 €
ALE2020-000275	MG AUTO ECOLE	480 €
ALE2020-000276	DELICES DE SIHAM	500 €
ALE2020-000277	LA PROVENCE	500 €
ALE2020-000278	MACHA	500 €
ALE2020-000281	L INSTANT POUR SOI	500 €
ALE2020-000282	VEGAN POUR TOUS	500 €
ALE2020-000283	SASU KREPKING1	500 €
ALE2020-000284	HAIRLIGHT SARL	500 €
ALE2020-000285	THE DUCK RESTAURANT	500 €
ALE2020-000286	RICHERT	500 €
ALE2020-000288	ALCO	500 €
ALE2020-000289	SIXAIN	500 €
ALE2020-000290	EURL KASIA TADDIO	500 €
ALE2020-000292	ECOLE KLESSE	500 €
ALE2020-000295	DOMUS	500 €
ALE2020-000296	SARL EDEN CUIRS	500 €
ALE2020-000299	GRAIN DE SEL	500 €
ALE2020-000300	LAURIE	500 €
ALE2020-000301	TERCIMMO	500 €
ALE2020-000302	SASU IL FORNETTO	500 €
ALE2020-000303	HOMINESS	500 €
ALE2020-000305	EBULLITION	500 €

ALE2020-000307	EPAPA LEROY	500 €
ALE2020-000308	INTER AUTO ECOLE	500 €
ALE2020-000311	CLEMENCEAU COIFFURE	500 €
ALE2020-000312	TRATTORIA LA BRUSCHETTA	500 €
ALE2020-000313	MAWA2	500 €
ALE2020-000314	F2MD	500 €
ALE2020-000315	AU CHAPEAU THE	350 €
ALE2020-000318	LA MAISON DU TATOUILAGE	500 €
TOTAL		58 700 €

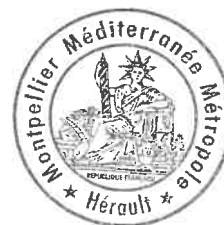
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 MAI 2020**

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 26 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **26 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la création d'une SCCV
par ACM Habitat pour la mise en œuvre
d'une opération d'accession sociale à la
propriété ZAC Parc 2000 extension à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu le Code de la construction et de l'habitation ;
- Vu l'arrêté n°MAR2020-0050 du 23 avril 2020 portant délégation de signature à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole.

CONSIDERANT :

- que les souscriptions, acquisitions ou cessions de parts ou d'actions de Société Civile de Construction Vente (SCCV) par un Office Public de l'Habitat doivent être autorisées par son conseil d'administration, après accord de l'établissement public de coopération intercommunale de rattachement ;

- que l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat et la société anonyme d'habitations à loyer modéré FDI Habitat, bailleurs régionaux historiques fortement ancrés sur le territoire de la Métropole, ont souhaité réunir leurs compétences et s'associer pour faire une réponse commune à la consultation d'opérateurs pour la maîtrise d'ouvrage des lots 1 et 3 de la ZAC Parc 2000, 2^{ème} extension, à Montpellier, lancée en novembre 2019 ;
- que ces deux lots sont destinés à la réalisation de respectivement 51 et 38 logements en accession sociale à la propriété (PSLA), le lot 1 devant en outre accueillir des locaux à usage de services/commerces ;
- que l'aménageur SA3M a notifié l'acceptation de la proposition conjointe d'ACM Habitat et de FDI Habitat par courrier du 12 mars 2020 ;
- que cette décision est nécessaire pour mettre en œuvre cette opération au plus tôt, avec la signature du compromis de vente souhaitée pour fin juin 2020 pour un démarrage des travaux mi 2021, dans le contexte de chute de l'activité du BTP dû à la crise sanitaire et l'épidémie de covid-19.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver la constitution d'une Société Civile de Construction Vente (SCCV) en application des articles I-421-1 10⁰ et L.422-2 du code de la construction et de l'habitation applicables aux offices publics de l'habitat et aux sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré, dénommée « SCCV FAVRE - PILORY », ayant pour objet l'acquisition des terrains constituant les lots 1 et 3 de la ZAC 2000 (2^{ème} extension) à Montpellier, la construction sur ces terrains d'immeubles à usage d'habitation PSLA ou à usage professionnel ou d'habitation, la gestion de la phase locative préalable à la levée d'option, la vente, en totalité ou par fractions, des immeubles construits, avant ou après leur achèvement et, d'une façon générale, toutes opérations mobilières ou immobilières ou financières susceptibles de faciliter la réalisation des objets ci-dessus définis, à l'exclusion de toute opération susceptible de faire perdre à la société son caractère civil. Le siège social de la société est fixé à Montpellier, 407, avenue du Professeur Antonelli.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MAI 2020**

Monsieur Le Directeur Général des Services
Christian FINA



Publiée le : **13 MAI 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Construction de 24 logements sociaux
étudiants - Résidence étudiante ' Campus
City ', rue du Colonel Marchand à
Montpellier - Abrogation de la délibération
n°M2020-50 du 31 janvier 2020 - Garantie
d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat -
Convention - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- Vu les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- Vu le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en conseil du 25 juillet 2013, modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- Vu le contrat de prêt n°109711 en annexe signé entre la SA d'HLM FDI Habitat, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

CONSIDÉRANT :

- que par délibération n°M2020-50 du 31 janvier 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a garanti à hauteur de 75% le remboursement du prêt d'un montant total de 1 349 345 € souscrit par la SA d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 24 logements locatifs sociaux étudiants, résidence étudiante « Campus City », 2 rue du Colonel Marchand à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Bouygues Immobilier comprend 24 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Rio Concept à Montpellier ;
- qu'en l'absence de co-garant, l'emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de porter sa garantie à hauteur de 100%, au lieu de 75%, pour le remboursement du prêt, tel que le permet son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt ;
- qu'en raison de ces changements, il convient d'abroger la délibération n°M2020-50 du 31 janvier 2020 ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le remboursement du prêt d'un montant total de 1 349 345 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le nouveau contrat n°109711 joint en annexe ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 100% ouvre un droit à réservation portant sur 20 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'abroger la délibération n°M2020-50 du 31 janvier 2020.

ARTICLE 2 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 349 345 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°109711, constitué de 4 lignes de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :
La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 4 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 5 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

26 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement du domaine public d'une
emprise d'une superficie de 97 m² située
entre les parcelles AK 38, 34, et AK 37, 36
commune de Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu la décision du Président n° 2015-826 en date du 08 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Fabrègues dans le domaine public métropolitain,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Fabrègues n°2015/040 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,

- Considérant la nécessité de constater la désaffectation et de prononcer le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 97 m² située entre les parcelles AK 38, 34, 36, 37 débouchant sur la rue Frédéric Mistral à Fabrègues, avant de pouvoir la céder,

- Considérant que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 97 m² située entre les parcelles AK 38, 34, 36, 37 débouchant sur la rue Frédéric Mistral sur la commune de Fabrègues.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 97 m² située entre les parcelles AK 38, 34, 36, 37 sur la commune de Fabrègues.

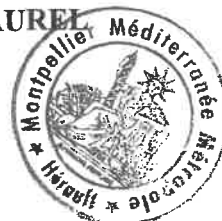
ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de deux parcelles issues de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 29 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

29 MAI 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles BY 580 et BY 581 en nature de
voirie Commune de Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de la société Hectare SA pour céder les parcelles BY 580 et BY 581 en nature de voirie, afin de permettre le classement de ces emprises dans le domaine public de la Métropole,
- Considérant qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voie cadastrées BY 580 et BY 581 incluses dans une partie du chemin du Pioch du Cabriès situé à Clapiers,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société Hectare SA, les parcelles BY 580 et BY 581 d'une superficie respective de 30 m² et 6 m² en nature de voie, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir une emprise intégrée dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **04 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **04 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Épidémie de covid-19 - Attribution d'aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers du mois d'avril 2020

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les articles L.1511-3 et R. 1511-4 à R. 1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise,
- Vu la Communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 2020/C 91 I/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 euros le seuil des aides dites *de minimis*,
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagé auprès des commerçants, artisans et entrepreneurs pour les soutenir, en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales, durant la crise sanitaire que nous traversons ;
- que par décision n°MD2020-337, Montpellier Méditerranée Métropole a défini le cadre de l'attribution d'une aide pour le paiement des loyers des acteurs économiques situés sur son territoire ;

- que pour aider les acteurs économiques à payer leur loyer, il y a lieu de leur allouer une aide suivant les tableaux ci-dessous ;

- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale et nécessaire pour permettre la gestion de l'état d'urgence sanitaire et faire face à l'épidémie de covid-19.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de chaque convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le bénéficiaire autorisant le versement d'une aide au paiement du loyer du mois d'avril 2020 pour les noms et montants figurant dans le tableau ci-dessous :

Numéro de dossier	Civilité	Prénom	Nom	Montant de l'aide
ALE2020-000291	Madame	EDITH	ROLLAND	101 €
ALE2020-000319	Madame	VALERIE	DUFOUR	500 €
ALE2020-000334	Madame	ISABELLE	DURAND	500 €
ALE2020-000336	Madame	SOPHIA	GHELLAL	400 €
ALE2020-000341	Monsieur	FREDERIC	AMADES	168 €
ALE2020-000345	Madame	SANDRA FILIPA	LOPES FERNANDES	500 €
ALE2020-000349	Madame	GEORGIA VERONIQUE ANNE	BAUTES	221 €
ALE2020-000351	Madame	VIRGINIE	NICAS	380 €
ALE2020-000355	Monsieur	KEVIN	STEENKISTE	400 €
ALE2020-000363	Madame	SHIRLEY MARLENE CINDY	CHARMES	500 €
ALE2020-000368	Madame	CECILE	BILLION PORTE	450 €
ALE2020-000375	Madame	CORALIE	NORMAND	374 €
ALE2020-000380	Madame	CAROLE	LASSUS-THEZE	275 €
ALE2020-000382	Madame	ALICE	GIDROL	500 €
ALE2020-000384	Monsieur	PHILIPPE	HESSCHENTIER	500 €
ALE2020-000385	Madame	CAROLE	KWAN WING SUM	240 €
ALE2020-000395	Madame	PAULETTE	ROQUES	500 €
ALE2020-000400	Madame	PAULINE	CROS	234 €
ALE2020-000405	Madame	CHLOE	GILLI-CANAL	500 €
ALE2020-000413	Monsieur	JEAN CLAUDE	MONGARNY	442 €
ALE2020-000418	Madame	CECILE	RICHARD	500 €
ALE2020-000421	Madame	MAILYS STEPHANIE MARIE JOSEPHE	HEME DE LACOTTE	500 €
ALE2020-000423	Monsieur	GERARD ANDRE	MAS	500 €

ALE2020-000426	Madame	ALEXIA	PIEK	500 €
ALE2020-000428	Madame	KAREN	FAUQUE	490 €
ALE2020-000433	Monsieur	LAURENT	TURCOT	482 €
ALE2020-000440	Monsieur	MICHAEL	JEAN	500 €
ALE2020-000441	Madame	EMILIE	GUEGNARD	288 €
ALE2020-000443	Madame	ALEXANDRA BRIGITTE VALERIE	LANGLOIS	300 €
ALE2020-000446	Madame	MARION	MOIOLI	500 €
ALE2020-000449	Madame	PASCALE	MIRAVET	500 €
ALE2020-000455	Monsieur	ALAIN	FOIGNOT	500 €
ALE2020-000469	Madame	HELENE	SEYRES	500 €
ALE2020-000470	Madame	ALEXANDRA	PANNACCI	500 €
ALE2020-000471	Madame	LAURA	PLAISANT	450 €
ALE2020-000472	Madame	CAROLE	BUGNON MURYS	500 €
ALE2020-000479	Monsieur	PHILIPPE	CREMOUX	500 €
ALE2020-000485	Madame	MARIANNE	MASSIP	340 €
ALE2020-000493	Monsieur	SANOUSY	CISSE	166 €
ALE2020-000495	Madame	INGRID	MAURY	500 €
ALE2020-000499	Madame	ISABELLE ANNE	FOURNIER	367 €
ALE2020-000505	Madame	ISABELLE	AYUSTE	301 €
ALE2020-000511	Madame	MARIE PIERRE MARCELLE	SUAUDEAU	500 €
ALE2020-000515	Madame	SYLVIE MADELEINE HENRIETTE	BARATAY	350 €
ALE2020-000518	Madame	BEATRICE JEANNE	RICHARD	500 €
ALE2020-000522	Monsieur	EDUARDO	LECLERES DIAZ	500 €
ALE2020-000533	Madame	PASCALINE	RIVOAL	500 €
ALE2020-000545	Monsieur	FRANCK	ALONSO	500 €
ALE2020-000549	Madame	OPHELIE	DAMIEAN	500 €
ALE2020-000550	Madame	HELENE JOSIANE CLAUDETTE	CASTAGNE	500 €
ALE2020-000554	Madame	AURELIE YVETTE JEANNE	QUISSAC	444 €
TOTAL				21 663 €

Numéro de dossier	Raison sociale	Montant de l'aide
ALE2020-000142	JJOS	500 €
ALE2020-000316	AROMA	500 €

ALE2020-000317	MAWA	500 €
ALE2020-000320	ATELIER HAIR STYLE II	500 €
ALE2020-000321	PERMIS CENTER	500 €
ALE2020-000322	REGUI	500 €
ALE2020-000323	AUDEN	500 €
ALE2020-000324	OSKHAVA	500 €
ALE2020-000325	COMPAS	500 €
ALE2020-000326	MELO OPTIQUE	500 €
ALE2020-000327	MI AMOR	500 €
ALE2020-000328	EURL COFFEE CLUB	500 €
ALE2020-000329	CASTELLE BEACH	500 €
ALE2020-000330	LES 3 COIFFEURS	500 €
ALE2020-000331	L'TLOSENS	500 €
ALE2020-000332	ZARUBICA SARL	500 €
ALE2020-000333	MATIK	500 €
ALE2020-000335	LA CANT'OCHE	500 €
ALE2020-000337	TESCARO	500 €
ALE2020-000338	FNWM	500 €
ALE2020-000339	ULYSSE AND CO	500 €
ALE2020-000340	BLUE BAY	500 €
ALE2020-000342	TEAM KING	500 €
ALE2020-000343	TIZI COIFFURE	500 €
ALE2020-000344	RAFA	500 €
ALE2020-000346	BLUE PEARL	500 €
ALE2020-000347	KTO AUTOMOBILES	500 €
ALE2020-000348	MARTIN'S CLUB	500 €
ALE2020-000350	CENTRE SECURITE	500 €
ALE2020-000352	BREW PUB MONTPELLIER	500 €
ALE2020-000353	FUTUROPTIC	500 €
ALE2020-000354	SARL VAGUE A LAME	500 €
ALE2020-000356	BABY NIDO EUROMEDECINE	500 €
ALE2020-000357	AU DRESSING DU PUIT	500 €
ALE2020-000358	FELICE	500 €
ALE2020-000359	PEREZ ET FILS	500 €
ALE2020-000360	AGENCE DU LEZ	198 €
ALE2020-000361	NATURE A TABLE	500 €
ALE2020-000362	DES MAREES D ECUME	500 €
ALE2020-000364	FMH	500 €
ALE2020-000365	MARIGWEN	500 €
ALE2020-000366	SA ARCHITECTE	250 €
ALE2020-000367	BABY GLOBETROTTER	500 €
ALE2020-000369	JOHANNA COIFFURE SARL	500 €
ALE2020-000370	ART COCKTAIL GROUPE	500 €
ALE2020-000371	LA FINE MOUCHE	500 €

ALE2020-000372	SOCIETE NOUVELLE TOUTE L'ELECTRONIQUE SARL	500 €
ALE2020-000373	ABSCISSE & ASSOCIES	500 €
ALE2020-000374	JOINVILLE	500 €
ALE2020-000377	LES COMPAGNONS DU BATIMENT	400 €
ALE2020-000378	SEMM	500 €
ALE2020-000379	M2H GREAT ESCAPE	500 €
ALE2020-000381	ASFAR VOYAGES	500 €
ALE2020-000383	LAURIANE BEAUTE	500 €
ALE2020-000386	KD DIFFUSION	500 €
ALE2020-000387	BARAKA SALON & DECO	500 €
ALE2020-000388	ALPHAIR	500 €
ALE2020-000389	SAS DESOLAR	500 €
ALE2020-000390	SARL VEDAS COIFFURE	500 €
ALE2020-000391	SAS IMMOTER34	500 €
ALE2020-000392	ATASANTE	500 €
ALE2020-000393	BOX FG	500 €
ALE2020-000394	ROMALOU	480 €
ALE2020-000396	LE RAVY BAR	500 €
ALE2020-000398	SQUASH HERO 34	500 €
ALE2020-000399	CMDF CLOTHING	500 €
ALE2020-000401	G&C	500 €
ALE2020-000402	CRYSTAL LOCATIONS	500 €
ALE2020-000403	M.T.C.	500 €
ALE2020-000404	RM SARL	500 €
ALE2020-000406	LE VINARIUM	500 €
ALE2020-000407	L'OASIS HAMMAM SARL	500 €
ALE2020-000408	COLLECTION PRIVEE	500 €
ALE2020-000409	PIZZA GUSTO	500 €
ALE2020-000410	CAFE COSY	500 €
ALE2020-000411	EXE-JURIS	500 €
ALE2020-000412	ENTRE CIEL ET MER	301 €
ALE2020-000414	LOFRED	500 €
ALE2020-000415	LES PROS PLOMBIERS	500 €
ALE2020-000416	M.I.L.D.	500 €
ALE2020-000417	ANTEUS	500 €
ALE2020-000419	LE COMPTOIR DU DISQUE	500 €
ALE2020-000420	THE LAB EVENS	500 €
ALE2020-000422	FRATELLI	500 €
ALE2020-000424	NACARAT	500 €
ALE2020-000425	COSMIC GROOVE	500 €
ALE2020-000427	BIO BY OXALIA	500 €
ALE2020-000429	ALCI 4 EVENTS	300 €
ALE2020-000430	L'AGENCE ACTIONS TERRITOIRES	500 €

ALE2020-000431	CLE2SOL	500 €
ALE2020-000432	LE MONDE A LA CARTE	500 €
ALE2020-000434	CENTRE HOLISTIQUE D ENERGIE NATURELLE	500 €
ALE2020-000435	ADS SERRURERIE 34	500 €
ALE2020-000436	COTE BAZAR	500 €
ALE2020-000437	VIVIANA SAVEURS ET SERVICES	375 €
ALE2020-000438	OMAKASE	500 €
ALE2020-000439	AR THE FUTURE	500 €
ALE2020-000442	ALYZEE	500 €
ALE2020-000444	PEPINIERE FLEURS ET JARDINS	500 €
ALE2020-000445	WEXBALL HOLDING	375 €
ALE2020-000447	DE FILS EN DELICES	500 €
ALE2020-000448	VEZOLLE	500 €
ALE2020-000450	RHEFLEX	500 €
ALE2020-000451	PILE DANS L'ASSIETTE	500 €
ALE2020-000452	E.L.S.L	500 €
ALE2020-000453	X. AUBOIRON	495 €
ALE2020-000454	SILVARI	500 €
ALE2020-000456	AU JARDIN DE LA FONTAINE	500 €
ALE2020-000457	JMF	500 €
ALE2020-000458	LE DISCOPATHE	500 €
ALE2020-000459	LA RANDONNEE	500 €
ALE2020-000460	MEGA TRAINING	500 €
ALE2020-000461	LA BAIE DU LEZ	500 €
ALE2020-000462	FLAC34	500 €
ALE2020-000464	L'ATELIER DE CRUSINE	500 €
ALE2020-000465	LA VOIE DE LA FORMATION	500 €
ALE2020-000466	BOUCHAUD	500 €
ALE2020-000467	IRDM	500 €
ALE2020-000468	NATUR'ELLE ET LUI	470 €
ALE2020-000473	AUTO-ECOLE B-EASY	500 €
ALE2020-000474	BI&BU CONCEPT	500 €
ALE2020-000475	JOVA NAIS	500 €
ALE2020-000476	LEARNING MOTION	419 €
ALE2020-000477	MBT CONCEPT	500 €
ALE2020-000478	BDG	500 €
ALE2020-000480	ANGUS & BACCHUS	500 €
ALE2020-000481	MONTPELLIER AJC MODELISME	500 €
ALE2020-000482	CETHELO	500 €
ALE2020-000483	STUDIO MUYBRIDGE	500 €
ALE2020-000484	PALEO SHOP	500 €
ALE2020-000486	LE PASSEO	500 €
ALE2020-000487	EXPERT GSM	500 €

ALE2020-000488	KRIS	500 €
ALE2020-000489	JOSHUA	500 €
ALE2020-000490	LA CROUTILLETTE	500 €
ALE2020-000491	E-BODY	500 €
ALE2020-000492	SARL LA GUEUZE	500 €
ALE2020-000494	LE MAS DU GOLF	500 €
ALE2020-000496	S.I.B.L	500 €
ALE2020-000497	ESKL PRO	500 €
ALE2020-000498	LH AUDITION	500 €
ALE2020-000500	BRASSERIE LE TRAM	500 €
ALE2020-000501	LAVERIE VEDASIENNE	500 €
ALE2020-000502	LE NOUVEAU LAVOIR	500 €
ALE2020-000503	L ENVOLEE	500 €
ALE2020-000504	FE 3+	500 €
ALE2020-000506	BELLIL CONSEILS	500 €
ALE2020-000507	EL BARBER	500 €
ALE2020-000508	SASU HAND (HAVE A NICE DAY)	500 €
ALE2020-000509	KIM HITRAITEUR	500 €
ALE2020-000510	PERFORM	500 €
ALE2020-000512	LAVAGE DES TRANSPORTS DE FRANCES	500 €
ALE2020-000513	FERTIGE	500 €
ALE2020-000514	BIGGER INSIDE AREA	500 €
ALE2020-000516	BARDO SARL	500 €
ALE2020-000517	RODAFRED	500 €
ALE2020-000519	L'OPUSCULE	500 €
ALE2020-000520	LE BLITZ	485 €
ALE2020-000521	GAZOLINE TRIBU	500 €
ALE2020-000523	ECOLE DE CONDUITE DE RAMBOUILLET	418 €
ALE2020-000524	34 TH AVENUE	500 €
ALE2020-000525	JARAH	500 €
ALE2020-000526	KARMA	500 €
ALE2020-000527	SAR	500 €
ALE2020-000528	MEILLEUR CHOIX IMMOBILIER	500 €
ALE2020-000529	JAZZOU	500 €
ALE2020-000530	NOSE	500 €
ALE2020-000531	THEOBROMA	500 €
ALE2020-000532	ELLIXIR	500 €
ALE2020-000534	GF IMMOBILIER	385 €
ALE2020-000535	LES PETITS BRASSEURS	500 €
ALE2020-000536	LES BEATNIK MODERNES	500 €
ALE2020-000537	911 ESCAPE ROOM	500 €
ALE2020-000539	GERARD ROCH	500 €
ALE2020-000540	D4HUMAN	500 €
ALE2020-000541	LM COIFFURE	348 €

ALE2020-000542	WIAM BEAUTE	500 €
ALE2020-000543	ROTCHI SARL	500 €
ALE2020-000544	KAID	500 €
ALE2020-000546	TUDISCO- PIZZA	395 €
ALE2020-000547	SARL J.M.M. ASSOCIES	500 €
ALE2020-000548	MIND PRO	452 €
ALE2020-000551	SOCIETE MERIDIONALE DE DIFFUSION DE CHAUSSURES SARL	500 €
ALE2020-000552	BODYMIND	500 €
ALE2020-000553	CYBERLAND MULTIMEDIA	500 €
TOTAL		90 546

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

26 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 26 MAI 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 MAI 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la résiliation d'un bail
agricole - Domaine de Viviers parcelle
section BC n° 87 (anciennement section C
n° 1432) Commune de Teyran**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,
- Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Considérant que par délibération n° 11249 en date du 28 novembre 2012, Montpellier Méditerranée Métropole a consenti un bail à ferme à long terme d'une durée de 18 ans à Monsieur Laurent Puigsegur pour l'installation et l'exploitation d'une ferme hélicicole sur la parcelle située sur la commune de Teyran, cadastrée section , BC n° 87 (anciennement section C n° 1432) d'une contenance de 51a 78ca,
- Considérant que par courrier reçu le 10 janvier 2020, Monsieur Puigsegur a informé la Métropole de sa cessation d'activité en qualité d'agriculteur et souhaite donc pouvoir résilier le bail à ferme précité,
- Considérant que Monsieur Puigsegur, en reprenant une activité professionnelle dans le milieu du sport de haut niveau, a cessé l'exploitation depuis quatre ans,

- Considérant que le terrain pourrait faire l'objet d'une nouvelle attribution permettant ainsi de satisfaire aux besoins d'un autre exploitant et au maintien optimisé de l'activité agricole sur le domaine de Viviers,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la demande de résiliation du bail rural à long terme demandée par Monsieur Puigsegur.

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu du Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **1 6 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 1 6 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **1 6 JUIN 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°5 au
marché n°3951DC15 de gardiennage du
musée Fabre**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°13180 en date du 22 juillet 2015 attribuant le marché n°3951DC15 de gardiennage du musée Fabre à l'entreprise GIP LR, pour un montant de 4 900 240,00 euros HT (toutes reconductions confondues), pour les prestations rémunérées à prix forfaitaire et un montant sans minimum, ni maximum pour les prestations faisant l'objet de bons de commandes,
- VU la délibération n°14096 en date du 28 septembre 2016 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché susmentionné, portant le nouveau montant forfaitaire annuel du marché à 1 221 945,66 euros HT,

- VU la décision n°MD2018-1011 en date du 3 décembre 2018 autorisant la signature de l'avenant n°2 au marché susmentionné, pour son transfert de la société GIP LR à la société GIP SECURITE (sans incidence financière),
- VU la décision n°MD2019-1140 en date du 4 décembre 2019 autorisant la signature de l'avenant n°3 au marché susmentionné, portant le nouveau montant forfaitaire annuel du marché à 1 629 260 ,90 euros HT,
- VU la décision n°MD2020-215 en date du 2 avril 2020 autorisant la signature de l'avenant n°4 au marché susmentionné, portant le nouveau montant forfaitaire global du marché à 5 291 984,68 euros HT,

CONSIDERANT :

- Que le marché susmentionné arrivera à échéance le 30 juin 2020 et qu'une nouvelle consultation n°M9D0089DC en appel d'offres relative aux prestations de gardiennage du musée Fabre de Montpellier a été lancée et est en cours de procédure,
- Que les mesures gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, notamment le confinement obligatoire, ont impacté la procédure de passation en cours,
- Que l'article 4 de l'Ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020 modifiée, portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, autorise les acheteurs à prolonger par voie avenant, sans conditions de montant, les contrats en cours d'exécution qui arriveraient à terme pendant la période courant du 12 mars au 23 juillet 2020 inclus,
- Que la continuité des prestations de gardiennage doit être assurée durant le temps d'achèvement de la procédure de passation du nouveau marché jusqu'à sa notification, ce marché doit être prolongé de 4 mois supplémentaires, soit du 1^{er} juillet au 31 octobre 2020,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°5 de prolongation de 4 mois au marché de gardiennage du musée Fabre de Montpellier avec l'entreprise GIP SECURITE. Le montant de l'avenant pour la partie forfaitaire est 407 315,62 euros HT, portant le nouveau montant forfaitaire global du marché à 5 699 300,68 euros HT. Les prestations ponctuelles rémunérées par application des prix unitaires du BPU sont sans minimum ni maximum annuel.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 JUIN 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **10 JUIN 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **10 JUIN 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Renault
modèle Twingo immatriculé CQ-391-AP -
Hôtel des Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT :
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Twingo immatriculé CQ-391-AP,
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault modèle Twingo immatriculé CQ-391-AP à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

15 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUBERT



Publiée le : **15 MAI 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Renault
modèle Twingo immatriculé 527-ADP-34 -
Hôtel des Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT :
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Twingo immatriculé 527-ADP-34,
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault modèle Twingo immatriculé 527-ADP-34 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

15 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **15 MAI 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Renault
modèle Twingo immatriculé 189-ADQ-34 -
Hôtel des Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT :
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Twingo immatriculé 189-ADQ-34,
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault modèle Twingo immatriculé 189-ADQ-34 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

15 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **15 MAI 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de Marque Renault
modèle Twingo immatriculé 64-ADL-34 -
Hôtel des Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT :
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Twingo immatriculé 64-ADL-34,
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault modèle Twingo immatriculé 64-ADL-34 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

15 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : **15 MAI 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 MAI 2020**
Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Renault
Twingo immatriculé EH-443-LP - Hôtel
des Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT :
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Twingo immatriculé EH-443-LP,
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault modèle Twingo immatriculé EH-443-LP à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

15 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **15 MAI 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Renault
modèle Twingo immatriculé 190-ADQ-34 -
Hôtel des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT :
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Twingo immatriculé 190-ADQ-34,
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault modèle Twingo immatriculé 190-ADQ-34 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **15 MAI 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 MAI 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Renault
modèle Twingo immatriculé 317-ADR-34 -
Hôtel des Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT :
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Twingo immatriculé 317-ADR-34,
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault modèle Twingo immatriculé 317-ADR-34 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **15 MAI 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 MAI 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Renault
modèle Twingo immatriculé 210-AHB-34 -
Hôtel des Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT :
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Twingo immatriculé 210-AHB-34,
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault modèle Twingo immatriculé 210-AHB-34 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **15 MAI 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 MAI 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Citroën
immatriculé 688-BFK-34 - Hôtel des
Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT :
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën immatriculé 688-BFK-34,
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède pour cause de vétusté un véhicule de marque Citroën immatriculé 688-BFK-34 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 MAI 2020**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **15 MAI 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 MAI 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°M9B0141EA - Construction d'un réseau
gravitaire entre le Poste de Refoulement
des Closades et le Poste de Refoulement de
Clapiers - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole envisage la construction d'un réseau gravitaire entre le Poste de Refoulement des Closades et le Poste de Refoulement de Clapiers ;
- qu'un marché de maîtrise d'œuvre relatif à la construction d'un réseau gravitaire entre le Poste de Refoulement des Closades et le Poste de Refoulement de Clapiers est nécessaire pour la réalisation de l'ouvrage ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché public passé selon la procédure adaptée pour une durée globale prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre de 36 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations (AE) au regard du montant figurant à l'acte d'engagement dans l'annexe 1 « répartition des honoraires de la mission » : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise LS INGENIERIE sise 1949 boulevard François-Xavier Fafeur - 11000 CARCASSONNE présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9B0141EA - Construction d'un réseau gravitaire entre le Poste de Refoulement des Closades et le Poste de Refoulement de Clapiers à l'entreprise LS INGENIERIE sise 1949 boulevard François Xavier Fafeur - 11000 CARCASSONNE pour un montant forfaitaire provisoire de rémunération des éléments de la mission AVP, PRO, ACT, VISA, DET et AOR de 37 050 € HT ainsi qu'une rémunération forfaitaire et définitive de 4 540 € HT pour les missions complémentaires.

Le marché prend effet à compter de la date de notification du marché et s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux. Sa durée globale prévisionnelle d'exécution est de 36 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SOLEREL



Publiée le : 11 JUIN 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11 JUIN 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n° 3 au
marché 3362GD13 de "Réalisation du
casier n° 2 de l'installation de déchets non
dangereux (ISDND) de Castries (34) - lot
3 : réseau de collecte et unité de
valorisation et sous-lot 03A : réseau de
collecte et unité de traitement du biogaz"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°11964 du 04 novembre 2013 autorisant la signature du marché de « Réalisation du casier n°2 de l'installation de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Castries (34) - lot 3 : Réseau de collecte et unité de valorisation » avec l'entreprise GRS VALTECH, pour un montant global de 439 600 euros HT soit 510 713 euros TTC et une durée de 5 ans, pour une fin prévue au 05/12/2019 ;

- VU la décision n°2018-480 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché 3362GD13 de « Réalisation du casier n° 2 de l'Installation de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Castries (34) – lot 03 : réseau de collecte et unité de valorisation et sous lot 03A : réseau de collecte et unité de traitement du biogaz » ;

- VU la décision n°2019-1131 autorisant la signature de l'avenant n°2 au marché 3362GD13 de « Réalisation du casier n° 2 de l'Installation de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Castries (34) – lot 03 : réseau de collecte et unité de valorisation et sous lot 03A : réseau de collecte et unité de traitement du biogaz » ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de passer un avenant n° 3 au marché 3362GD13 de « Réalisation du casier n° 2 de l'Installation de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Castries (34) – lot 03 : réseau de collecte et unité de valorisation et sous lot 03A : réseau de collecte et unité de traitement du biogaz » pour prendre en compte les conséquences de l'épisode épidémique COVID 19 ;

L'avenant n°3 au lot 3A du marché n°3362 a pour objet de :

- De prolonger pour une durée de 1 mois et 10 jours la durée du marché pour permettre la mise en œuvre des puits et du réseau de captage du biogaz conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter suite à l'interruption du chantier entre le 17 mars 2020 et le 11 mai 2020. La durée du marché n°3362 lot 3A qui avait été prolongée jusqu'au 6 juin 2020 par l'avenant 2 est donc prolongée jusqu'au 16 juillet 2020 par le présent avenant 3.
- De prendre en compte les moins-values apparues à l'avancement des études d'exécution et des travaux pour un montant de - 6 224,90 €HT.
- D'introduire un prix nouveau relatif à l'immobilisation d'un engin de chantier durant l'épisode COVID 19 :
 - Immobilisation d'une pelle à chenille :

N° de Prix	Désignation	U	PU
1507	Immobilisation d'une pelle à chenille sur le chantier	J	264,91

Le montant de cette prestation pour 36 j ouvrés est de 9 536,76 € HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché 3362GD13 de « Réalisation du casier n° 2 de l'Installation de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Castries (34) – lot 03 : réseau de collecte et unité de valorisation et sous lot 03A : réseau de collecte et unité de traitement du biogaz » avec l'entreprise GRS VALTECH, 112 chemin des Mûres, 69 780 Saint Pierre de Chandieu, d'un montant de 3 311,86 euros HT et qui prolonge la durée du marché de 1 mois et 10 jours, soit jusqu'au 16 juillet 2020.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 JUIN 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 JUIN 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 JUIN 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société EIRL JEAN-
MARC ANNET - JM INOX
TECHNOLOGIE dans les Ateliers Relais
de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- CONSIDERANT que la société EIRL JEAN-MARC ANNET – JM INOX TECHNOLOGIE recherche des locaux afin d'exercer son activité qui porte sur la fabrication de procédés techniques dans le domaine de l'environnement et l'agroalimentaire. La société, représentée par Monsieur Jean-Marc ANNET, est candidate à la location du lot 9 de 112 m² pour une période de 36 mois. Avec la création de deux emplois au démarrage, la société prévoit un effectif de 5 personnes d'ici 3 ans.

DECIDE

ARTICLE 1 : La décision n°MD2020-268 est abrogée.

ARTICLE 2 : La candidature de la société EIRL JEAN-MARC ANNET – JM INOX TECHNOLOGIE ci-dessus mentionnée est agréée.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société EIRL JEAN-
MARC ANNET - JM INOX
TECHNOLOGIE dans les Ateliers Relais
de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- CONSIDERANT que la société EIRL JEAN-MARC ANNET – JM INOX TECHNOLOGIE recherche des locaux afin d'exercer son activité qui porte sur la fabrication de procédés techniques dans le domaine de l'environnement et l'agroalimentaire. La société, représentée par Monsieur Jean-Marc ANNET, est candidate à la location du lot 9 de 112 m² pour une période de 36 mois. Avec la création de deux emplois au démarrage, la société prévoit un effectif de 5 personnes d'ici 3 ans.

DECIDE

ARTICLE 1 : La décision n°MD2020-268 est abrogée.

ARTICLE 2 : La candidature de la société EIRL JEAN-MARC ANNET – JM INOX TECHNOLOGIE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MAI 2020

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 MAI 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 18 MAI 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

